

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

n° 45 – 16 janvier 2026

Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris), les sites À l'encontre (Lausanne), Europe solidaire sans frontières (Paris), Transversales (Madrid) et Presse-toi à gauche (Québec), les blogs Entre les lignes entre les mots (Paris) et Utopia Rossa, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org>

Centre Tricontinental: www.cetri.be

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org>

Éditions Spartacus: www.syllepse.net/cahiers-spartacus-_r_88_va_1.html

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M. Éditeur: <https://m-editeur.info>

New Politics: newpol.org

Presse-toi à gauche!: www.pressegauche.org

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Transversales: www.trasversales.net

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS

ISBN: 979-10-399-0354-7

Illustration de couverture: Katya Gritseva.

Iconographie: Brigades éditoriales de solidarité/RESU: 10, 14, 15, 31, 61, 65, 67, 68, 91, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100; Solidarity Collectives: 16, 20, 23, 37, 81, 82; Commons: 40; RFE/RL: 49, 53

Table des matières

Ils ne passeront pas !

PATRICK SILBERSTEIN

5

PAROLES D'UKRAINE

3 janvier : une nouvelle date où des empires ont décidé de remodeler le monde par la force

SOTSIALNYI RUKH

12

Denys, cheminot syndiqué sur le front

PATRICK LE TRÉHONDAT

13

« Ivanka, notre combattante »

SOLIDARITY COLLECTIVES

15

Syndicats aux côtés des soldats à Pokrovsk

LE SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DE L'ATOME-FPU

24

2025 : le bilan d'une infirmière

LARISSA PRINDILAS

24

Les vœux du syndicat étudiant

PRIAMA DIIA

25

Comment les habitantes des villages détruits œuvrent à des perspectives pour le développement des enfants

OLEKSANDR KITRAL

27

Solidarity Collectives: le rapport d'activité 2025

Le droit de résister

HANNA PEREKHODA

38

Que seraient des élections dans une Ukraine déchirée par la guerre ?

VITALY DUDIN

42

Le régime de Poutine n'est pas tombé du ciel

MAKSYM BUTKEVYCH

44

L'Ukraine et ses voisins : entre peur, avantage et solidarité

OLENA TKALITCH

58

Les problèmes de l'agression contre le Venezuela

MAKSYM ROMANENKO

63

Sati (Lana Chornogorska)

68

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

Chronique des événements courants

70



PRISES DE POSITION

Pourquoi les socialistes doivent soutenir l'Ukraine
ENTRETIEN AVEC TANYA VYHOVSKY

78

La réalité du front ukrainien dément la petite musique du Kremlin!

DANIEL TANURO

89

Le RESU, c'est votre affaire!

MARIE-CÉCILE PLÀ

91

Quatre ans déjà

GIN VOLA

92

Solidarité lyonnaise

ARMAND CREUS

93

L'équation ukrainienne

CATHERINE SAMARY

94

Après quatre années

BERNARD DRÉANO

95

Une nouvelle année, un monde nouveau

MICHEL LANSON

96

Pour l'Ukraine, serrons les rangs!

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN

97

Ici et là-bas, ensemble!

CHRISTIAN MAHIEUX

98

Un syndicalisme internationaliste

JULIEN TROCCAZ

99

La solidarité avec la résistance ukrainienne nous a transformés!

VINCENT PRÉSUMEY

100

Retours sur une trajectoire

ANNE LE HUÉROU

101

Jean Malifaud : до перемоги завжди. Hasta la victoria siempre!

MARIANA SANCHEZ

102

BOÎTE ALERTE

OLÉSYA MAMTCHITCH

PRÉSENTÉ ET TRADUIT PAR VLADIMIR CLAUDE FIŠERA

105

Ils ne passeront pas !

Patrick Silberstein¹

¡ No pasarán ! C'est le drapeau sous lequel devrait se rassembler toute la gauche. Mais nous savons bien que ce n'est pas le cas.

En effet, où que se porte notre regard, « ils » semblent passer. Les impérialismes et les fascismes – appelons-les comme ça – sont en marche, plus ou moins violemment, plus ou moins insidieusement, plus ou moins électoralement. Est-il besoin d'en faire ici la liste ?

Pourtant, « ils » ne sont pas passés partout. Il y a en effet, à quelques heures de vol de Paris, une ligne longue de 1 250 km qui les empêche de passer. C'est une ligne bien réelle, faite de larmes et de sang, pas une ligne adoptée dans une arrière-salle de congrès. Une ligne qui sépare l'armée du fascisme russe de celle de la démocratie ukrainienne – aussi imparfaite soit-elle, nous n'avons eu de cesse de le répéter dans ces colonnes depuis bientôt quatre ans. Une ligne qui sépare une Russie dictatoriale² d'une Ukraine qui défend son droit à l'existence. Une ligne qui sépare un régime expansionniste³ d'un régime où – malgré la guerre – s'exercent les

libertés démocratiques, les libertés politiques, les libertés syndicales, la liberté de discuter de la conduite des opérations militaires, la liberté de contester les entorses à la démocratie⁴ et la politique économique et sociale du gouvernement⁵. Les quelque 4 000 pages parues de cette revue en témoignent.

¡ No pasarán !

Il y a 90 ans, en Espagne, ce mot d'ordre ralliait celles et ceux qui, dans le monde, se levaient pour empêcher la nuit de tomber d'abord sur l'Espagne, ensuite sur l'Europe entière⁶. Et ce, malgré les divergences qui séparaient les gauches de l'époque et malgré les crimes du stalinisme russe.

La leçon ne semble pas avoir été apprise. Certains, dans ce qu'il est convenu d'appeler la gauche politique⁷ – celle qui brigue nos

4. Voir « Que seraient des élections dans une Ukraine déchirée par la guerre ? », p. XX. Voir également *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 41, « [Les journées de juillet](#) », août 2025.

5. Voir dans ce numéro, « Denys, cheminot syndiqué sur le front », p. 23 ; « Ivanka, notre combattante », p. 15 ; « Syndicats aux côtés des soldats à Pokrovsk », p. 24 ; « 2025 : le bilan d'une infirmière », p. 24 ; « Les vœux du syndicat étudiant Priama Diia », p. 25 ; « Comment les habitant-es des villages détruits œuvrent à des perspectives pour le développement des enfants », p. 27. Voir également dans les précédents numéros la rubrique « Pendant la guerre la lutte continue » et « Paroles féministes d'Ukraine ».

6. Voir notamment Jean Batou, Ami-Jacques Rapin, Stéphanie Prezioso, *Quand vient la nuit : volontaires internationaux contre le fascisme (Espagne, 1936-1939)*, Paris, Syllepse, à paraître en avril 2026.

7. La désignation de « gauche politique » permet de ne pas inclure dans cette gauche-là le mouvement syndical qui est, lui, très fortement engagé aux côtés de l'Ukraine.

1. Patrick Silberstein est membre du Comité français du RESU et des Brigades éditoriales de solidarité.

2. Voir « Le régime de Poutine n'est pas tombé du ciel », p. 44.

3. Voir « L'Ukraine et ses voisins : entre peur, avantage et solidarité », p. 58.

suffrages sans oublier celle qui brigue le rôle de direction révolutionnaire – ont le cœur qui balance. D'autres ont un faible pour Moscou. D'autres encore se retranchent dans la tour d'ivoire de leurs certitudes intemporelles et a-historiques pour proclamer que Kyiv et Moscou c'est du pareil au même. Sans parler des bonimenteurs qui mentent délibérément en prétendant qu'à Kyiv les syndicats sont interdits ou en contestant la légitimité démocratique du Président ukrainien. Quant aux pacifistes – souvent sympathiques mais pas toujours –, ils sont prêts à abandonner quelques arpents de terre et leurs habitant·es pour ce qu'ils pensent être la paix. Enfin, il y en a encore et toujours qui croient retrouver, enfin, le Moscou de Joseph. dans le Moscou de Vladimir.



Les colonnes de cette revue et de bien d'autres publications se font régulièrement l'écho de ces atermoiements, de ces complacités qui entravent une levée en masse pour qu'«ils ne passent pas». Alors même que la solidarité avec le peuple ukrainien ne se dément pas dans l'opinion.

À l'heure où les regards sont tournés vers Caracas, où le régime semble s'être effondré sous les coups d'une opération commando – ce qui, soit dit en passant, même si c'est hors de notre propos, en dit aussi long sur le régime maduriste⁸ que sur les intentions des brigands de la Maison-Blanche –, ladite gauche politique devrait méditer le petit billet que nous a fait

parvenir, le 4 janvier 2026, un simple soldat syndicaliste ukrainien, posté quelque part sur la ligne de front antifasciste. En quelques lignes, il dit tout ce qu'il y a à dire :

Il y a aujourd'hui de nombreuses comparaisons entre l'intervention américaine au Venezuela et l'intervention russe, en particulier l'opération infructueuse à Hostomel⁹. Je vais vous expliquer la différence : à Hostomel, toutes les forces de sécurité de Kyiv, la défense territoriale et les hommes d'Irpin armés de fusils à pompe se sont opposés aux Russes, tandis que lors de l'invasion américaine, le peuple vénézuélien s'est contenté de brûler les portraits de son grand leader et d'accrocher des drapeaux américains. La différence réside dans le fait que les Ukrainiens ont pris la défense de l'Ukraine, tandis que les Vénézuéliens, de manière tout à fait logique, ont refusé de prendre la défense de Maduro.

Il n'est pas utile ici de redire ce que tout le monde sait sur les objectifs de Trump au Venezuela. Si l'on suit le raisonnement de l'éditorialiste du *New York Times*, le raid sur Caracas va bien au-delà de la mise au pas de l'Amérique latine et du rapt de la manne pétrolière. Alors qu'un nouveau partage du monde se dessine sous nos yeux, le quotidien new-yorkais laisse entendre que la revendication trumpiste sur «l'hémisphère occidental» laisse désormais la Chine libre de faire ce qu'elle veut en Asie et la

8. Voir «3 janvier : une nouvelle date où des empires ont décidé de remodeler le monde par la force», p. 12 ; et «Les problèmes de l'agression contre le Venezuela», p. 63.

9. Allusion à la bataille autour de l'aéroport d'Hostomel en février 2022, qui a été le prélude au retrait de l'armée russe et à l'échec du blitz sur Kyiv.

Russie libre de faire ce qu'elle veut en Europe. Le précédent créé par Trump, poursuit l'éditorialiste, nous autorise à craindre que désormais les grandes puissances puissent envahir les petites pour s'approprier leurs ressources.

Вони не пройдуть

Revenons sur la ligne de front. Politique cette fois. Daniel Tanuro rappelle opportunément aux oublieux que s'«ils» ne sont pas passés, c'est parce que les Ukrainien·nes avaient quelque chose à défendre : «L'Ukraine tient parce que sa population a goûté aux libertés conquises depuis 1991, après des décennies d'oppression coloniale¹⁰.»

Pour souligner le fossé qui s'est creusé entre une politique de solidarité internationale et les postures d'une partie significative de la gauche politique française, reportons-nous à la déclaration d'un groupe d'anarchistes russophones¹¹. Ils s'adressent aux anarchistes du monde entier. Il est intéressant pour nous de nous attarder sur le contenu de leur texte car nous pouvons élargir leur interpellation à l'ensemble de ladite gauche politique.

Les auteurs rappellent que l'invasion à grande échelle avait provoqué l'engagement massif des anarchistes ukrainiens dans l'armée. Cette décision avait semé le trouble et provoqué de fortes divisions parmi eux. Certains ne savaient pas discerner quel était l'ennemi principal alors

même que les contradictions nouvelles suscitées par la guerre entraînaient une redéfinition des tâches politiques.

Contrairement à certaines forces de la gauche politique française, les anarchistes russophones soulignent que la guerre en Ukraine ne peut se résumer à une simple confrontation inter-impérialiste :

Que cette guerre s'inscrive dans le cadre d'une confrontation mondiale entre plusieurs forces géopolitiques ne change rien à la réalité de l'agression. [...] L'existence d'un impérialisme des pays occidentaux ne peut en aucune façon justifier et excuser l'impérialisme russe. [...] La Russie moderne est une version mutante du néolibéralisme de droite. Elle est beaucoup plus agressive que la version européenne et, en cas de victoire, elle ne flirtera pas avec la liberté d'association, de réunion ou de presse.

Ils critiquent vivement un site anarchiste grec pour son refus de publier les informations de Solidarity Collectives¹². Au nom de sa positions antiguerre et anti-impérialiste, Indymedia-Athènes avait ainsi affirmé : «Il s'agit d'un appel à prendre parti dans une guerre, aux côtés d'une nation qui se trouve actuellement en première ligne de l'OTAN dans la guerre entre l'Occident et la Russie.»

Les anarchistes russophones n'omettent pas au passage de rappeler aux amateurs de systèmes bien carrés ce qui est une évidence :

10. Voir «La réalité du front ukrainien dément la petite musique du Kremlin !», p. 89.

11. «[Déclaration des anarchistes russophones : écoutez les camarades ukrainien·nes](#)»

12. Voir «Solidarity Collectives: le rapport d'activité 2025», p. 35.

De nombreuses forces géopolitiques participent à la guerre en Ukraine, et chacune d'entre elles poursuit ses propres intérêts. Il n'y a rien de nouveau à cela, et il en sera de même dans toutes les guerres futures. [Si] la guerre en Ukraine montre à quel point chaque société a besoin de se défendre contre l'État [...], dans la situation actuelle, tactiquement les intérêts de la société [...] recoupent en partie les intérêts de l'État [...]. Il n'est pas nécessaire d'aimer l'État ukrainien pour résister au régime russe. [...] Notre mouvement doit se ranger du côté de la société.

On n'est là ni dans la rhétorique révolutionnaire ni dans l'invocation des intérêts supérieurs d'un pays mais dans une politique concrète¹³.



Les anarchistes russophones poursuivent leur démonstration en prenant pour cible le «puritanisme idéologique» de certains qui les empêche de regarder la réalité telle qu'elle est. Ils soutiennent que la «logique des deux camps également pourris» et l'«antimilitarisme passif au nom de la seule solidarité des classes ouvrières» ont pour corollaire une incapacité à prendre en compte les contradictions suscitées par les guerres et les spécificités géopolitiques dans différents contextes.

Le mantra «*Nous devons arrêter la guerre*» met les belligérants sur un pied d'égalité, comme s'il s'agissait d'enfants turbulents qu'il faut réconcilier. Mais dans cette guerre, les belligérants sont fondamentalement inégaux.

13. Voir «Pourquoi les socialistes doivent soutenir l'Ukraine», p. 78

Ne parler que de la «paix» signifierait la victoire de la Russie, l'occupation d'une partie de l'Ukraine et à terme le renforcement du régime de Poutine. La résistance à l'agression russe a conduit à un conflit avec les dogmes [...] et à une réévaluation de ce qui semblait auparavant inacceptable.

Nous pourrions diriger la critique contre ceux qui, notamment en France, se font les complices des agresseurs en demandant l'arrêt des fournitures d'armes à l'Ukraine, contre ceux qui refusent à propos du régime de Poutine la caractérisation de fasciste et ceux qui réclament une discussion sur les frontières¹⁴.

Le manifeste des anarchistes russophones rappelle: «Il nous semble évident que nos camarades préfèrent se battre dans les rangs de l'armée ukrainienne et avoir accès à des armes et à d'autres ressources.» Il affirme la nécessité de construire les conditions d'un objectif stratégique, d'un «continuum de résistances à l'invasion» qui articule d'une part manifestations, actions d'entraide, sabotage des infrastructures militaires en Russie et d'autre part enrôlement dans l'armée ukrainienne, y compris des dissidents russes et biélorusses.

Malheureusement des petits Savonarole qui se prennent pour des révolutionnaires prolétaires ne le comprennent même pas. J'en prends pour exemple le post publié sur Facebook par un militant d'extrême gauche – ancien candidat à la députation pour une organisation se

14. Voir «Venezuela, Ukraine... Face à la géopolitique du désordre du monde qui dessine un nouvel ordre du monde pas spécialement ragoûtant !», [Comité français du RESU](#).

disant trotskiste – (taisons son nom par esprit miséricordieux) qui réagissait à la carte de vœux des Brigades éditoriales de solidarité, publiées par les éditions Syllepse. Dirigé contre les éditeurs de *Soutien à l'Ukraine résistante*, c'est en réalité une charge contre toutes les forces engagées aux côtés du mouvement ukrainien de libération nationale et sociale :

Associer la Commune Prolétarienne et son drapeau Rouge, avec le drapeau de l'oligarchie mafieuse ukrainienne vendue à l'impérialisme !

Pour la dernière dégénérescence du pablisme le drapeau de la collaboration nationale et de la défense de l'ordre impérialiste remplace le drapeau des communards !!!

L'armée Ukrainienne sur-armée comme aucune autre à l'exception d'Israël. Est une armée de nationale nationaliste ! Une armée professionnelle des classes exploiteuses !

Macron et les imperialistes européens le disent, l'armée ukrainienne défend les intérêts de leur ordre !

La résistance ukrainienne est dans le camp des déserteurs et des insoumis militaires de ceux qui refusent de mourir pour le partage de l'Ukraine entre vautours en premier vautours Impérialistes occidentales États-Unis en tête et le nôtre. et l'oligarchie mafieuse Russe !

Syllepse n'est pas dans le camp des résistants ukrainiens mais dans le camp de ceux qui organisent les rafles !

Honte au social-impérialisme de Syllepse¹⁵ !

Que répondre ? Si les cons volaient, le gus en question serait chef d'escadrille... Mais le sujet est trop sérieux pour se laisser distraire.

Depuis le déclenchement de l'«opération spéciale» le 22 février 2022, la gauche politique n'a cessé d'être interpellée par la résistance ukrainienne. Aujourd'hui encore, le peuple ukrainien attend autre chose de toute la gauche française qu'une neutralité passive au nom d'arguties déjà évoquées, qu'un pacifisme d'évidence ou qu'une attitude munichoise.

15. Texte recopié tel qu'il a été publié.



PAROLES D'UKRAINE

3 janvier: une nouvelle date où des empires ont décidé de remodeler le monde par la force

Sotsialnyi Rukh¹



Les événements au Venezuela – l'enlèvement de Nicolás Maduro, l'état d'urgence, l'invasion – ne constituent pas une «restauration de la démocratie» ni un conflit local, mais un élément de la grande lutte menée par les États-Unis pour les ressources, l'influence et le contrôle de l'Amérique latine.

Le régime autoritaire de Maduro, lié au Kremlin depuis des années, et l'impérialisme américain, qui opère sous couvert de «sécurité» et de «lutte contre le trafic de drogue», sont les deux faces d'une même chaîne de violence.

Dans cette lutte, le peuple vénézuélien paie une fois de plus le prix fort.

Par ailleurs, le Venezuela ne se résume pas à son seul régime.

C'est aussi l'histoire de ceux qui aspirent à vivre dans un pays libre et démocratique, et qui

repoussent les empiètements impérialistes de Trump.

Certains ont brandi des drapeaux ukrainiens pour protester contre l'agression russe, voyant en Ukraine le reflet de leur propre lutte contre la corruption, l'ingérence étrangère et l'autoritarisme.



1. 3 janvier 2025.

Denys, cheminot syndiqué sur le front¹

« J'ai transmis tes questions à notre camarade mobilisé, mais je n'ai pas encore reçu de réponse. Il est soit en mission, soit capturé, soit décédé. Je vais attendre. »

Vyatcheslav Federenko, président des cheminots KVPU Kryvyi Rih est inquiet. Il n'a pas reçu de réponse de son ami Denys, cheminot syndiqué, qui est sur le front. Mais quinze jours plus tard, les réponses arrivent et nous les publions ci-après. Kryvyi Rih est à une soixantaine de kilomètres du front. De nombreux cheminots se sont engagés pour combattre l'agression russe. « Le soutien, sous toutes les formes possibles, aux travailleurs et travailleuses qui sont sur le front est une priorité du syndicat », explique Vyatcheslav. « 10 % des cheminot-es sont sur le front et le syndicat défend également les droits socio-économiques des travailleurs mobilisés devant les tribunaux. D'un autre côté, les patrons menacent de licenciement ceux et celles qui luttent pour leurs droits. Aujourd'hui, la seule protection accessible aux travailleurs et travailleuses est la protection judiciaire, car en temps de guerre, les grèves et les manifestations sont interdites. », ajoute-t-il. Environ 600 cheminots et cheminotes sont mort-es sur le front ou à la suite de bombardements.

Patrick Le Tréhondat

Peux-tu te présenter ?

Je m'appelle Denys Chlapak. Je suis membre du syndicat des cheminots KVPU de Kryvyi Rih. Avant l'invasion à grande échelle des forces hostiles, je travaillais à Українська залізниця [chemins de fer ukrainien] en tant que chef de train, mais je conserve mon poste pendant la durée de ma mobilisation dans les forces armées ukrainiennes. Dès les premiers jours de l'invasion à grande échelle, j'ai pris, sans hésiter, la seule décision appropriée pour un citoyen conscient et patriote : rejoindre les rangs des forces armées ukrainiennes et défendre mon pays.

Alors que tu es militaire, as-tu toujours des contacts avec ton syndicat ? Quelle aide t'apporte-t-il ? Quelle relation as-tu avec lui ?

J'ai la chance d'entretenir des relations amicales avec le syndicat de Kryvyi Rih et notre syndicat est très efficace. J'ai sollicité leur aide à plusieurs reprises pour répondre à certains besoins matériels urgents de mon unité militaire, et ils m'ont toujours aidé et apporté l'aide nécessaire, ce dont mes frères d'armes et moi-même leur sommes très reconnaissants. Dans les conditions dans lesquelles nous nous trouvons, il est essentiel de sentir le soutien de l'arrière. Je tiens également à souligner que le président du syndicat a défendu mes droits sociaux en tant que cheminot mobilisé dans l'armée : il a obtenu par voie judiciaire le versement par les chemins de fer de mon salaire pendant ma mobilisation, ce qui m'était garanti par la convention collective sectorielle.

1. Publié par le [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#), 30 décembre 2025.

En tant que syndicaliste, as-tu rencontré des problèmes particuliers dans l'armée ?

Non, comme je l'ai déjà dit, le lien avec le syndicat m'a au contraire aidé à certains moments. Il n'y a aucun problème. Il n'y a pas de traitement particulier lié à l'appartenance au syndicat.

Les soldats membres de syndicat sont-ils nombreux dans l'armée ukrainienne ?

La plupart des militaires actuels ne sont pas des militaires de carrière. Ce sont des gens qui, avant la guerre, travaillaient dans divers domaines au sein d'entreprises civiles, et la plupart sont syndiqués. Je ne dispose pas de statistiques, bien sûr, mais je pense qu'ils sont nombreux.



En quoi ta formation de cheminot t'a aidé dans ta formation militaire ?

J'avais déjà bien sûr reçu une formation de base pour agir dans des situations d'urgence, car le métier de cheminot exige de savoir, par exemple, prodiguer des soins médicaux ou de réagir rapidement à des circonstances imprévisibles. Cela m'a été utile, dans une certaine mesure, pour maîtriser ma nouvelle activité militaire.

En quoi la présence de membres de syndicats dans l'armée change-t-elle son fonctionnement ?

La tâche principale du syndicat est de soutenir et de protéger les personnes unies par des

intérêts professionnels communs. Il est évident que la présence, dans n'importe quel domaine d'activité, et *a fortiori* dans l'armée, de personnes qui visent à s'unir et à obtenir un résultat commun améliore au maximum la qualité du fonctionnement là où ils sont ou agissent. Il est évident que c'est un phénomène extrêmement positif.

Comment vois-tu ton avenir et celui de l'Ukraine ?

Je crois sincèrement que mon pays connaîtra une nouvelle vie après la fin de la guerre et la



libération de notre territoire des envahisseurs. Mes frères d'armes et moi-même mettons tout en œuvre pour que ce jour arrive. C'est pourquoi, même après la fin de la guerre, je me vois poursuivre une carrière militaire. Pour que tout ce qui a de la valeur à mes yeux, ma famille et mon pays, soit toujours protégé.



« Ivanka, notre combattante »

Solidarity Collectives¹

Au cours de cet entretien avec Ivanka, qui couvre près d'un an et demi de son parcours militaire, elle partage son expérience au sein d'un collectif masculin strictement hiérarchisé, son riche passé d'activiste, sa pratique du véganisme sur le terrain, dans l'infanterie, et sa réalité quotidienne dans l'armée.

Parle-nous de ton service, que fais-tu actuellement ?

En ce moment, je termine le dernier jour de mes vacances. Et à mon retour, je reprendrai mes activités. L'une d'entre elles est d'ordre médical, mais il n'y a pas de poste médical au niveau de ma compagnie. Nous avons un médecin de combat, et je suis son assistante et médecin à temps partiel.

Voici ce que comprennent mes fonctions : nous dispensons des cours avec ce médecin de combat à notre personnel de l'unité médicale. Et il ne s'agit pas seulement de cours de base sur l'arrêt des hémorragies, car il semble que tout le monde sache déjà tout à ce sujet.

1. Réseau anti-autoritaire ukrainien qui soutient les combattant·es au front. <https://www.solidaritycollectives.org/en/>, 20 décembre 2025. Traduction Patrick Le Tréhondat.

Nous approfondissons un peu plus et nous nous éloignons même du MARCH² pour passer aux algorithmes suivants, nous étudions la pharmacologie avec les soldats, l'accès intraveineux par exemple. Nous réfléchissons toujours ensemble aux scénarios de ces cours, à des situations qui peuvent être mises en pratique avec les soldats. Nous vérifions également en permanence le contenu des trousse individuelles de premiers secours de nos combattants, avant et après les sorties. Nous essayons également d'équiper les positions avec tout le nécessaire.

En plus des trousse de premiers secours, chacune de nos positions de tir dispose également d'un sac séparé contenant divers médicaments qui pourraient être nécessaires. Les personnes qui sont dans des caves, des abris ou des tranchées pendant une semaine peuvent avoir des problèmes d'estomac, souffrir du froid et attraper un rhume. En général, beaucoup de gens savent que l'approvisionnement en médicaments par les voies officielles peut être compliqué sur le plan bureaucratique. C'est pourquoi nous organisons constamment des situations concrètes, qu'il s'agisse de simulations pour tous ces cours ou simplement au sujet de médicaments qui peuvent être utiles à nos combattant·es. Nous surveillons constamment ce qui peut être obtenu et reçu.



2. NdT. L'algorithme March est un système développé dans le cadre du concept TCCC (Tactical Combat Casualty Care) qui permet d'évaluer rapidement l'état d'un blessé et de déterminer les priorités de soins. Son principe fondamental est de se concentrer en premier lieu sur les problèmes qui entraînent le plus souvent des décès évitables sur le champ de bataille ou lors de situations d'urgence.



Mon deuxième rôle consiste simplement à mener une vie de combattante d'infanterie ordinaire, affectée à des positions en tant que lanceuse de grenades. Je me rends avec des soldats sur des positions et j'y passe mon temps à défendre la rive du fleuve.

De temps en temps, on me confie des tâches administratives, je remplis divers registres: contrôle des armes, contrôle du personnel... On plaisante en disant qu'il y a tellement de bureaucratie dans l'armée qu'il doit exister un registre des registres. C'est en partie vrai, il faut

remplir beaucoup de registres qui n'ont parfois aucun rapport avec la réalité, mais malheureusement, ce sont les règles.

Mon poste principal, où je passe la majeure partie de mon temps de travail, consiste à être de service au poste d'observation. Toutes les 48 heures, je descends au sous-sol pour prendre mon service. C'est un espace équipé d'une radio et de nombreux écrans. Je dois surveiller la situation aérienne grâce à des appareils qui permettent de repérer les cibles volantes et de rester en contact avec nos positions de tir. Concrètement, lorsque je suis en poste, je suis en contact avec le poste de commandement et d'opérations et surveille si un incident survient ou s'il y a une demande. Lorsque je ne suis pas à ce poste, je peux être appelée si la situation s'aggrave et si une transmission est nécessaire, je dois assurer la permanence comme opérateur radio. Si on me demande de faire autre chose pour l'armée, comme éliminer des puces ou des rats dans un sous-sol, je le fais également.

Cependant, ta fonction reste celle qui est officiellement inscrite dans ton dossier militaire ?

Oui, je suis membre d'une équipe de lance-grenades. C'est ma fonction officielle, telle qu'elle est inscrite dans mon dossier militaire, c'est-à-dire en fait transporter des obus, et c'est tout.

À ton avis, est-ce dû au fait que tout est si éphémère en temps de guerre que tout le monde doit tout faire, ou est-ce simplement

que quelqu'un en haut lieu est trop paresseux pour inscrire tous les postes dans les dossiers militaires ?

Il me semble que ce sont les deux. Et cela est peut-être un peu lié à ma propre initiative et à mon niveau d'énergie. Je pourrais faire une chose, cela suffirait. Je suis sûr que personne ne me dirait «Vous n'en faites pas assez». Cependant, je suis simplement quelqu'une qui est prête à accomplir de nombreuses tâches, je ne vois pas de limite à cela. Il y a des choses que j'aimerais améliorer, et prendre des initiatives dans ce domaine, mais le processus de transformation dans l'armée est très lent. Près d'un an s'est écoulé avant que je sois autorisée à occuper certains postes, et je pense qu'avec les ambitions que j'ai, je dois simplement attendre encore un peu.

Tu as donc exprimé le désir d'occuper d'autres postes ?

Bien sûr. Le commandant m'a même envoyé au diable – il me l'a dit directement, au milieu de la conversation, il s'est simplement retourné et est parti. J'ai dû écouter beaucoup de propos sexistes absurdes. Mais j'avais le sentiment que si je continuais à insister, cela finirait par porter ses fruits. J'ai travaillé dur et j'ai obtenu ce que je voulais.

Il t'a donc fallu un an pour gagner confiance en toi, et tout le monde a reconnu que tu étais capable et digne de faire tout ce que les autres hommes font simplement du fait de leur genre. Comment as-tu rejoint l'armée, et qu'est-ce qui

a influencé ta décision de partir à la guerre ? Y a-t-il eu un tournant décisif pour toi, ou était-ce peut-être évident pour toi dès le début ?

Avec le recul, cela me semble évident, et si j'avais la possibilité de revivre ma vie, je l'aurais fait dès 2014. Cependant, lorsque les hostilités ont commencé dans ma région de Louhansk, j'étais dans une famille conservatrice de Témoins de Jéhovah où l'apolitisme était fortement encouragé. La guerre était palpable dans ma ville natale, Rubijne, et il y a même eu une occupation de courte durée, et il y avait le voile de ce christianisme religieux et de cette humilité, où l'on tend l'autre joue à l'ennemi. Je ne comprenais pas du tout ce qui se passait en Ukraine. Ce furent des semaines dans une sorte d'état dépressif et d'apathie dans la ville, puis nous nous sommes réveillés, et nous avons des drapeaux ukrainiens partout dans la ville, et voilà, la ville était libérée. De 2014 à 2022, Rubijne a connu sa meilleure période, mais il n'y avait pas de mouvements féministes, alors je les ai tous observés à travers les réseaux sociaux jusqu'à ce que je me retrouve à Kharkiv.

Puis 2022 est arrivé, la guerre totale a éclaté, je me suis retrouvée dans l'ouest de l'Ukraine, et l'une des premières choses que j'ai faites a été de me rendre au bureau d'enrôlement militaire de Stryi [ville de l'oblast de Lviv], mais ils ont examiné ma formation et m'ont renvoyée. Le recrutement des femmes dans l'armée s'est normalisé avec le temps. En 2022, il était plus difficile de s'engager. J'ai donc décidé de ne pas abandonner, mais de laisser passer un peu

de temps, et alors que la vie m'amenait à Lviv, j'ai donc agi ici.

Je me suis plongée dans une activité sociale, travaillant avec des personnes déplacées à l'intérieur du pays, mais au fond de moi, je ressentais constamment le désir de rejoindre l'armée, et j'étais toujours un peu engagée à l'avant-garde des événements dans le pays. Il n'y a pas eu de tournant décisif, c'était simplement qu'on m'avait dit « non » à ce moment-là, puis le temps a passé et les circonstances ont changé.

Je ne me suis pas réveillée un matin en me disant : « Aujourd'hui, c'est le grand jour, je m'engage dans l'armée, je vais au centre de recrutement ! ». J'ai plutôt commencé à m'informer auprès de mes ami-es et de mes proches qui s'étaient déjà engagés dans l'armée. Ainsi, mon processus d'engagement dans l'armée et la finalisation de tous mes projets civils que j'ai délégués à d'autres personnes, se sont déroulés sans encombre.

Quelle était ta vie avant 2022 ?

Je vivais entre Kharkiv et ma ville, Rubijne. Au cours des derniers mois précédant l'invasion, j'étais occupée dans le sous-sol d'un bâtiment destiné à un projet culturel en construction à Kharkiv. Par ailleurs, j'ai toujours été une « amie des enfants », c'est-à-dire que je travaille avec eux sous différentes formes : en tant que tutrice, enseignante dans des écoles publiques, nounou qui passe du temps avec eux à la maison, joue et se promène avec eux. Et je n'avais que quelques élèves. Je vivais donc, du matin au soir, dans cet immeuble en tant que directrice :



je fermes les locaux, distribuais les outils aux ouvriers, préparais des déjeuners végétaliens. Et le soir, je travaillais avec les enfants.

Je peux affirmer sans hésiter que ma vie était très libre, ce que je ressens moins aujourd'hui, car l'armée limite mes déplacements. Je profite pleinement de ma liberté pendant les permissions, mais là aussi, malheureusement, je connais quelques restrictions. J'avais beaucoup de liberté pendant mon temps libre, j'ai beaucoup voyagé, malgré un emploi du temps très chargé, je gardais toujours un jour de congé pour aller faire du vélo dans la région de Kharkiv.

Et bien sûr, j'ai toujours été impliquée dans des activités qui véhiculaient des valeurs libertaires et de gauche, par exemple le freeganisme, qui se reflétait également dans mon propre mode de vie. En voyant tout ce que les gens jettent, j'ai pensé que je pourrais devenir leadeuse dans la distribution de ces ressources, ou les utiliser pour moi-même. Il y avait aussi le féminisme, les valeurs écologiques qui ont toujours été présentes dans ma vie. Et la participation aux mobilisations qui étaient organisées.

Cette expérience, tes connaissances et ta vision rationnelle de la consommation, t'aident-elles ou te gênent-elles dans l'armée ?

C'est probablement en partie ce qui me gêne le plus, car je suis totalement immergée dans un contexte de consommation irrationnelle, par exemple de produits alimentaires, et la quantité de nourriture jetée m'a toujours plongée dans une sorte de désespoir. Cependant, je pouvais trouver des solutions là où j'étais, mais dans

l'armée, malheureusement, le travail de coordination est insuffisant pour assurer une distribution normale des ressources. Il y a par exemple un approvisionnement en boîtes de biscuits «Maria» et «Oatcake», mais certains soldats ne les mangent plus : ils les donnent aux poules de leurs voisins ou les jettent tout simplement.

Dans les entrepôts, les fruits et légumes se détériorent. Je peux prendre quelques bananes gâtées et en faire quelque chose, préparer, à titre personnel, des crêpes, mais c'est une initiative modeste et je ne peux pas aller plus loin. Apparemment, mon amour de la liberté, mon entêtement et ma désobéissance gênent un peu, car dans l'armée, il faut obéir – surtout aux commandants qui sont d'abord versés dans les questions militaires, dans la tactique et dans la stratégie – même si l'on pense différemment.

Et je suis le genre de personne qui commence parfois à discuter, j'ai du mal à obéir, mes parents m'ont beaucoup réprimé pendant mon éducation, ils m'ont appris à être docile et humble, afin que je n'exprime pas mon opinion. Et parfois, j'essaie de me taire et d'obéir vraiment, parce qu'une personne peut savoir certaines choses.

Pour revenir au sujet de l'approvisionnement, existe-t-il des initiatives locales, des organisations végétaliennes qui t'aident à t'approvisionner en nourriture végétalienne ?

Récemment, j'ai vécu une expérience très particulière, je suis allée dans des endroits où la mission dure 15 à 20 jours et où il faut tout

emporter avec soi, car il n'y a aucun moyen de se procurer de la nourriture.

Ce sont des îles, où l'on doit se rendre en bateau. De l'eau et de la nourriture y sont larguées à partir de gros drones. J'ai demandé à Кожної Тварини³ de me fournir leurs rations sèches, car ils proposent d'excellents plats: bortch, haricots, bouillie avec de la viande hachée de soja. J'ai emporté une ration pour deux jours et avant j'ai distribué les rations pour le reste du temps à ceux qui devaient nous livrer tout cela – les largages avaient lieu environ une fois tous les deux ou trois jours. Je les ai emballées, enveloppées avec du ruban adhésif et j'ai signé pour chaque largage.

Le problème, c'est que tout est largué d'une hauteur d'environ soixante mètres, et lors des premiers largages, toute la nourriture des gars s'est retrouvée mélangée à mes haricots – [l'emballage] s'était cassé. J'ai demandé par radio de ne plus larguer ces rations, car nous manquions d'eau et toutes mes rations se trouvaient dans ces paquets Ziploc [en plastique à glissière]. J'ai alors réalisé que ce format de rations ne convenait pas dans ces conditions.

Pendant quatre à cinq jours, ces paquets souples peuvent être transportés dans votre sac à dos. Dans mon cas, c'était peu pratique, j'ai donc modifié ma demande et proposé des tartes sèches canadiennes – elles existent en version végétarienne et ont été larguées sous forme sèche. Je mangeais du muesli le matin et

3. NdT. L'association Кожної Тварини (Chaque animal) propose notamment des menus végétariens destinés aux militaires.



des nouilles instantanées aux champignons le midi. J'ai également reçu le soutien d'une cuisine végétalienne de Lviv, qui propose une tarte sèche à verser dans de l'eau bouillante - cela me convient et ils m'ont donc envoyé ces colis.

Solidarity Collectives m'a également aidé : je n'ai pas demandé de nourriture végétalienne spécialement, mais à plusieurs reprises, ils et elles ont simplement ajouté ces collations dans mes colis, ce qui m'a été très utile, car bien sûr il est encore plus difficile de trouver des options

végétaliennes dans le village où j'étais et combattait, à l'exception de celles qui m'avaient été déjà fournies.

Il s'agissait de ta première expérience décrite de largage par drone de nourriture végétalienne, mais qui a été perdue. C'est une expérience très importante, car la guerre a beaucoup évolué ces dernières années, elle repose davantage sur les drones, et nous [Solidarity Collectives] larguons désormais des rations végétaliennes.

Oui, je pense que cela peut être utile pour d'autres personnes qui reçoivent des provisions par largage. Peut-être que dans d'autres endroits où le largage ne s'est pas fait sur une surface aussi accidentée, cela n'aurait pas posé de problème, mais ces îles sont des jungles fortement bombardées, avec des branches et des arbres qui encombrant le terrain. Nous avons eu un jour deux bouteilles d'un pack de six qui se sont cassées, ce qui était un coup dur qui ne peut être atténué ou évité.

Tu dis que tu t'es débrouillée toute seule, que tu as planifié ce dont tu avais besoin pour les largages. Peux-tu imaginer que cela pourrait être possible, par exemple, pour des serviettes hygiéniques ou des articles similaires que tu dois transporter avec toi ?

Oui, je pouvais faire une demande par radio. Mais lorsque nous creusions une position de défense, nous avons eu besoin d'abord de sacs et d'outils, aussi nous les avons demandés. Mon poste de commandement et d'observation est

un maillon intermédiaire où les positions de tir formulent leurs demandes. Il est donc très important d'écouter, de ne pas se tromper et de transmettre l'information aux niveaux supérieurs, aux sergents qui planifient le soutien matériel. J'aurais pu demander des serviettes hygiéniques, mais il me semble que les femmes qui ont leurs règles peuvent approximativement prévoir leur cycle. Le mien est plus ou moins régulier, j'ai donc compris que j'aurais mes règles sur cette île et j'ai donc emporté des serviettes hygiéniques avec moi.

Que penses-tu des mouvements et des organisations d'ancien·nes combattant·es, telles que Veteran Hub ? Est-ce que cela te concerne ? Penses-tu que tu pourrais bénéficier du soutien d'une telle initiative, ou as-tu déjà connu une telle expérience ?

Pour l'instant, je ne pense pas que cela me concerne. Non pas parce que je vis au jour le jour et que l'avenir me semble lointain et illusoire, mais parce que je pense que je ne serai pas abandonnée. Je peux m'aider moi-même et il y a des personnes qui prendront soin de moi, c'est ma conviction.

Tu as dit que ta vie s'était divisée en deux parties, avant et après cette mission de combat. L'expérience de la guerre est personnelle, mais as-tu des personnes avec qui tu peux parler le même langage lorsque tu évoques la guerre ? S'agit-il uniquement d'ancien·nes combattant·es ?

Probablement mon équipe. Mon cercle d'amis, qui comprend à la fois des militaires et des civils qui ne sont pas déconnecté-es de la réalité. Il m'est arrivé plusieurs fois de rencontrer mes ami-es civils et qu'ils ou elles me demandent: «Comment ça va, Kherson tient toujours le coup?» Et cela m'a paru étrange d'entendre cela; parce que nous sommes une brigade de défense côtière, nous sommes dans des villages où l'ennemi est de l'autre côté de la rivière, et je ne vais même pas à Kherson. Cela m'a contrarié, car c'était comme une question pour le plaisir de poser une question.

Cependant, j'ai le sentiment d'avoir vécu une expérience individuelle très particulière, isolée du monde extérieur. Là-bas [sur l'île], aucune antenne de téléphonie mobile ne captait, il n'y avait ni électricité, ni rien. Un jour, c'était tellement calme, nous n'entendions aucun drone, aucun bombardement, rien, il n'y avait aucune communication sur la radio. Nous avons plaisanté en disant que la guerre était peut-être terminée et que nous étions assis là sans même le savoir. Un tel isolement du monde extérieur, moi dans cette tranchée avec deux hommes.

Je pense que si je partageais mon expérience, je serais suffisamment comprise par mon entourage mais je n'ai pas besoin de chercher des personnes avec qui partager mon expérience. Je n'ai pas ce besoin. Mes camarades sont plongé-es dans la guerre. Je pense qu'ils et elles comprendront ce dont je parle sur le plan émotionnel. Ils et elles n'ont pas besoin de vivre cela pour simplement m'écouter et me demander ce que j'ai fait, où j'étais. J'ai un petit ami, pilote de drone, nous sommes du même

bataillon, et à l'OP [salle d'opération], je vois ses vols. Il est maintenant une personne très proche de moi, avec qui je peux également parler de mon travail.

As-tu des sœurs d'armes ?

Malheureusement, il n'y a qu'une seule autre femme dans mon unité. Elle et moi sommes très différentes, bien que nous soyons toutes deux issues de la génération milléniale et que nous ayons apparemment regardé les mêmes dessins animés. Nous devrions nous comprendre, mais nous avons des expériences de vie et professionnelles très différentes. Nous avons pris quelques pauses-café ensemble et eu des conversations superficielles, mais je n'ai pas trouvé de points communs avec elle. Bien que nous ne soyons pas en désaccord et qu'il n'y ait aucune rivalité entre nous, il n'y a pas non plus de solidarité, ni de synergie féminine. Cependant, j'ai trouvé des camarades. L'un d'eux est le médecin de notre compagnie, qui m'a intégrée dans son unité. Lorsque j'ai suivi une formation d'infirmière de combat, j'ai rencontré une fille formidable, nous restons en contact via Internet et nous discutons des difficultés d'être dans une équipe exclusivement masculine. Nous n'avons réussi à nous voir que quelques heures avant qu'elle ne parte en mission, car je me suis rendue dans sa direction, à l'est. C'était très encourageant et agréable. Malheureusement, je ne connais pas encore d'autres combattantes. Cependant, je ne peux pas dire que mon objectif soit de trouver des sœurs d'armes. Et pour une



raison que j'ignore, il me semble que mes amies civiles me comprennent.

Compte tenu de ton expérience personnelle, pourquoi y a-t-il encore si peu de femmes dans l'armée ?

Je pense que cela dépend de la situation locale et de l'attitude des commandants. Au niveau de ma compagnie, ils invoquent le fait qu'il n'y a pas de postes disponibles et qu'ils ne peuvent pas trouver de travail pour les femmes. Il y a des femmes dans l'équipe de mon ami, mais il n'y en a aucune dans mon unité, ils ne le souhaitent pas. Et il est très difficile de recruter quelqu'une : si mon amie me disait qu'elle voulait s'engager, je pourrais me porter garante d'elle, mais je ne suis qu'une simple soldate, un petit rouage dans les forces de défense. Si un sergent disait qu'il voulait engager sa petite amie, cela aurait plus de poids. Les commandants craignent qu'une autre femme «marginale» n'arrive. Ils ne savent pas quoi faire de moi – je les pousse constamment, faisons ceci, faisons cela, réorganisons le mobilier dans le poste d'observation, je pense que cela les agace. Si, globalement, il y a moins de femmes, c'est à cause du patriarcat – «les femmes doivent améliorer la situation démographique, servir». Afin que les soldats puissent retourner auprès de leurs compagnes qui les attendent, qui leur feront des massages, et tout le reste.

Merci beaucoup ! Tu as peut-être une conclusion à ajouter ?



Je voulais préciser que mon entretien a peut-être donné l'impression que je dissuadais les gens de s'engager dans l'armée ; ce n'est absolument pas le cas. Je vous conseillerais simplement de ne pas vous lancer tête baissée. Sur-tout si vous avez été recruté au hasard dans la rue et affecté à une unité. Vous pouvez vous renseigner, passer des entretiens, bien vous documenter sur les centres de recrutement et, si possible, vous rapprocher de vos camarades. Allez dans un endroit où vous connaissez au moins une personne qui pourra vous aider à vous intégrer facilement. Ainsi, il vous sera plus facile de rester fidèle à vos convictions. Merci.

Syndicats aux côtés des soldats à Pokrovsk

Le syndicat des travailleurs de l'atome-FPU¹

Le syndicat des travailleurs de l'atome et du syndicat d'entreprise de la société NAEK Energoatom ont acquis du matériel de bureau et des kits de survie pour les soldats qui repoussent actuellement les assauts russes près de Pokrovsk.

La 155^e brigade mécanisée distincte nommée Anne de Kyiv, formée au début de l'année dernière, a suivi une formation sur des terrains d'entraînement en France et en Pologne, puis a été envoyée dans la zone de conflit de Donetsk, où elle combat sous le commandement de Taras Maksimov. Cependant, même le commandant le plus talentueux ne dispose pas d'une baguette magique qui permettrait de répondre instantanément à tous les besoins d'une unité militaire.

Afin d'aider la brigade à accélérer la résolution des questions organisationnelles et à assurer une meilleure connaissance du champ de bataille, le syndicat des travailleurs de l'atome et le syndicat d'entreprise de la société Naek Energoatom ont acheté quatre ordinateurs portables, quatre imprimantes et deux Starlinks.

Ce matériel a déjà été envoyé aux soldats du front et constituera une contribution importante

au soutien de l'unité militaire. Actuellement, la 155^e brigade mécanisée près de Pokrovsk repousse les assauts des forces ennemies, qui disposent d'une supériorité numérique considérable. Bien que la propagande russe ait déjà annoncé à plusieurs reprises la prise de la ville, nos soldats continuent de repousser les assauts des forces ennemies et de les empêcher de pénétrer plus profondément dans nos territoires.

2025 : le bilan d'une infirmière

Larissa Prindilas²

L'année 2025, qui a été difficile, touche à sa fin. Si l'on dresse le bilan dans le domaine de la santé, les conclusions ne sont pas réjouissantes. Je ne parlerai pas au nom de tous et toutes, mais seulement en mon nom propre et au nom de mon établissement médical. Voici donc les avantages et les inconvénients de cette année.

Inconvénients

Je n'ai pas obtenu d'augmentation (je n'avais aucune illusion à ce sujet). Il n'y a pas eu d'augmentation de salaire, mais une diminution.

Je n'ai pas reçu de primes.

Je n'ai pas reçu de lettre de félicitations. (Je n'en ai jamais reçu, mais cette stabilité est aussi



1. 30 décembre 2025.

2. Larissa Prindilas, infirmière, membre de Soyez comme nous sommes, 30 décembre 2025.

un indicateur.) Mais je n'ai pas non plus reçu de réprimande. (Un avantage appréciable.)

Je n'ai pas reçu d'aide. (Nous avons travaillé seules pendant cinq mois, sans assistance.)

Je suis presque complètement déçue par le système médical ukrainien, où la corruption, le mensonge et la mesquinerie sont trop souvent présents.

Stress constant et faible soutien psychologique. Sentiment que le travail est souvent sous-estimé par la société et les autorités

Installation d'un système de vidéosurveillance, achat de plusieurs voitures et d'une nouvelle « ambulance », rénovation complète sous la nouvelle direction avec du mobilier neuf et élégant, rénovation des chambres, rénovation de la cuisine.

Avantages

Je suis devenue militante de Soyez comme nous sommes. J'ai assisté aux conférences à Khmelnytskyi et à Lviv.

J'ai cessé d'avoir peur et de me taire (mais sur le plan financier, cela n'a pas aidé, car seule, on ne fait pas le poids).

J'ai une équipe formidable et amicale (ce qui est très précieux, car tout le monde n'a pas cette chance)

J'ai reçu une aide concrète de Soyez comme nous sommes.

J'ai bénéficié d'un élan puissant de la part de mes collègues du syndicat : ensemble, nous pouvons accomplir de grandes choses.

J'ai compris qu'à l'étranger, ce n'est pas aussi facile qu'il n'y paraît.

Lorsque nous sommes unies, nous sommes développées. Le silence ne change rien, l'action, même modeste, change les choses.

Je nous souhaite la paix et la victoire, mais avant tout la santé, car sans elle, rien n'a de sens. Pussions-nous avoir l'espoir d'un avenir meilleur dans le domaine médical et la foi en le changement. À tous ceux qui attendent, puissiez-vous obtenir satisfaction. À tous ceux qui, malheureusement, ont perdu des proches, je souhaite de trouver la force de continuer à vivre et de retrouver la paix intérieure.

Les vœux du syndicat étudiant

Priama Diia

Un an seulement s'est écoulé depuis notre enregistrement officiel en septembre, mais cela semble une éternité ! Nous avons mené diverses campagnes, petites et grandes : de l'approvisionnement en papier toilette pour les toilettes des femmes à la lutte pour l'espace étudiant.

Au cours de l'hiver 2024, en collaboration avec le conseil étudiant du campus, nous avons demandé la rénovation des résidences universitaires n° 2 et n° 3. Nous avons organisé nous-mêmes une manifestation qui a porté ses fruits : des travaux de rénovation ont été entrepris dans ces résidences universitaires.

Au printemps, nous avons rencontré l'activiste syndicale et féministe américaine Dianne

Feeley. Au sein de l'université nationale de Lviv, elle a partagé son expérience militante aux États-Unis, et le lendemain, elle s'est jointe à nous pour participer à la marche féministe du 8 Mars.

Nos activités éducatives ne se sont pas arrêtées là! Pendant presque tout le printemps, nous avons organisé des «lectures libres», au cours desquelles nous avons discuté de textes et d'auteurs importants: de Slavoj Žižek et de l'avenir de l'Europe à l'écoféminisme et à la crise de l'enseignement supérieur en Ukraine.

En juin, nous avons entamé un dialogue avec le nouveau recteur et recueilli 340 signatures en faveur de la création d'un espace étudiant. En organisant des mobilisations dans les «escaliers», nous avons réussi à rassembler autour de nous de nombreux sympathisants et à bousculer la bureaucratie universitaire.

En juillet, en tant qu'étudiants actifs, nous avons participé à des manifestations en faveur de la NABU et de la SAP, plaidant pour que le pouvoir appartienne aux citoyens et non aux millionnaires.

Nous avons également recueilli 500 signatures pour une pétition demandant l'installation d'ascenseurs dans les résidences universitaires 2 et 3 et avons obtenu du recteur la promesse que les ascenseurs seraient enfin remplacés en 2026.

Le 5 décembre, en collaboration avec le festival du film «Filma», nous avons organisé la projection du film *Sœurs* qui explore les difficultés rencontrées par les femmes souhaitant avorter dans différents pays.



Nous sommes également fiers de la croissance de notre chaîne Telegram : en un an d'activité, nous avons gagné 400 abonnés, ce qui est très réjouissant!

Nous vous souhaitons, chers étudiants, de joyeuses fêtes, des examens sans stress, des cours de qualité, des professeurs qui vous respectent et une sécurité sociale digne de ce nom.

Vient de paraître *Action directe*, le n°2 du journal étudiant de Priama Diia

Au sommaire :

Les étudiants luttent pour un espace étudiant de qualité et accessible

Financement des résidences universitaires : auto-organisation ou commercialisation ?

Les étudiants d'Édimbourg ont créé une coopérative d'habitation prospère

Une chronologie des luttes étudiantes

À la mémoire de David Chichkan

Des jeux....



Comment les habitant·es des villages détruits œuvrent à des perspectives pour le développement des enfants

Oleksandr Kitral¹

Le gouvernement insiste constamment sur la nécessité de soutenir l'enfance en Ukraine. Au lieu de cela, nous assistons à la fermeture massive d'écoles sous-fréquentées, à la réduction du nombre d'hôpitaux et de maternités, et depuis une décennie, nous observons que le montant des allocations de naissance reste stable. Ces problèmes sont particulièrement aigus dans les zones rurales, où, en raison de la réforme de la décentralisation, de nombreuses communautés ne disposent pas de ressources suffisantes pour financer les établissements d'enseignement et les établissements médicaux. De plus, le manque d'emplois dans les villages oblige les jeunes parents à partir en ville à la recherche de

meilleures perspectives.

Dans cet article, nous expliquons comment les dirigeants des localités situées près de la ligne de front ont misé sur l'avenir et tentent de retenir les jeunes dans leurs communautés en créant des conditions propices au développement de la jeune génération. L'expérience acquise par les habitant·es dans des conditions de crise est révélatrice: elle met non seulement en évidence les problèmes systémiques dans le domaine de la protection de l'enfance en Ukraine, mais ouvre également la voie à la recherche de solutions pour améliorer la politique sociale de l'État.

La lutte pour la jeune génération

Le manque de ressources pour la reconstruction reste le problème le plus grave pour les localités situées près de la ligne de front. Le soutien de l'État est catastrophiquement insuffisant, et les communautés locales, en particulier celles qui ont subi des destructions importantes pendant la guerre, n'ont souvent tout simplement pas d'argent. C'est pourquoi la recherche de financements pour créer des conditions propices à la socialisation et à l'éducation des enfants repose principalement sur les épaules des chef·fes de village. Cela devient une préoccupation supplémentaire, qui s'ajoute à la reconstruction des infrastructures détruites. Dans ces conditions extrêmes, le rôle du maire et la solidarité au sein de la communauté prennent une importance considérable. Leurs convictions, leurs valeurs, leurs compétences, tout cela devient des facteurs déterminants pour réussir à

1. Oleksandr Kitral est journaliste. Article publié par [Commons](#), 11 décembre 2025 Illustration Katya Gritseva. Traduction Patrick Le Tréhondat.

mobiliser des ressources et à organiser le travail de la communauté. Voici quelques exemples.

Dans la commune de Partizansk, dans la communauté de Pervomaisky, dans la région de Mykolaïv, la moitié du parc immobilier a été détruite – le village est resté pendant de nombreux mois dans la «zone grise». Aujourd'hui, la situation y est toujours instable, car la ligne de front se trouve à 40 km. Sur plus d'un million d'habitant·es, il ne reste plus que 220 personnes dans la commune, dont 34 enfants. La vie des enfants dans ce village à moitié détruit n'est pas facile. Le terrain de jeux construit peu avant l'invasion à grande échelle a été détruit par les bombardements, il n'y a pas de clubs de loisirs et, pour la cinquième année consécutive depuis le début de la pandémie de covid-19, l'enseignement se fait en ligne. Selon la maire du village, Raisa Chulga, cela a eu un impact catastrophique sur le niveau de connaissances des écoliers.



«Les enfants qui ont achevé six classes ne savent pas compter. Ils ne peuvent même pas reconnaître le portrait du grand poète ukrainien Taras Chevtchenko. Notre jeunesse est en pleine dégradation», déplore-t-elle.

Des organisations bénévoles viennent dans le village pour organiser toutes sortes de jeux éducatifs et donner des cours aux enfants. Cependant, jusqu'à récemment, il y avait un problème sérieux: en raison de la destruction du seul endroit où de telles activités pouvaient être organisées, il ne restait plus que la rue. Le maire et ses collègues ont alors décidé de créer un espace pour les jeunes, un bâtiment avec trois salles où les enfants pourraient se réunir par

tous les temps pour communiquer, se divertir et se développer. En outre, les locaux pourraient également être utilisés par des bénévoles désireux de venir plus souvent et de s'occuper des enfants. Il était même prévu d'y créer une école, mais en raison de l'obligation de disposer d'un abri, ce qui nécessite des fonds importants, cette idée n'a pas encore pu être concrétisée.

Au départ, personne ne croyait en la possibilité de créer un tel espace, ni les habitants du village, ni l'administration locale, car les ressources nécessaires faisaient défaut. La communauté de Pervomaiska a été fortement touchée par les destructions causées par la guerre et n'a pu fournir qu'une petite quantité de matériaux de construction. C'est pourquoi l'initiative de créer un centre pour les jeunes a été prise en charge par un petit groupe de villageois actifs: quelques employé·es de la mairie et la maire elle-même avec son mari, qui ont travaillé pendant leur temps libre.

Pour obtenir des matériaux de construction, des négociations ont été menées avec des donateurs, des bénévoles ont été mobilisé·es, et des sympathisant·es et des volontaires se sont joint·es aux travaux de construction. Ils et elles ont érigé les murs, posé le toit et effectué les travaux intérieurs. La construction est en cours depuis environ un an et elle sera bientôt terminée. La maire décrit simplement sa participation active comme le désir d'aider les enfants à se développer.

«Cela me fait très mal de voir des enfants courir comme des sans-abri, sans se développer. L'enfance ne devrait pas être dans cette situation», a-t-elle conclu.

Les habitant·es du village de Lebiaje, dans la communauté de Prolisnenska (Tchkalovska) de la région de Kharkiv, rêvent également d'un avenir meilleur pour leurs enfants. Jusqu'en septembre 2022, le village était situé à deux ou trois kilomètres de la ligne de front, et environ 40 % du parc immobilier, notamment l'école, avait été détruit par les combats. La reconstruction de l'établissement scolaire nécessite 80 millions de hryvnias [1,61 million d'euros], mais les donateurs internationaux ne fournissent pas encore d'aide en raison de la situation instable sur la ligne de démarcation. Afin que les 120 enfants qui vivent aujourd'hui dans le village puissent s'épanouir et communiquer, le maire local, comme à Partizansk, a aménagé un espace pour les jeunes. Il a été ouvert dans les locaux de l'ancienne bibliothèque, située dans la maison de la culture. Les travaux de rénovation ont été réalisés bénévolement : le maire, Evgeny Alekseyenko, avec ses ami·es et des personnes partageant les mêmes idées, s'est occupé personnellement de l'aménagement de l'espace.

«Lorsque nous avons ouvert notre espace jeunesse le 1er avril et que les fonds ont commencé à arriver, il n'y avait que cinq ou six enfants. Le fait est que, pendant la pandémie de Covid-19 et la guerre, les enfants ont perdu l'habitude de communiquer entre eux. Certains élèves qui terminent aujourd'hui l'école primaire ne se sont vus qu'à travers un écran. Aujourd'hui, environ 40 enfants viennent dans le bâtiment. Nous organisons des jeux éducatifs pour les enfants, nous leur montrons des vidéos éducatives et, en bref, nous nous occupons de leur socialisation. Puis des fonds sont arrivés et il

il y a un local équipé. Les habitant·es des villages voisins viennent également chez nous, car ils n'ont nulle part où aller en raison des destructions», a déclaré Evgeny Alekseyenko.

Selon le maire, les fonds nécessaires à l'aménagement de l'espace jeunesse ont été obtenus grâce à une subvention. Les 20 % restants ont été fournis par l'administration du village. Evgeny Alekseyenko explique qu'il est obligé de passer beaucoup de temps en dehors de la mairie pour essayer de trouver des fonds pour la reconstruction du village. Il est récemment revenu de Pologne, où il a déposé une candidature à un concours pour la construction d'un abri afin que les enfants puissent enfin aller à l'école, qui pourrait être organisée dans ce même espace. Le chef du village souligne toutefois que le soutien de l'État fait cruellement défaut. Certaines exigences constituent même des obstacles, comme l'obligation de rendre compte en permanence de l'aide reçue des donateurs ou d'autres décisions controversées des législateurs et des ministères. Parmi celles-ci, l'arrêté n° 1112 du ministère de l'éducation et des sciences de l'Ukraine, adopté en août dernier, a suscité de nombreuses critiques en raison des risques de restriction de l'accès à l'enseignement à distance. En juillet 2025, l'arrêté a été annulé.

Yevhen Alekseienko affirme qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour que les enfants du village puissent s'épanouir, car il y va de l'avenir de toute la localité. À l'heure actuelle, le *starosta* [maire] a trouvé des donateurs qui ont contribué au financement de la construction d'un terrain de volley-ball, des travaux de rénovation du

terrain de jeux pour enfants sont en cours et il est également prévu de créer un terrain de mini-football.

«Je considère que ma priorité est de garder les jeunes dans le village. Car si les jeunes et les enfants partent, demain il n’y aura plus de village. Il n’y aura plus non plus de village voisin ni de communauté. Cela signifie-t-il qu’il n’y aura alors plus personne dans l’est du pays? C’est pourquoi la priorité est de garder les enfants dans les localités où ils veulent vivre. Pour que les jeunes ne restent pas assis sur des bancs à boire des canettes, mais qu’ils fassent du sport, étudient, se développent. Non pas parce que c’est ce que je veux, mais parce que c’est ce que veulent les enfants eux-mêmes. Et nous devons leur créer toutes les conditions nécessaires», a-t-il déclaré.



Les habitants du village de Zelenyi Hai, dans la communauté de Shevchenkivska, dans la région de Mykolaïv, sont également déterminés à garder les jeunes. Le village a longtemps été situé sur la ligne de front et a été constamment bombardé. Le bâtiment de l’école a été complètement détruit par une frappe aérienne le 13 mars 2022. Sept personnes ont alors péri sous les décombres, dont le maire du village. Trois autres personnes ont été blessées, et le directeur de l’école, Oleksandr Hnedko, est décédé des suites de ses blessures.

Le poste de maire a été repris par son épouse, Oksana Gnedko, qui s’occupait auparavant du domaine social. Pour les 30 enfants mineurs qui se trouvaient alors dans le village – ils sont aujourd’hui 200 – une salle vide du dispensaire a été mise à leur disposition, puis équipée. Par

la suite, un groupe d’initiative composé de parents s’est formé dans le village et a activement soumis des demandes de subventions. Au final, grâce aux fonds des donateurs et aux dons des habitant·es, qui ont également participé activement aux travaux de rénovation, la somme nécessaire a pu être réunie et un espace éducatif a été aménagé dans l’un des bâtiments administratifs vides. Les écoliers peuvent y communiquer, s’épanouir et apprendre.

«Les enfants ne sont pas responsables de la situation dans laquelle ils se trouvent. Ils sont restés chez eux et veulent vivre comme leurs camarades du même âge. C’est pourquoi nous sommes très préoccupés par leur santé mentale et souhaitons que les jeunes restent dans notre village», a déclaré la maire.

Soutien aux familles avec enfants

Les espaces éducatifs et les écoles sont l’un des problèmes les plus urgents pour assurer des conditions de vie décentes pour les enfants. Des écoles ferment massivement en raison des exigences du ministère de l’éducation envers les établissements scolaires sous-fréquentés. Cependant, le soutien aux enfants, tant dans les zones frontalières que dans les zones relativement sûres, ne se limite pas à cela.

Il est impossible de remédier à cette situation complexe uniquement grâce aux initiatives de quelques administrateur·trices ou de petits groupes de personnes partageant les mêmes idées. Elle nécessite des mesures globales: des allocations familiales suffisantes de la part de l’État et des ressources financières dans les budgets des collectivités locales pour soutenir

les familles vulnérables. Et tous ces défis étaient d'actualité bien avant le début de la guerre à grande échelle.

Oleksandr Babanin, chef de la communauté territoriale unifiée (CTU) de Ternovate, dans la région de Zaporijjia, située à 20 km de la ligne de front, souligne les différences de capacités financières des communautés. Il s'agit de la réforme de la décentralisation, qui a accentué les inégalités. Selon Babanin, l'État doit établir des «règles du jeu» uniformes et ne pas laisser chaque communauté seule face aux problèmes de soutien aux familles, qu'elles sont obligées de résoudre avec leurs ressources limitées.

«En conséquence, certaines communautés peuvent apporter un soutien important aux familles, tandis que d'autres ne le peuvent pas. Et ce n'est pas parce que le chef d'une

administration donnée travaille mal. C'est simplement que certaines ont sur leur territoire de grandes entreprises, qui paient des impôts, tandis que d'autres n'en ont pas. Vous pouvez être dix fois plus progressiste qu'un autre chef de communauté, mais cela ne changera pas grand-chose, car une communauté aura des revenus, tandis que vous n'aurez pas ces possibilités, quels que soient vos efforts», constate-t-il.

L'aide publique aux familles avec enfants semble également assez limitée. Par exemple, les allocations de naissance n'ont pas changé depuis 2014 et s'élèvent actuellement à 41 280 UAH soit 14 fois le minimum vital, réparties sur trois ans. Avant juillet 2014, les montants des allocations étaient différents : pour le premier enfant – 30 960 UAH, soit 30 fois le minimum vital de l'époque (l'argent était versé sur deux ans),



pour le deuxième – 61 920 UAH, soit 60 fois le minimum vital, pour le troisième et les suivants – 123 840 UAH, soit 120 fois le minimum vital.

La situation devrait s'améliorer à partir du 1er janvier 2026 : le 14 novembre, le président Volodymyr Zelensky a signé le projet de loi n° 13532, selon lequel une allocation unique de 50 000 UAH sera versée à la naissance d'un enfant, ainsi qu'une allocation mensuelle supplémentaire de 7 000 UAH pendant un an. Les mères qui s'occupent d'un enfant âgé de un à trois ans tout en travaillant à temps plein recevront 8 000 UAH par mois dans le cadre d'un programme d'aide.

Il existe également d'autres initiatives efficaces, telles que la prise en charge des frais d'accouchement dans le cadre du programme de garanties médicales, en vigueur depuis 2020, ainsi que du programme «Nounou municipale», un service de garde d'enfants jusqu'à l'âge de trois ans. Cependant, ces services ne peuvent pas fonctionner pleinement en raison du faible soutien de l'État au réseau des crèches, de la pénurie aiguë de pédiatres et de la réduction du personnel médical : infirmières, sages-femmes, laborantines, radiologues, dont le nombre a presque diminué de moitié au cours des quinze dernières années.

Il convient également de noter que les parents sont souvent contraints de payer les examens médicaux de leurs enfants dans des cliniques privées, car les hôpitaux publics ne les effectuent pas toujours. De plus, les prix des médicaments ne cessent d'augmenter, ce qui aggrave encore la situation des familles.



Critères d'évaluation et volonté de systématisation

De nombreux citoyens qui ont dû vivre sous les bombardements ont été directement confrontés aux lacunes du système d'aide sociale. Ils ont donc développé une vision particulière de la mise en place d'une structure d'aide plus efficace. Dans le domaine de l'aide à l'enfance, nos interlocuteurs ont mis en évidence plusieurs axes clés :

- garantir l'égalité dans le soutien aux enfants ;
- création de conditions favorables au retour des jeunes de l'étranger ;
- garantir la protection des familles avec enfants et favoriser leur capacité à travailler ;
- offrir la possibilité de participer à la prise de décisions sociales importantes.

Oleksandr Babanin souligne l'injustice dans le soutien aux familles ayant des niveaux de richesse et des statuts sociaux différents. Selon lui, les enfants issus de familles « ordinaires », les orphelins et les enfants issus de familles défavorisées doivent avoir le même accès à l'aide, à l'éducation et aux soins médicaux, car ils sont tous citoyen·nes d'un même État. Dans la pratique, dit-il, il existe une division. Et souvent, ce sont précisément les enfants issus de familles qui ont leurs deux parents, mais qui n'ont pas les moyens financiers suffisants, qui sont lésés.

« Il arrive souvent que les enfants issus de familles défavorisées et monoparentales reçoivent plus d'aide que leurs camarades élevés dans les autres familles. Cela est particulièrement visible dans les zones rurales situées près de la ligne de front. Il est clair que l'Ukraine

manque actuellement de fonds pour apporter son soutien, mais je considère que le principe même de diviser les enfants entre les “uns” et les “autres” est incorrect. Le principe suivant doit s’appliquer: tout pour tous», a déclaré le président de la communauté territoriale.

Konstantin Klev, un habitant de Kherson âgé de 17 ans, estime qu’en matière de reconstruction, les autorités se concentrent avant tout sur les infrastructures plutôt que sur la satisfaction des besoins des citoyens, en particulier des jeunes, à savoir la création de conditions propices à leur soutien et à leur développement. Konstantin aide activement depuis plusieurs années les habitant·es de la région qui ont souffert des bombardements et des conséquences de l’explosion de la centrale hydroélectrique de Kakhovka. Il dirige actuellement le Conseil municipal de la jeunesse de Kherson et connaît donc bien les difficultés sociales de ses concitoyen·nes. Selon lui, si les jeunes de Lviv ou d’Ivano-Frankivsk ont un endroit où aller, ce n’est souvent pas le cas dans la ville frontalière de Kherson.

«Il faut avant tout résoudre la question du logement social pour les jeunes. Et il doit s’agir de conditions décentes, pas d’une chambre dans un dortoir communal. Il faut également des programmes de soutien. Il peut s’agir de primes à l’installation que les jeunes familles pourraient utiliser pour aménager leur logement. Il est également nécessaire de créer des centres de consultation où les jeunes pourraient obtenir des informations complètes sur ce qu’ils peuvent attendre de l’État en matière

de soutien, sur les possibilités d’emploi, de logement, etc.», a déclaré Konstantin.

Nadiya Chevtchenko, présidente de l’association Union des familles nombreuses Sonetchko du district de Darnytskyi à Kyiv, évoque également le problème du logement pour les jeunes familles, en particulier dans les grandes villes. Elle a donné l’exemple de familles nombreuses qui vivent depuis plusieurs générations dans de petits appartements d’une pièce dans une résidence universitaire de la rue Lytvynskoho à Kiev. Ces logements ont été offerts gratuitement au début des années 1990 par l’usine de béton armé, où les gens sont venus travailler encore jeunes ouvriers. Depuis, ils ont eu des enfants et des petits-enfants, mais ils n’ont jamais eu les moyens de se permettre un logement. De plus, malgré leur inscription officielle dans la résidence, les gens vivent chaque jour dans la peur d’être expulsés.

«Les familles ont peur de parler, car le nouveau propriétaire de l’entreprise menace de les expulser. Il a déjà expulsé certaines personnes. Et personne ne peut l’influencer. Ils disent que c’est sa propriété», explique Nadiya Chevtchenko. Et ce n’est pas seulement un cas isolé parmi les familles nombreuses, c’est la preuve d’un contrôle insuffisant de l’État dans le domaine de l’aide sociale à la population, estime-t-elle.

Un aspect important du soutien aux jeunes familles est la garantie d’un emploi. C’est la conviction d’Oleksandr Repetun, chef du village d’Ouspenivka, dans la communauté de Goulaïpile, dans la région de Zaporijjia, situé à 13 km de la ligne de front.

«Les jeunes partent là où ils peuvent s'épanouir, gagner leur vie et vivre confortablement. C'est pourquoi beaucoup sont partis travailler dans l'Union européenne. Notre village offrait autrefois des opportunités. Il y avait de l'élevage, une conserverie, un élevage de volailles, quatre brigades de tracteurs. Il y avait un dispensaire avec un service de garde, trois écoles, une crèche. Aujourd'hui, tout cela a été «optimisé». Le plus important qui se soit produit au cours des dernières décennies, c'est que les gens ont perdu confiance en l'avenir. Aujourd'hui, tout le monde pense à comment survivre», a-t-il déclaré.

L'accès à la participation à la vie de sa communauté est un autre aspect important du soutien social, qui comprend la possibilité de participer au dialogue social, d'identifier les problèmes et de s'impliquer dans la recherche de solutions et de contrôle, leur mise en œuvre, en particulier celles qui concernent le soutien à l'enfance.

Oksana Gniedko a donné un exemple positif de la mise en œuvre d'un tel accès. Selon elle, elle discute activement de toutes les questions relatives à la vie dans leur village avec ses concitoyen·nes. Pour prendre des décisions importantes, les gens organisent des réunions et utilisent les réseaux sociaux pour discuter des questions d'actualité. Le fonds d'entraide, créé dès le début de la reconstruction du village, constitue un soutien financier et un facteur d'unité pour les habitants. Selon le maire, l'existence d'un fonds dans lequel chaque habitant verse 50 hryvnias par mois permet de résoudre rapidement les nouveaux problèmes qui ne nécessitent pas de dépenses importantes. Grâce à

cela, les habitant·es ont déjà remis en état plusieurs bâtiments du village.

L'expérience des habitant·es du village de Zelenyi Hai est remarquable en ce sens qu'ils abordent collectivement les questions sociales importantes. Une telle approche peut évidemment être couronnée de succès dans une petite localité. Malheureusement, la capacité de la société ukrainienne à influencer les événements non seulement au niveau de l'État, mais aussi au sein de sa propre communauté, est très limitée. En témoignent une série de conflits où les autorités ont pris des décisions sans la participation des populations locales et contre leurs intérêts, comme nous l'avons mentionné précédemment.

Le thème du soutien aux enfants couvre un ensemble complexe de domaines, parmi lesquels, par exemple, l'accès à l'éducation et aux soins médicaux, ainsi qu'une politique efficace de soutien social. Malheureusement, tous ces domaines connaissent aujourd'hui de graves difficultés liées aux réformes à courte vue, pour ne pas dire plus, menées en Ukraine. Les initiatives de certaines communautés, de certain·es maires et de leurs partisan·es en faveur du soutien aux enfants dans les zones frontalières ne sont pas seulement un moyen d'arrêter la dégradation de l'enfance dans telle ou telle localité. Il s'agit d'une tentative de créer un avenir meilleur pour leurs concitoyen·nes, avec des ressources très limitées. Ces exemples montrent qu'il existe des personnes qui se soucient réellement de l'avenir de leurs communautés et de la société en général et qui s'efforcent d'agir pour favoriser leur développement.



Vivre dans des conditions difficiles permet aux gens de se rendre compte que ce n'est pas seulement un domaine particulier qui se dégrade dans le pays, mais affecte tout le système de gestion et de soutien, qui vise généralement uniquement à résoudre des difficultés spécifiques et isolées plutôt qu'à apporter des solutions systémiques. Et beaucoup de gens ne sont pas d'accord avec cet état de fait. Pour la plupart des citoyen·nes, il est aujourd'hui évident que pour créer des conditions plus favorables au développement de la génération montante, il faut adopter d'autres approches en matière d'aide sociale, des approches qui mettent l'accent sur une aide et un soutien globaux au développement, plutôt que de se contenter de réagir à des crises «imprévues».

Solidarity Collectives: le rapport d'activité 2025¹

L'année 2025 touche à sa fin, et nous souhaitons résumer les principales orientations et les résultats du travail de Solidarity Collectives au cours de cette période. Tout au long de l'année, nos efforts sont restés axés sur le soutien pratique aux combattants anti-autoritaires, l'aide humanitaire aux communautés en première ligne et la documentation publique de l'expérience de la guerre et de la résistance.

Collecte de fonds et soutien matériel

Au cours de la période considérée, nous avons organisé et mené à bien les collectes de fonds et les transferts d'aide suivants :

- collecte de fonds, construction et livraison de 247 drones FPV ;
- collecte de fonds pour un drone «Sic» ;
- nous avons contribué à l'importation de sept véhicules pour les combattants par l'intermédiaire de notre ONG ;
- nous avons mené à bien une collecte de fonds pour l'achat d'équipements de vision nocturne pour un camarade de la légion internationale ;
- nous avons mené à bien une collecte de fonds pour l'achat de caisses d'isolement

1. 31 décembre 2025.

pour les maladies infectieuses destinées à un refuge qui accueille les animaux évacués des zones de front.

- nous avons mené à bien une collecte de fonds pour l'achat de fournitures vétérinaires destinées aux bénévoles et aux habitants locaux qui s'occupent des animaux dans les villages situés en première ligne.
- nous avons organisé une collecte de fonds pour la réparation de la maison d'un militant syndical.
- nous avons également organisé sept missions humanitaires dans les communautés de première ligne.



Au cours de l'année, une trentaine de nouveaux combattants ont rejoint notre réseau

Projets médiatiques et de recherche

Tout au long de l'année, nous avons mis en œuvre et lancé un certain nombre de projets à long terme, notamment :

- une série d'entretiens avec nos combattants axés sur les blessures et la guérison ;
- une série d'entretiens sur les femmes anti-autoritaires en guerre, en coopération avec Free-filmers ;
- le lancement d'une grande série de publications analytiques sur la vie sous l'occupation ;
- l'organisation d'événements commémoratifs en l'honneur de nos camarades anti-autoritaires tombés au combat ;

- une collecte de fonds pour notre atelier FPV, avec une performance audio et une sérigraphie de Printostan ;
- Des projections du film documentaire *Anti-Authoritarians at War*².

Pertes

Cette année n'a pas été sans pertes. Nos camarades David Chichkan, Serhii Apukhtin, Pechenih et Molot ont été tués au front. Plus d'une douzaine d'autres ont été blessés, certains gravement.

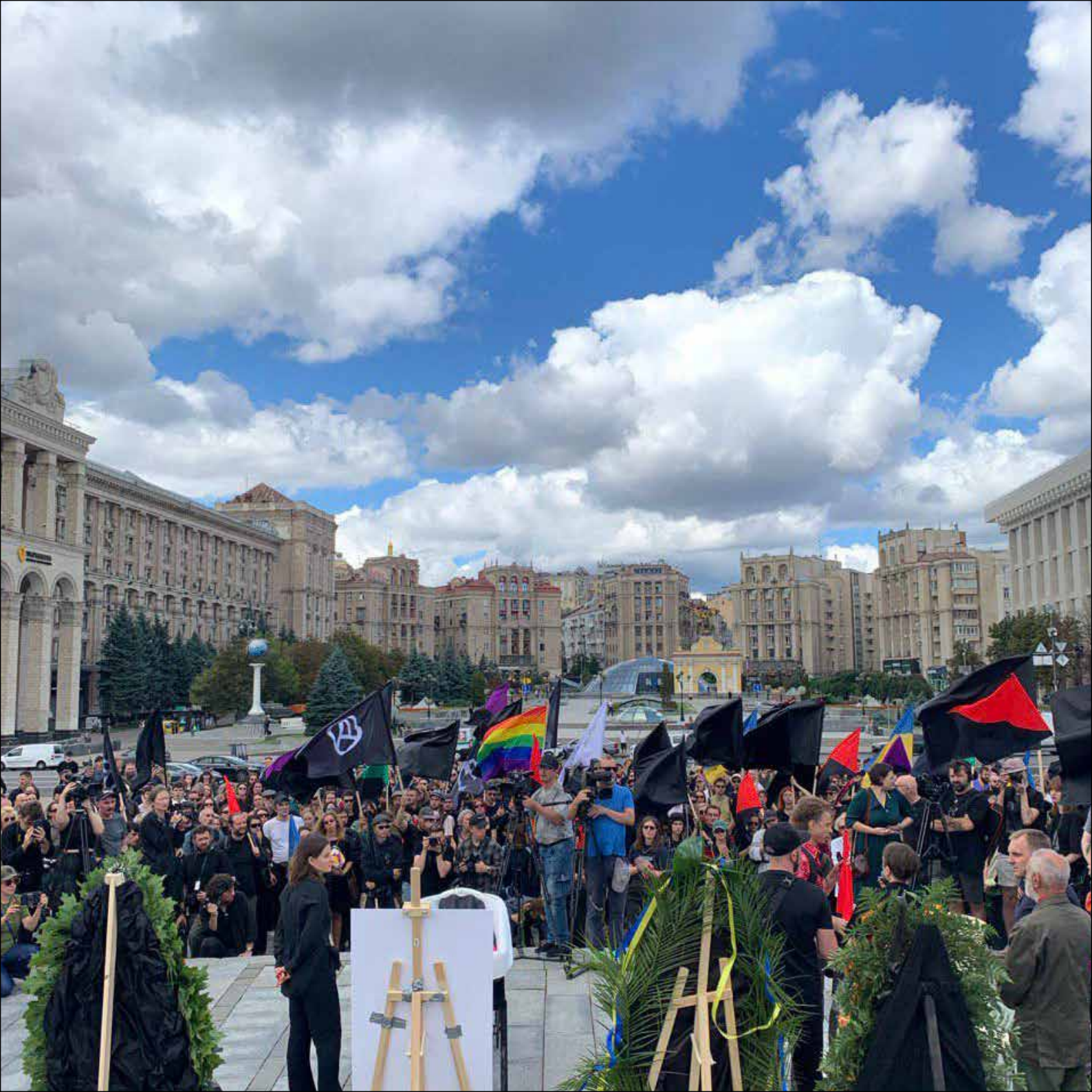
Conclusions

Nous sommes pleinement conscients que les résultats de notre travail sont le fruit des efforts combinés de centaines de personnes, d'initiatives et d'organisations qui nous soutiennent et coopèrent avec nous en Ukraine et au-delà. Nous vous remercions tous pour vos efforts et votre soutien continu.

Nous ne nous faisons aucune illusion : de nombreuses tâches, risques et défis nous attendent encore. Cependant, tant que Solidarity Collectives continuera d'exister, notre priorité constante restera le soutien aux participants à la résistance armée anti-autoritaire en Ukraine.

Vous êtes à nos côtés depuis près de quatre ans et, ensemble, nous avons construit ce réseau de soutien. Malgré tout, nous espérons sincèrement que vous passerez une bonne année. Restez avec nous, dans la solidarité.

2. Il s'agit du film réalisé par Marion Boltansky et Nico Dix, dont nous aurons l'occasion de parler.



Le droit de résister

Hanna Perekhoda¹

Les féministes ukrainiennes ont rédigé un manifeste sur «Le droit de résister». Elles ne veulent pas la paix à n'importe quel prix – «L'occupation russe n'est pas la paix, il n'y a pas de féminisme dans un régime fasciste.»

Nous avons tous pu suivre en temps réel via les médias le scandale diplomatique qui s'est déroulé entre Volodymyr Zelensky et Donald Trump². Cet événement marque-t-il le début d'un nouvel ordre mondial ?



Cette rencontre était l'expression d'un basculement géopolitique plus large dont nous n'avons pas encore pleinement saisi les dimensions. Les États-Unis s'éloignent de leur rôle traditionnel de puissance hégémonique en abandonnant la politique de l'impérialisme indirect et reviennent à l'impérialisme d'annexion

1. Hanna Perekhoda est historienne à l'Université de Lausanne. Elle est membre du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et de Sotsialnyi Rukh. L'entretien a été réalisé par Laura Helene May et publié dans le magazine féministe autrichien *an.schläge*, mai 2025.

2. Le 28 février 2025, une rencontre à la Maison Blanche entre le président ukrainien Zelensky et le président américain Trump s'est terminée dans l'acrimonie, Trump et le vice-président JD Vance ayant publiquement réprimandé Zelensky et exigé qu'il signe un accord sur les minerais sans garanties de sécurité. Voir Denys Pilash, «La gauche devrait soutenir une paix juste pour l'Ukraine, pas un accord Trump-Poutine pour apaiser l'agresseur», [Europe Solidaire sans frontières](#), mars 2025.

territoriale tel que nous le connaissons au 19^e siècle.

Lors de la récente Assemblée générale de l'ONU, les États-Unis ont voté aux côtés de la Russie, du Bélarus, d'Israël et de la Corée du Nord contre une résolution sur la guerre en Ukraine. Pourrait-on être plus clair ?

Cette évolution ne doit pas être attribuée uniquement au caractère de Trump ou à ses intérêts économiques – c'est une stratégie géopolitique que J. D. Vance et Marco Rubio ont déjà annoncée lors d'interviews ces derniers mois. Ils poursuivent la théorie du réalisme dans les relations internationales. L'objectif suprême est ses propres intérêts, «l'Amérique d'abord».

Ce n'est pas une surprise. À leurs yeux, la Chine est l'ennemi stratégique, donc la Russie doit être éloignée de la Chine et rapprochée des États-Unis. Manger ou être mangé. L'annexion de la Crimée en 2014 était encore perçue comme une anomalie, mais c'est une stratégie géopolitique qui remet en cause la souveraineté des États-nations au-delà des puissances impériales.

La diplomatie internationale, l'ONU, l'ordre mondial fondé sur des règles – tout cela appartient à l'histoire ?

Un ordre mondial fondé sur des règles n'a jamais existé, car il a toujours dépendu de l'hégémonie d'une seule puissance. Maintenant, cette puissance se retire simplement et abandonne son rôle de stabilisateur.

Comment le pouvoir sera-t-il réparti dans le nouveau monde ?

Les principaux acteurs sont la Russie, la Chine et les États-Unis. Tous trois souhaitent établir des sociétés où la possibilité de liberté humaine n'existe pas. Selon eux, les États démocratiques sont intrinsèquement incapables de résister aux menaces extérieures parce qu'ils sont divisés en interne et manquent d'une volonté politique unifiée. La passivité face à l'agression n'est pas de la neutralité – c'est de la complicité.

L'Europe se réarme – les féministes se battent pour la paix et le désarmement depuis des décennies. Les livraisons d'armes sont-elles en contradiction avec le pacifisme de gauche et la politique étrangère féministe ?

Il y a une vérité simple que toutes les féministes comprennent : être témoin d'un abus et ne pas offrir de soutien à la victime aide l'agresseur. La passivité face à l'agression n'est pas de la neutralité – c'est de la complicité.

Les slogans pacifistes peuvent être émotionnellement convaincants, mais ils ne fonctionnent que jusqu'à ce qu'un meurtrier arrive chez vous. Quand on vit sous le bouclier de l'OTAN, on peut externaliser ou ignorer les questions de vie et de mort. Mais quand on a un couteau sous la gorge, on ne peut que mourir ou se battre.

Assurer la paix exige plus qu'une conduite morale. Les féministes ukrainiennes ont rédigé un manifeste à ce sujet : « Le droit de résister ». Elles ne veulent pas la paix à n'importe quel prix. L'occupation russe n'est pas la paix, il n'y a pas de féminisme dans un régime fasciste.

La gauche européenne doit-elle trouver une nouvelle position sur l'industrie de l'armement et la politique de sécurité ?

Si les partis de gauche veulent rester pertinents en tant que force sociale, ils doivent développer une position claire sur la stratégie de défense. Sinon, ils ne sont qu'un club de gens qui affirment leur identité anti-mainstream.

La Russie a envahi le plus grand État européen. Elle finance ouvertement des forces d'extrême droite et fascistes dans le monde entier. Les États-Unis font de même. On peut continuer à nier entièrement le problème de sécurité, mais alors les forces conservatrices domineront la discussion et présenteront la gauche comme déconnectée de la réalité – et elles n'auront pas tort.

La politique de défense n'a pas besoin d'être de droite. La défense ne devrait simplement pas être financée par des coupes dans les retraites ou la santé. Elle peut être assurée par la justice fiscale, des mesures strictes contre les paradis fiscaux *offshore* et le renforcement de la sécurité énergétique et cybernétique.

Le pacifisme est-il un privilège ?

Dans mon monde idéal, il n'y a pas non plus de fusils ni de roquettes. Mais les forces d'extrême droite s'arment et menacent ouvertement de détruire les sociétés démocratiques.

Qui doit payer pour la défense de l'Europe et l'aide à l'Ukraine ?

Il y a trois options : premièrement, on peut réduire le financement des systèmes sociaux



nationaux - c'est dangereux et faux. L'insécurité sociale renforce les populistes antidémocratiques et les fascistes. Deuxièmement, les impôts pourraient être augmentés pour les ultra-riches et les entreprises. Cela nécessite cependant une coordination pour empêcher la fuite des capitaux. L'annonce par Trump de visas dorés pour les ultra-riches signifie qu'il se prépare déjà à un tel scénario.

Mais il existe une troisième solution. Environ 300 milliards d'euros d'actifs russes ont été gelés. Ceux-ci pourraient être confisqués et utilisés pour financer la défense de l'Ukraine et aussi pour la sécurité européenne. La Russie serait ainsi tenue responsable de ses crimes de guerre, et le fardeau de la défense ne reposerait pas uniquement sur les citoyens européens³.

3. Voir Hanna Perekhoda, « Pour réfléchir à des solutions, il ne faut au moins pas se tromper sur les causes », [Europe solidaire](#)

Pourquoi les autorités européennes ne franchissent-elles pas ce pas ?

Elles craignent de créer un précédent. Si elles reconnaissent qu'il y a une place pour la morale et l'éthique dans les affaires et la politique, elles créeront des problèmes pour l'ensemble du système capitaliste.

L'Europe, de tous les endroits, devrait-elle remettre en question l'impérialisme et le capitalisme ? Beaucoup voient aussi la guerre en Ukraine comme une conséquence des plans d'expansion européens sous la forme de l'expansion de l'OTAN vers l'est. J'avais espéré qu'au moins les féministes reconnaîtraient ce cas classique de culpabilisation de la victime après la rencontre de Zelensky avec Trump.

[sans frontières.](#)

Le rapprochement de l'Ukraine avec l'Europe sert-il de justification à la violence, comme «une jupe courte» dans un viol? À part le fait que l'Ukraine ne portait même pas «une jupe courte». Les gens n'analysent pas les données empiriques sur l'équilibre réel des forces entre la Russie et l'OTAN. Les pays d'Europe de l'Est ont rejoint l'alliance après la fin de l'Union soviétique parce que la Russie les menaçait d'invasion. En particulier les Pays baltes. Mais l'OTAN n'a grandi qu'en taille sur la carte; les effectifs de l'OTAN ont diminué pendant trente ans.

La Russie ne s'est jamais sentie menacée par l'OTAN?

Le régime de Poutine a été très clair dès le départ. Il ne se sent pas militairement menacé par l'OTAN, mais par le «projet de société libéral» occidental. Poutine est convaincu que les élites libérales occidentales souhaitent détruire la Russie de l'intérieur en promouvant les «idéologies» des droits humains, du féminisme et de l'homosexualité. Il voit le monde à travers ces lunettes et est sincèrement convaincu que chaque révolution et mouvement de libération dans le monde sont fondamentalement un complot occidental contre la Russie⁴.

L'Ukraine combat l'attaque russe depuis trois ans. Comment la guerre affecte-t-elle les relations de genre dans le pays?

4. Voir Hanna Perekhoda, «Les élites politiques russes promeuvent ouvertement un projet mondial», [Europe solidaire sans frontières](#), novembre 2024.

La guerre aggrave les inégalités de genre à plusieurs niveaux. La majorité des réfugiés sont des femmes et des enfants dans des situations économiquement précaires. La traite des êtres humains est un problème majeur.

Les femmes qui sont restées en Ukraine portent tout le poids de la reproduction sociale. Tandis que les hommes combattent en grande partie sur les lignes de front, les femmes font tourner la société avec leur travail de soins. Même l'armée dépend des femmes pour fournir des approvisionnements, mais aussi pour apporter de l'argent et de l'équipement.

Les femmes jouent donc un rôle important dans la résistance ukrainienne?

Oui, pas seulement à la maison, mais aussi au front. Aujourd'hui, environ 15 % des femmes ukrainiennes combattent sur le front.

Contrairement aux hommes, les femmes en Ukraine combattent volontairement. En Allemagne aussi, des discussions sont en cours sur la réintroduction du service militaire pour les femmes.

Il y a un problème croissant de recrutement. L'Ukraine est une société européenne normale, individualiste, postmoderne et vieillissante rapidement. Cela soulève de sérieuses questions éthiques, en particulier la tension entre la liberté individuelle et la responsabilité sociale.

Certains hommes se demandent pourquoi eux seuls devraient faire ce sacrifice. Que signifie faire partie d'une société qui se défend elle-même? Les femmes devraient-elles aussi être

appelées en temps de guerre? Il n'y a pas de réponses faciles; les Ukrainiens font face à ces dilemmes chaque jour.

En particulier en Russie, les politiques anti-féministes et transphobes sont utilisées pour attiser les sentiments nationalistes. La guerre est l'une des raisons les plus évidentes pour lesquelles des pays comme la Russie recourent à des restrictions des libertés reproductives et sexuelles. Les pays en guerre ont besoin de soldats, et les soldats ne poussent pas sur les arbres; ils ne sont pas fabriqués dans des usines. Pour cela, vous avez besoin de femmes.

De ce point de vue, le féminisme et les mouvements LGBTQ+ sont une menace directe pour la souveraineté nationale. En Ukraine, l'engagement officiel de l'État à devenir «européen» pousse à la fois le gouvernement et la société vers une plus grande acceptation du féminisme et des identités LGBTQ+. Cependant, la dynamique de la guerre renforce aussi une contre-tendance vers le traditionalisme guerrier avec ses rôles de genre rigides. Les expériences de l'Ukraine mettent en fait en lumière les tensions et contradictions auxquelles toute société occidentale post-nationale et capitaliste tardive serait confrontée en cas d'agression militaire.



Que seraient des élections dans une Ukraine déchirée par la guerre?

Vitaly Dudin¹

Un effondrement de l'État ou une bouffée d'air frais dans un système hermétiquement fermé, conçu pour servir les intérêts des oligarques? Il s'agit ici avant tout des élections législatives.

Que l'idée d'organiser des élections en temps de guerre au niveau parlementaire soit un bluff ou une réalité, cette nouvelle doit être prise au sérieux.

En tant que personne n'ayant jamais exercé son droit de vote, je considère les élections comme un jeu illusoire qui ne fait que légitimer la volonté de la classe dirigeante.

Cependant, restreindre le droit de millions de personnes à exprimer leur volonté est tout à fait préjudiciable dans une démocratie. Cela conduit à une accumulation de frustrations, de contradictions et d'aliénations... Quoi qu'il en soit, les citoyen·nes perdent progressivement la conviction qu'elles et ils sont les véritables maîtres du pays qu'elles et ils défendent avec tant de dévouement.

1. Vitaly Dudin est membre de Sotsialnyi Rukh. 23 décembre 2025. Traduction PLT

En principe, les autorités ont des raisons de s'intéresser aux élections, car celles-ci insufflent un sentiment éphémère de fête de la démocratie et apaisent les tensions.

Le peuple a également des raisons de participer au processus électoral. C'est l'occasion pour lui de mettre fin à l'arbitraire de la majorité unique et de porter au pouvoir des personnes plus dignes, qui ont démontré leurs qualités précisément pendant la période d'invasion.

Cependant, de nombreuses questions subsistent au sujet de la liberté de faire campagne, de la sécurité du vote, de la polarisation de la société...

À mon avis, certains de ces risques hypothétiques sont clairement exagérés. Souvent, cela s'explique par la réticence d'une partie de la société à «se salir» dans cette affaire délicate ou par l'incapacité à proposer une alternative au consensus existant. En termes plus simples, il est beaucoup plus pratique pour une grande partie de la population de critiquer le pouvoir pour sa corruption, car elle n'est pas en mesure de proposer un programme politique substantiellement différent. Toutes les propositions de changement sont ponctuelles ou personnelles ou en accord avec la rhétorique capitaliste du gouvernement.

En revanche, les forces qui, par leur nature sociale, se distinguent de la classe dirigeante ne doivent pas craindre les élections: elles s'opposent à l'oligarchie, plaident pour que la voix des travailleur·leuses soit prise en compte en priorité dans le cadre des réformes et critiquent l'influence néfaste et appauvrissante du

capitalisme. Bien entendu, à condition qu'elles aient la possibilité de créer leur propre parti.

C'est pourquoi je considère qu'il est utile d'entamer une discussion sur les élections dans le contexte de l'état d'urgence, si cela permet d'entendre un large éventail d'opinions politiques. Cependant, il convient également de prendre en compte les alternatives aux procédures électorales qui pourraient susciter l'intérêt du peuple pour la politique :

- 1) la décentralisation du pouvoir avec la délégation des fonctions du parlement aux conseils locaux et la rénovation progressive de ces derniers ;
- 2) le renforcement des organes consultatifs tels que les conseils communautaires, afin qu'ils cessent d'être purement décoratifs ;
- 3) la garantie de la participation des travailleurs/travailleuses aux conseils de surveillance des monopoles d'État pour le développement de la démocratie industrielle.

Le régime de Poutine n'est pas tombé du ciel

Maksym Butkevych¹

Maksym Butkevych est un journaliste et défenseur des droits humains ukrainien. En 2022, il s'est porté volontaire pour aller au front, a été capturé par l'armée russe et a passé plus de deux ans en captivité en Russie. La propagande russe qualifiait Butkevych de « nazi » et de « commandant d'un détachement punitif ». En 2024, il est revenu en Ukraine à la suite d'un échange et, en 2025, il a reçu le prix Václav Havel. Après son retour de captivité, Maksym Butkevych a raconté les conditions de détention cruelles dans les camps russes et les violences directes dont lui-même et d'autres prisonniers ukrainiens ont été victimes.

Sur la chaîne de télévision Nastoyachche Vremya, Maksym Butkevych a parlé des tortures et des viols subis en captivité, des « bons Russes », de la responsabilité des Russes dans la guerre, des actions du Centre territorial de recrutement en Ukraine et de la politique de Volodymyr Zelensky.



1. La transcription de cet entretien avec Maksym Butkevych, qui n'a pas besoin d'être présenté aux lecteur-trices de *Soutien à l'Ukraine résistante*, est parue sur le site svoboda.org. Perrine Poupin, membre du Comité français du RESU à Grenoble en a assuré la traduction du russe.

Les Russes sont-ils responsables de la guerre ?

Cette année, vous avez reçu le prix Václav Havel. Vous vous rendez souvent à divers événements et conférences où vous croisez des Russes qui ont quitté le pays et s'opposent au régime. Quelles sont vos relations avec eux ?

Elles varient d'une personne à l'autre. Pour commencer, je tiens à dire que j'ai toute une série de collègues et d'amis russes, hommes et femmes, qui ont été ou sont encore impliqués d'une manière ou d'une autre dans le mouvement de défense des droits humains. On me demande parfois : « Y a-t-il de bons Russes ? » Et il ne s'agit pas de l'opposition professionnelle, mais plus généralement : y a-t-il de bonnes personnes parmi les Russes ? Pour moi, cette question n'a pas de sens. Notamment parce que lorsque j'ai été autorisé à recevoir des colis et du courrier pendant ma captivité, cela a été possible avant tout grâce à des personnes en Russie. Elles l'ont fait, il y a des gens comme ça là-bas. Il y a ceux qui travaillent non par peur, mais par conscience. Ils agissent en essayant de défendre les droits de l'homme. Souvent, ils le font en silence, avec persévérance, en serrant les dents. Simplement parce qu'ils sont convaincus que quelqu'un doit faire ce travail. Je ne peux qu'admirer ces personnes. Et il y a des personnes, d'origine russe, qui se penchent sur la question de la responsabilité de la population russe dans ce qui s'est passé, dans l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, et qui se penchent

sur la question de la culpabilité. Ce sont des questions très difficiles.

Avez-vous une réponse à la question de la culpabilité et de la responsabilité ?

Il y a une responsabilité. Et elle ne s'inscrit pas nécessairement dans un cadre juridique. Le philosophe allemand Karl Jaspers, qui a donné une série de conférences sur la culpabilité de l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale, a souligné qu'il existe une responsabilité juridique, mais aussi une responsabilité éthique et métaphysique.

Qui est responsable ?

La responsabilité incombe à ceux qui ont contribué à cette guerre agressive ou qui n'ont rien fait pour l'empêcher, l'arrêter ou aider ses victimes.

Et qui est coupable ?

Cela dépend du degré de responsabilité. En premier lieu, la culpabilité incombe à ceux qui ont déclenché la guerre et l'ont activement soutenue. Je note que Hannah Arendt, une auteure qui s'est beaucoup intéressée à cette question, a écrit que si l'État agit au nom de ses citoyens, ceux-ci partagent la responsabilité des actions de cet État. Que vous le vouliez ou non. La seule façon d'échapper à cette responsabilité est de renoncer à sa citoyenneté.

Pour revenir à votre question, c'est sûr que j'ai plus de facilité à trouver un terrain d'entente avec les Russes qui non seulement comprennent ce qui s'est passé le 24 février 2022,

ce qui s'est passé en février 2014, à qui appartient la Crimée, mais qui comprennent aussi que la Russie essaie de se reconstruire comme l'empire qu'elle a toujours été. Car la Russie sans l'Ukraine n'est pas un empire, c'est le royaume de Moscou. Bon, plus la Sibérie, en quelque sorte. L'histoire a fait que la Russie tend vers la forme impériale.

Et si l'on parle d'une Russie non impériale, il faut changer le format même de son existence. C'est avec ceux qui sont d'accord avec cela que je m'entends le plus facilement. Le plus difficile pour moi est de trouver un terrain d'entente avec les Russes – je ne parle pas ici des pro-Poutine, avec lesquels il n'y a par définition aucun terrain d'entente possible – qui disent que le tsar est mauvais, que les boyards sont mauvais, mais que le peuple est bon. Que toute la responsabilité incombe au « régime criminel » et que le peuple « ne veut pas la guerre ». Qu'il suffit de remplacer les mauvais par les bons, et alors tout ira bien.

En quoi, selon vous, ont-ils tort ?

Le régime de Poutine n'est pas quelque chose qui est tombé du ciel. C'est le fruit et la réponse à une demande bien précise d'au moins une partie importante de la société russe. Aujourd'hui, des forces mythiques, en harmonie évidente avec les actions impérialistes agressives des dirigeants russes, sont depuis longtemps réveillées et actives dans la société russe. Le reste de la société est passif. Pas tout le monde, mais une grande partie. Elle ne se considère pas responsable des horreurs

commises par la Russie en Ukraine. Elle estime notamment que, puisqu'elle n'a pas de liberté, elle n'a pas non plus de responsabilité. Mais la responsabilité existe toujours.

Même sans liberté ?

Je pense qu'il existe tout de même une certaine marge de liberté. La liberté de ne pas être d'accord demeure. Sous quelles formes cette désapprobation se manifeste-t-elle ? C'est une autre question.

Passons à votre propre privation de liberté. En Ukraine, vous êtes un défenseur des droits humains connu, vous vous êtes toujours occupé de tous les opprimés. Comment, avec de telles convictions, avez-vous pu prendre les armes ?



Parce que c'est aussi une forme de protection, aussi étrange que cela puisse paraître. Parce que je comprenais parfaitement que si la Russie gagnait, il n'y aurait tout simplement plus de défense des droits humains, ce serait la fin. Au fil des années, grâce à notre travail de plaidoyer, à nos manifestations et à notre action éducative, nous avons tout de même réussi à obtenir beaucoup de choses. Nous nous en sortons très bien, surtout par rapport à la grande majorité des autres pays de l'ex-Union soviétique. Nous avons la liberté de réunion pacifique, la liberté d'expression, la protection contre la discrimination, la liberté politique, l'activisme civique. Tout cela aurait tout simplement disparu si la Russie avait pris le dessus. Et il n'aurait bien sûr été question d'aucune défense des droits humains. Tout le peuple ukrainien

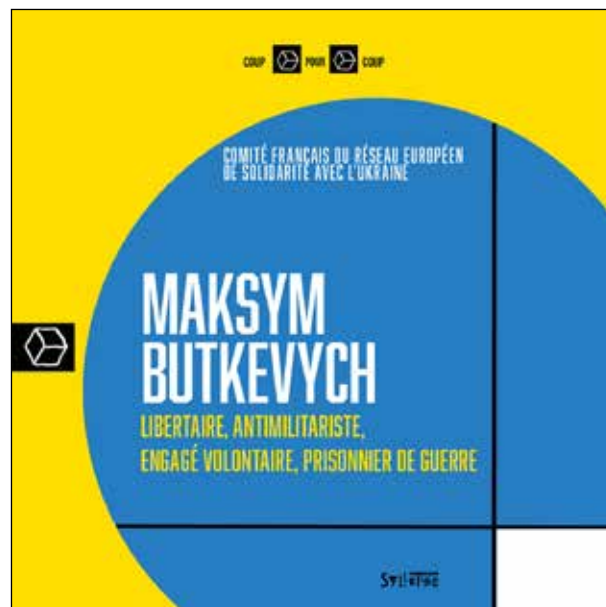
aurait été lésé. En réalité, il était clair dès le début qu'il s'agissait de détruire l'Ukraine en tant que telle. Il fallait défendre les droits humains. La seule façon d'y parvenir à ce moment-là était de prendre les armes.

Avez-vous déjà tué quelqu'un ?

Je ne me suis jamais retrouvé dans une situation où j'aurais été directement confronté à des tirs ennemis. L'artillerie nous bombardait principalement. Nous devions nous terrer dans le sol.

Vous êtes-vous demandé si vous étiez moralement prêt à tuer ?

Oui. J'y ai pensé à plusieurs reprises. Je comprenais que cela représentait un certain problème pour moi et que je devrais faire face



à ce problème après avoir accompli cet acte nécessaire.

Vous avez été fait prisonnier à l'été 2022. Dans l'une des premières vidéos publiées par les propagandistes russes, vous racontez comment cela s'est passé : «À ce moment-là, nous étions déjà sans eau depuis 24 heures, l'état du personnel était critique, nous n'avions plus rien à manger depuis longtemps. C'est alors qu'un des deux éclaireurs qui nous avaient amenés la veille est venu nous voir. Il nous a informés que nous étions encerclés et qu'il fallait nous rendre au point de rendez-vous avec lui le plus rapidement possible. [Lorsque nous sommes sortis], cet éclaireur nous a dit que nous étions complètement encerclés, qu'il était prisonnier et que nous étions dans leur ligne de mire. En fait, c'est votre frère d'armes, un militaire ukrainien, qui vous a livré aux ennemis.» Savez-vous ce qu'il est devenu ?

D'après les dernières informations dont je disposais, au printemps ou à l'été dernier, je crois, il était toujours prisonnier.

Que ressentez-vous à son égard ?

Je souhaite de tout cœur qu'il soit libéré le plus rapidement possible. Je souhaite cela à tous nos prisonniers, quels qu'ils soient. J'ai ressenti un certain malaise, car nous avons ensuite partagé la même cellule pendant un certain temps. Il était évident qu'il ne voyait aucun problème dans ce qu'il avait fait. Mais il y avait autre chose. En plus du fait qu'il avait bien sûr été battu après sa capture...

Les Russes ?

Les Russes, oui. Ils lui ont dit que s'il nous livrait comme prisonniers, il nous sauverait la vie. À ce moment-là, toute la région était déjà encerclée et ils avaient commencé le nettoyage. Et il disait qu'il nous avait sauvé la vie. C'est peut-être vrai.

Racontez-moi comment vous avez été violemment battu pour la première fois.

C'était encore sur la route vers Louhansk, le lendemain de notre capture. C'était l'un des officiers russes, manifestement le commandant, car ses ordres étaient exécutés sans discussion par les autres. Il essayait sans cesse de provoquer les prisonniers pour qu'ils fassent une déclaration imprudente, aient une réaction émotionnelle, il les humiliait, les insultait. Quand il entra dans la pièce où nous étions détenus, nous devions nous mettre à genoux, les mains derrière le dos.

J'étais le seul officier, le commandant de la plupart des gars qui se trouvaient là. Cet officier russe est entré avec un soldat des forces spéciales et m'a dit que celui-ci partait en mission pour tuer mes frères d'armes et que je devais lui souhaiter bonne chasse. Je pense qu'il avait l'intention de filmer la scène. J'ai répondu que je ne pouvais pas faire cela. À la question «pourquoi», j'ai répondu qu'en tant qu'officier des forces armées ukrainiennes, je ne pouvais pas souhaiter bonne chasse à un soldat des forces spéciales russes.

Il est revenu avec un bâton en bois et a déclaré que nous allions maintenant apprendre l'histoire de L'Ukraine. Il a sorti son téléphone

portable de sa poche et a commencé à lire un texte dont le contenu ressemblait beaucoup au discours de Vladimir Poutine. C'était la version russe de l'histoire de l'Ukraine. Elle disait que la Russie avait formé l'Ukraine moderne à l'intérieur de ses propres frontières. Après avoir lu deux ou trois phrases, il désignait du doigt un prisonnier de guerre agenouillé devant lui, qui devait répéter mot pour mot, sans bafouiller, le passage qu'il venait de lire. Si quelqu'un bafouillait, marquait une pause, confondait des mots ou oubliait des noms géographiques, je recevais un coup de ce bâton en bois sur l'épaule.

Donc, ce n'était pas votre subordonné qui était battu, mais vous ?



C'est moi qu'ils ont frappé, moi seul pour tous. En tant qu'officier, en tant que commandant. À un moment donné, j'ai compris qu'il allait me casser l'épaule. Il a dit qu'il ne le ferait pas. Il avait raison. Il était clair que ce n'était pas la première fois qu'il faisait ça. Il savait exactement où frapper. Ma main a enflé, puis est devenue rouge, comme un bloc de bois gonflé, et pendant trois semaines, j'ai eu du mal à m'en servir. Puis j'ai commencé à perdre connaissance à cause de la douleur. J'ai tenu bon pendant un certain temps, sachant que si je perdais connaissance, il s'en prendrait à quelqu'un d'autre. Mieux vaut qu'ils frappent un seul plutôt que deux, pensais-je. Puis ils ont commencé à nous préparer pour nous charger dans des camions. Je garde des cicatrices de cette agression. Je porte en moi la version poutinienne de

l'histoire de l'Ukraine. Mais ensuite, il a quand même enregistré une vidéo avec nous. Il a sorti son téléphone, nous a ordonné de dire «Gloire à la Russie» et «Nous souhaitons bonne chasse aux forces spéciales russes, désolés de ne pas l'avoir fait ce matin».

Beaucoup de prisonniers libérés racontent avoir subi des violences sexuelles pendant leur captivité ou leur détention en Russie. Avez-vous reçu de telles menaces ?

Oui, pendant ce premier interrogatoire dans le cadre de l'affaire pénale. Après un coup au foie. Et ce coup était un coup de poing, bien placé, avec un élan, et il [celui qui menait l'interrogatoire] avait un gant tactique avec des boules métalliques. Ça coupe le souffle. Les larmes montent aux yeux. C'est très douloureux. Et là, l'un des interrogateurs s'est penché vers moi et m'a dit à l'oreille : «Si tu pleures maintenant, je te (traduction d'un mot grossier en un mot correct) fourrerai mon pénis dans la bouche.» Après cela, il a commencé à raconter à son collègue (en comptant manifestement sur le fait que je l'entendais) comment, quelques jours auparavant, dans ce même bureau, il avait violé analement deux soldats étrangers de l'armée ukrainienne avec une matraque électrique. Et il lui a demandé s'il avait déjà vu de tels exemples auparavant. Son interlocuteur a répondu que non. Il a dit : «Eh bien, si tu as de la chance aujourd'hui, tu vas en voir.» Voilà le genre de menaces qui ont été proférées.



Quelle est la torture la plus horrible dont vous ayez entendu parler? Ou dont vous ayez été témoin ?

Tout le monde s'accorde à dire que le plus horrible, c'est le courant électrique. Il s'agit soit d'un «tapik», soit d'une machine permettant de faire exploser des mines à distance, qui fonctionne également à l'électricité.

Le «tapik» est le plus souvent utilisé. Il s'agit d'un téléphone militaire de campagne qui fonctionne grâce à une manivelle qui, lorsqu'on la tourne, actionne une machine à dynamo qui produit du courant électrique. Ainsi, les fils reliés à un autre téléphone assurent la communication. Mais les fils peuvent être connectés non pas à un téléphone, mais aux pouces des mains et des pieds, aux parties génitales, aux narines, aux oreilles, ou encore insérés dans l'anus. Et, en fait, cela était fait de manière systématique

et régulière à un nombre assez large de personnes.

Heureusement, je n'ai pas vécu cela, on m'a seulement menacé, on m'a mis un «tapik» devant moi, mais on ne l'a pas utilisé. Cette douleur est décrite comme pratiquement insupportable. Surtout si on asperge la personne d'eau en même temps. Et, bien sûr, il y a les violences sexuelles, qui sont terribles: ils violaient les gens avec divers objets, des matraques, des bouteilles vides.

Est-ce une pratique courante ?

En tout cas, j'en ai entendu parler à plusieurs reprises [par d'autres prisonniers].

Nous, les journalistes, regardons souvent les vidéos publiées par les propagandistes, notamment les prétendus «aveux» et «expériences

d'enquête». De telles vidéos ont également été publiées avec votre participation. Racontez-nous comment elles sont enregistrées.

Lorsque les prétendues enquêtes ont eu lieu, tout était très simple. On nous a conduits à l'endroit où, selon leur version, j'avais commis le crime dont on m'accusait. Le dossier pénal indiquait que le 4 juin 2022, j'avais aperçu deux habitantes locales dans la ville de Severodonetsk. Et comme elles étaient originaires du Donbass, j'avais décidé de les tuer à l'aide d'un lance-grenade. Mais j'étais tellement mauvais tireur au lance-grenade que j'ai raté mon coup et que je ne les ai que blessées, tout en endommageant le cadre de la fenêtre. Mais le 4 juin, j'étais à Kyiv! Et il existe de nombreuses preuves à cet égard. Notre unité n'a jamais été à Severodonetsk pendant la guerre totale. Je n'aurais donc pas pu commettre cet acte. Cependant, ces femmes semblent bien exister. Elles ont effectivement été blessées. Mais elles ont été blessées, comme le montrent clairement les pièces du dossier pénal, à la suite d'un tir de mortier sur leur quartier par les forces russes.



Et voici l'expérience menée par l'enquêteur, qui vous conduit à cette maison...

On m'emmène là-bas, on m'attache avec des menottes à un policier militaire russe. On m'amène devant la maison et on me dit: «Lève la main, montre cette fenêtre.» Puis on me fait traverser la rue: «Baisse la main, montre ce trou.» C'est tout. Et puis il y a eu ce qu'on appelle un entretien, après la condamnation. Deux représentants du Comité d'enquête de

la Fédération de Russie sont arrivés. L'un d'eux était en tenue de camouflage et cagoulé, avec l'inscription «Comité d'enquête» dans le dos. Le second était en civil. Ils m'ont donné une feuille avec des questions et des réponses, m'ont dit d'apprendre les réponses, de poser la feuille devant moi et, dans la mesure du possible, sans la consulter, de donner les réponses préenregistrées aux questions préenregistrées. À ma question de savoir quand et où cela serait diffusé, ils ont répondu que c'était pour leurs archives. Bien sûr, quelques jours plus tard, je l'ai vu sur NTV.

Max, qu'est-ce qui a été le plus difficile pour vous sur le plan moral pendant ces deux ans et demi d'emprisonnement?

La première chose, c'est quand j'ai finalement accepté de signer un témoignage contre moi-même. C'était une décision très difficile à prendre. Parmi les options qui m'étaient proposées, c'était sans aucun doute la plus rationnelle. Je ne comprenais pas à quel point ceux qui m'interrogeaient bluffaient lorsqu'ils proféraient leurs menaces.

De quoi vous ont-ils menacé?

Ils m'ont menacé de m'abattre immédiatement dans la cour du centre de détention provisoire. Ils m'ont menacé de m'emmener sur le lieu de notre enquête et de m'abattre si je tentais de m'enfuir. Ou bien, ils m'ont dit qu'ils m'enfermeraient dans une cellule avec des détenus qui coopèrent avec l'administration et qu'ils leur donneraient pour instruction de me maltraiter.

Et que chaque matin et chaque soir, je maudirais ma décision de ne pas coopérer. Que je ne serais pas échangé. Et que si jamais je sortais de là, je serais brisé physiquement et moralement. Une autre option m'a été proposée : « Tu signes, nous te condamnons comme criminel de guerre et nous t'échangeons très rapidement. »

Vous avez choisi la deuxième option ?

Oui. Parce que je comprenais que ces gens pouvaient causer beaucoup de tort. Sortir vivant et, si possible, indemne de la captivité est l'une des principales tâches qui incombent à tout prisonnier. En outre, je croyais, je comprenais et j'espérais que mes aveux en captivité en Ukraine ne seraient pas pris au sérieux. Néanmoins, cette décision était difficile à prendre. Pendant longtemps, je me suis demandé si j'avais pris la bonne décision. Et puis, il y avait aussi la question de savoir ce qui avait été le plus difficile. Bien sûr, la première période de captivité a été particulièrement difficile, dans la partie du centre de détention provisoire de Louhansk où étaient détenus les prisonniers de guerre.

Le plus dur était le sentiment de peur. Pas la douleur, mais précisément la peur, comme l'attente de la douleur. Elle était commune à nous tous. Je n'avais probablement jamais éprouvé autant de nuances de peur que celles que j'ai ressenties là-bas. Je craignais qu'à un moment donné, ce ne soit plus moi qui contrôle ma peur, mais elle qui me contrôle. Heureusement, cela ne s'est pas produit.

Avez-vous reçu des informations pendant votre captivité ? Comment avez-vous appris ce qui se passait ?

Pendant les neuf premiers mois, je ne savais rien de ce qui se passait. Nous étions détenus *incommunicado* [en isolement total, sans correspondance ni aucun contact avec le monde extérieur - NV] jusqu'à ma condamnation effective. Puis, une fois condamné, j'ai été transféré dans une autre partie de la prison, où étaient détenus les accusés criminels. Ils avaient une télévision qui fonctionnait 24 heures sur 24. Il était parfois possible d'obtenir quelques bribes d'information à partir de ce flux de propagande.

Parfois, par exemple, les journaux télévisés rapportaient avec bravoure les progrès des troupes russes victorieuses près de telle ou telle localité, infligeant des pertes aux unités des « nazis ukrainiens », comme le disaient les propagandistes russes. Et on comprenait alors que cette localité était toujours sous notre contrôle ! Ou encore, lorsque le putsch de Prigojine a eu lieu, un bandeau défilant est soudainement apparu au milieu du documentaire, appelant tous les combattants de la société militaire privée Wagner à ne pas exécuter les ordres criminels. Nous avons alors compris que quelque chose se passait. Mais il fallait bien sûr deviner beaucoup de choses.

Je voudrais que vous me racontiez comment vous avez réussi à donner des cours aux autres dans ce contexte.

Oui... Je pratiquais certaines techniques mentales : composer des textes dans ma tête

dans différentes langues, rédiger des prières. Notamment en anglais. Et dans l'une des cellules, nous avons commencé à apprendre l'anglais. Je n'avais jamais enseigné cette langue auparavant. Mais dans ma cellule, j'avais des étudiants. Et l'un d'entre eux, le plus assidu, a fait de bons progrès. À la fin, il décrivait des situations imaginaires en anglais : comment il faisait des visites guidées dans une ville médiévale européenne, puis entraînait naturellement dans un pub et commandait un whisky. Même si nous n'avions ni textes à lire, ni stylos ni papier pour écrire, cela fonctionnait quand même.

Qui est votre élève ?



C'est un officier supérieur de la police nationale ukrainienne, à la retraite. Il était en détention préventive.

Il a été libéré, le savez-vous ?

Je ne le sais pas, malheureusement.

Quel a été votre premier désir après la captivité ?

La première chose qui m'a frappé après la captivité, c'est la douche. Une douche où l'on peut régler la pression et la température, où l'eau ne coule pas en jet sur la tête, mais à l'aide d'un pommeau. Et où il n'y a pas une file d'hommes nus qui attendent que vous vous mouilliez légèrement pour ensuite vous savonner, mais où vous pouvez simplement vous tenir debout et sentir les jets d'eau couler sur votre peau. En plus, tu peux mettre de la musique qui ne résonne pas dans ta tête, mais qui vient de

l'extérieur - ça m'a mis dans un état de choc positif.

À propos de l'Ukraine moderne, du Centre territorial de recrutement et des « informations unifiées »

Max, vous avez participé à la Révolution de granite, à la Révolution orange et à la Révolution de la dignité. À chaque fois, les gens sont descendus dans la rue pour défendre leur droit de vivre dans un pays démocratique avec des valeurs européennes. Et voilà que vous sortez de captivité en Russie, et en Ukraine, le Président et le Parlement tentent de limiter les pouvoirs des organes anticorruption (NABU et SAP), il y a le téléthon «Єдині новини» («Nouvelles unifiées»). L'opposition, représentée par l'ancien président Petro Porochenko, accuse Zelensky d'usurpation du pouvoir. Y a-t-il des signes d'usurpation du pouvoir par Volodymyr Zelensky ou son équipe ?

Il est évident qu'il y a eu une certaine centralisation des décisions. Mais je ne vois rien qui puisse être qualifié d'«usurpation». Car l'usurpation, c'est l'appropriation illégale et la concentration du pouvoir. À mon avis, seuls les partisans des discours russes peuvent actuellement parler de cela, car tout est légal et légitime. Et le fait qu'il ne puisse y avoir d'élections dans des conditions de loi martiale et d'occupation d'une partie du pays est un fait. Et puis, entendre de tels discours, c'est tout simplement merveilleux ! Car quand on vit dans le champ d'information de la télévision russe, où l'on entend sans cesse

«nous gagnons», «nous allons de l'avant», «nous avons un grand leader qui nous guide de manière infaillible et irréprochable»... On y entend constamment: «Bien sûr, il y a des corrompus ici et là, mais Poutine est au-dessus de toute critique, et nos vaillantes forces de l'ordre s'occupent des corrompus. Nous sommes encerclés par des ennemis qui veulent nous détruire, mais nous ne les laisserons pas faire, nous leur montrerons à tous, tout va bien chez nous, et ça ira encore mieux. Là-bas, Sobianine ouvre un nouveau cercle, et les succès sur le front sont impressionnants.» Et cela 24 heures sur 24.

Et puis tu sors, tu te retrouves en Ukraine, et là, les titres parlent d'«horreur et de cauchemar»,

de «corruption dans le pays», de «restriction des droits et libertés», de «procureurs qui achètent leur incompétence»... Et vous comprenez que c'est la liberté d'expression. Hourra.

Je ne poserai pas de question sur la liberté de réunion, car nous avons tous vu les récentes «manifestations avec des panneaux en carton», qui ont rassemblé des milliers de personnes...

Oui, et il est intéressant de noter que les autorités n'ont même pas tenté de les disperser, de les interdire, de les empêcher de se réunir ou quoi que ce soit d'autre...



Oui, je n'ai pas de questions à ce sujet. Mais il existe dans le pays le marathon « Informations unifiées » : toutes les chaînes de télévision qui appartenaient à différents oligarques sont regroupées en une seule chaîne. Et selon les témoignages de journalistes licenciés, de l'opposition et de diverses organisations de surveillance, l'opposition ayant un point de vue différent ou toute personne critiquant le pouvoir n'y est pas admise. Peut-on parler de liberté d'expression totale dans de telles conditions ?

Nous n'avons bien sûr pas une liberté d'expression totale, et cela ne peut pas être le cas, surtout en temps de guerre. En effet, nous avons l'interdiction de divulguer certaines informations. Même ceux qui auraient besoin de ces informations pour leur travail n'y ont souvent pas accès. Mais cela se justifie en temps de guerre, que voulez-vous. Dans un contexte de centralisation du système décisionnel, il y a inévitablement une certaine influence sur le paysage médiatique, bien sûr. En principe, il n'y a probablement aucun domaine chez nous où tout est parfait. Mais chez nous, tout va plutôt bien, et il y a certainement des choses auxquelles nous pouvons aspirer.

En même temps, toutes les plateformes médiatiques qui ne dépendent pas du « marathon unique » sont assez libres et se développent assez librement. De plus, dans notre pays, la télévision ne joue pas du tout le même rôle qu'en Fédération de Russie. Là-bas, le contrôle de la télévision équivaut au contrôle des esprits, et Internet est secondaire. Étrangement, Internet est davantage un divertissement pour la grande

majorité de la population. Ce n'est pas le cas chez nous. Chez nous, Internet est avant tout une source d'information. La télévision est importante, mais elle n'est pas monopolistique ni le principal moyen de formation de la conscience. C'est pourquoi, même si nous voulions utiliser le « marathon unique » pour vraiment serrer les vis dans les têtes, cela ne fonctionnerait tout simplement pas.

En tant que personne qui travaille dans les médias depuis de nombreuses années, pensez-vous qu'il faille mettre fin à l'histoire du « marathon unique » ?

Il n'y a pas de mal à se faire plaisir. J'aime beaucoup cette citation de la poète et chanteuse américaine Ani DiFranco : « Chaque instrument est une arme, si on le tient correctement. » Au début de l'invasion à grande échelle, le marathon était nécessaire pour harmoniser la diffusion de l'information et s'entraider, étant donné que de nombreuses rédactions n'étaient pas en mesure de fonctionner à plein régime. Est-ce encore nécessaire aujourd'hui, après plus de trois ans et demi de guerre à grande échelle ? Honnêtement, je ne vois pas cette nécessité.

Il existe en Ukraine un problème majeur qui, à mon avis, polarise la société ukrainienne : le travail du Centre territorial de recrutement. Les gens discutent constamment des vidéos montrant le travail des employés du Centre territorial de recrutement. Pour être honnête, il faut noter que ces vidéos sont souvent diffusées par les médias de propagande russes. Mais il



n'en reste pas moins qu'il existe des cas où des agents du Centre territorial de recrutement abordent des hommes dans la rue et recourent à la force physique, outrepassant clairement leurs pouvoirs. Voyez-vous un problème à cela ? Et si oui, voyez-vous comment le résoudre ?

Honnêtement, je ne me considère pas comme un expert dans ce domaine. C'est un problème. Il s'agit plutôt de plusieurs problèmes entremêlés. Dans le domaine de l'information, on a l'impression que cela se produit couramment en Ukraine. Mais, honnêtement, je n'ai été témoin d'aucun cas de « russification » cette année (d'ailleurs, je n'aime pas le mot « busification »). Et je vis en Ukraine.

Oui, j'ai des connaissances qui se sont retrouvées dans les forces de défense de cette manière. Mais elles étaient prêtes à cela. Lorsque mes collègues étrangers viennent à Kyiv, ils me demandent : « D'où viennent tous ces hommes qui se promènent dans vos rues ? » En effet, mes amis et amies qui combattent depuis 2022-2023 m'écrivent souvent : « Je n'aime pas venir à Kyiv, car il y a beaucoup de ressources mobilisables dans les rues ». Et je leur réponds que je ne sais jamais qui sont ces personnes, dans quelle mesure leur présence ici est justifiée et légitime.

En tout cas, d'un côté, je pense qu'il y a un problème de communication. Et le recours à la force pour mobiliser les gens n'est, à mon avis, pas assez réfléchi, c'est le moins qu'on puisse dire. Récemment, on a commencé à utiliser des caméras embarquées [caméras à la poitrine – NV] dans le travail et à enregistrer les actions des employés du Centre territorial

de recrutement. À mon avis, c'est un bon pas en avant. Au moins, les critiques atteignent quelqu'un sous cette forme. Mais est-ce que ça résout le problème ? Non.

Parce qu'il y a un autre problème : le manque d'effectifs dans l'armée.

Oui, bien sûr. Cela s'explique par le fait que, excusez-moi, en termes de ressources humaines (je n'aime pas non plus cette expression), nous ne sommes pas comparables. La guerre pour la survie contre la Russie est une guerre contre un ennemi qui dispose de ressources incomparablement supérieures.

Mais, encore une fois, pourquoi est-ce que je parle d'un manque de communication ? Après tout, il s'agit ici de la motivation de ceux qui s'engagent encore dans les forces de défense, de la manière dont cela se passe et du fait que nous ne connaissons toujours pas nos pertes, les chiffres exacts étant classés secrets. Mais les ressources propagandistes russes créent l'image selon laquelle s'engager dans les forces de défense ukrainiennes revient presque à coup sûr à être tué ou blessé. Ceci est bien sûr totalement faux, c'est un mensonge. Donc, oui, ce problème doit être résolu, il faut peut-être changer l'approche même de la mobilisation, mais je serais trop présomptueux si je disais maintenant que je sais comment.

Au fait, avez-vous déjà rendu visite cette année aux Russes qui sont prisonniers en Ukraine ?

Oui, je n'en ferai pas un secret. J'ai visité l'un des centres de détention des prisonniers de

guerre russes en Ukraine. Bien sûr, je voulais comparer les conditions dans lesquelles ils se trouvent avec celles dans lesquelles nous nous trouvions. Dire que la différence est évidente, c'est ne rien dire. Le contraste est frappant.

En quoi consiste-t-il ?

En Ukraine, toutes les colonies pénitentiaires actuelles ou anciennes se ressemblent. Les centres où sont détenus les Russes ont été créés sur la base d'anciennes institutions pénitentiaires. Les prisonniers de guerre russes ont une alimentation normale, ils ont la possibilité d'acheter des produits alimentaires et des articles de première nécessité. Ils achètent avec l'argent qu'ils gagnent en travaillant. Les gens travaillent et reçoivent un salaire en échange. Bien sûr, en Russie, ce n'était pas le cas. Dans la colonie, nous travaillions, mais il n'était bien sûr pas question de salaire.



Avez-vous vu, savez-vous ou avez-vous entendu dire que les Ukrainiens maltraitaient les prisonniers de guerre russes ?

Je n'ai pas entendu parler de telles situations, en tout cas en ce qui concerne les lieux de détention des prisonniers de guerre russes. D'autant plus que toutes ces institutions sont régulièrement visitées par le Comité international de la Croix-Rouge, des représentants de la Mission des Nations unies pour les droits de l'homme, d'autres organisations de défense des droits de l'homme et des représentants des ambassades. En effet, ces centres ne détiennent pas seulement des citoyens russes, mais aussi

des citoyens d'autres États qui, se trouvant en Russie, sont partis combattre contre l'Ukraine. Et les représentants des ambassades de ces États y ont accès. C'est pourquoi je pense que même si l'un des employés de ces centres avait envie de manifester son hostilité, il n'en aurait tout simplement pas la possibilité.

Nous savons qu'il y a eu des rapports internationaux faisant état de cas de mauvais traitements infligés à des prisonniers de guerre russes. Il s'agit généralement de situations survenues immédiatement après leur capture. Et pourtant, pour autant que je sache, l'État ukrainien réagit à ces informations. Des enquêtes internes sont menées ou des procédures pénales sont ouvertes. Car contrairement à l'État agresseur, pour nous, le droit international humanitaire et la troisième convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre ne sont pas des mots vides de sens.

Imaginons : sur le front, un soldat ukrainien que les Russes voulaient tuer, dont la femme a été violée, dont la ville natale est occupée, fait prisonnier un soldat russe au combat et lui dit poliment : « Veuillez mettre vos mains derrière le dos, vous êtes prisonnier de guerre, je vais vous lire vos droits. »

Nous comprenons bien sûr que des excès peuvent se produire dans ce genre de situation. Si tant est qu'ils se produisent. Mais maltraiter les soldats ennemis qui se sont rendus ne sert à rien, cela ne change rien. Ce n'est pas de la justice, c'est de la vengeance, et c'est tout autre chose.

Et vous, vous voulez vous venger ?

Non, mais je veux que justice soit faite.

Qu'est-ce qui serait juste pour vous dans cette guerre ?

C'est un concept très complexe. Il y a une composante juridique. Pour moi, il est important que ceux qui ont pris part à la guerre aux côtés de l'État agresseur, ceux qui ont donné des ordres criminels, ceux qui ont commis des actes génocidaires à l'encontre des Ukrainiens et des Ukrainiennes, soient poursuivis pénalement. Qu'il y ait un tribunal pour juger les faits d'agression, ce tribunal spécial qui est en cours de création dans le cadre du Conseil de l'Europe. C'est important pour moi. Et il est important pour moi qu'une évaluation internationale appropriée soit donnée à ce qui se passe : qu'il ne s'agit pas simplement d'une guerre locale entre deux États, mais d'une guerre agressive, impérialiste et génocidaire menée par la Russie contre l'Ukraine.

Le lauréat russe du prix Nobel, ancien rédacteur en chef du journal Novaya Gazeta, Dmitri Mouratov, a demandé aux présidents russe et ukrainien d'échanger les prisonniers politiques russes contre les Ukrainiens condamnés. Il a notamment déclaré : « S'il vous plaît, échangez vos civils : les partisans du "monde russe" emprisonnés en Ukraine contre les opposants à la guerre emprisonnés dans les prisons et les camps russes. » Que pensez-vous de cette idée ?

En tant qu'ancien condamné par la Fédération de Russie, je ne peux bien sûr que sympathiser

avec les personnes qui ont été condamnées en Russie pour leur position antiguerre et, *a fortiori*, pour leurs actions antiguerre. Mais pour être honnête, cet appel m'a paru quelque peu étrange pour plusieurs raisons.

Premièrement, l'État doit avant tout prendre soin de ses citoyens. Actuellement, trop de citoyens ukrainiens sont emprisonnés dans les territoires occupés ou en Russie même. Et il faut bien sûr les libérer.

Le problème avec les échanges, c'est qu'on peut échanger des prisonniers de guerre. Mais les civils des territoires occupés ne devraient pas être emprisonnés. On ne devrait pas pouvoir les condamner pour leurs opinions et pour le fait qu'ils sont citoyens de leur pays. Si nous commençons à les échanger contre des citoyens ukrainiens, nous risquons d'ouvrir la boîte de Pandore : toute la population des territoires ukrainiens occupés par la Russie deviendrait alors une réserve d'échange presque infinie.

Deuxièmement, il y a cet appel étrange de dire que l'Ukraine doit rendre ses citoyens à la Russie et récupérer les Russes. Je ne comprends pas très bien comment cela pourrait se passer. J'ajouterai qu'il existe en Ukraine un programme gouvernemental appelé « Je veux rejoindre les miens ». Il a suscité des réactions assez controversées de la part de nombreux défenseurs des droits humains. Mais il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'une initiative de l'État ukrainien : si des Ukrainiens et des Ukrainiennes condamnés pour collaboration, trahison ou coopération avec la Russie souhaitent se rendre en Russie, ils s'inscrivent dans une base de données appropriée et peuvent être extradés.

Admettons, même en acceptant un instant la proposition de M. Mouratov, d'échanger maintenant tous les prisonniers politiques russes contre tous ceux qui sont détenus en Ukraine pour collaboration avec l'ennemi. De nouveaux prisonniers politiques apparaîtront. En Russie, la machine répressive ne fait que s'accélérer, et c'est un processus sans fin. L'Ukraine doit récupérer, libérer ses citoyens, qu'il s'agisse de prisonniers de guerre ou de civils. Mais la proposition d'échanger des Ukrainiens contre des Russes me semble quelque peu étrange.

Je vais vous poser une question à laquelle, je pense, vous n'avez pas de réponse. Je pense que personne n'a de réponse à cette question. Mais les téléspectateurs nous la posent sans cesse. Quand la guerre prendra-t-elle fin ?



Je ne sais pas. Tant qu'il n'y aura pas de garanties de sécurité pour l'Ukraine, la guerre ne sera pas terminée. Dans le meilleur des cas, il y aura des trêves, après lesquelles elle se poursuivra. Il doit y avoir des mécanismes réels pour assurer la sécurité de l'Ukraine.

Et dans l'idéal, bien sûr... Que ceux qui ne sont pas d'accord avec moi me pardonnent. Je pense que la guerre doit se terminer par l'effondrement de la Russie sous sa forme actuelle. Ce serait alors une garantie de sécurité. Mais ce n'est clairement pas à l'ordre du jour pour le moment.

L'Ukraine et ses voisins : entre peur, avantage et solidarité

Olena Tkatch¹

Après près de quatre années de guerre ouverte, l'Ukraine est devenue un sujet central du débat politique dans les pays d'Europe de l'Est. Compte tenu de la lassitude et de la crainte que suscite la menace russe au sein des sociétés, cette attention est loin d'être toujours positive. Cependant, de nouvelles voies logistiques, une production militaire accrue et l'anticipation de l'adhésion de l'Ukraine à l'UE renforcent ses liens avec les pays de la région et semblent contribuer à leur développement économique. Olena Tkatch a interrogé des experts sur ces processus en s'appuyant sur les exemples de la Slovaquie, de la Roumanie et de la Pologne.

Bratislava n'est pas Moscou ? Le paradoxe de Robert Fico

Il convient de faire la distinction entre la rhétorique anti-ukrainienne virulente du Premier ministre slovaque Robert Fico, que seul le dirigeant hongrois Viktor Orban surpasse parmi les dirigeants européens, et les actions concrètes,

1. Olena Tkatch est rédactrice en chef de l'agence d'information Socportal. Publié par Socportal, 12 novembre 2025. Traduction Patrick Le Tréhondat.

insiste Adam Novak, chercheur en histoire de l'économie est-européenne originaire de Bratislava. Selon lui, Fico fournit à Moscou une couverture diplomatique et proclame le «pacifisme», tout en supervisant des exportations d'armes sans précédent vers l'Ukraine.

«Les exportations d'armements slovaques ont atteint 1,15 milliard d'euros en 2023, soit dix fois plus qu'en 2021 (100 millions d'euros), représentant 1,1 % du PIB. Des entreprises privées produisent chaque année des obusiers Zuzana 2 et des centaines de milliers d'obus d'artillerie de 155 mm, exactement ce dont l'Ukraine a un besoin criant. Le ministre de la défense, Kalinák, a admis avec cynisme: «Nous n'allons pas restreindre les entreprises de défense sous prétexte que nous avons besoin de croissance économique.» La Slovaquie a perçu 92 millions d'euros du Danemark, de l'Allemagne et de la Norvège pour la fourniture de seize obusiers à l'Ukraine, le plus important contrat de l'histoire de l'industrie d'armement slovaque», souligne le chercheur.

Selon Adam Novak, les cadres de l'UE et de l'OTAN limitent considérablement Fico. La Slovaquie doit participer au fonds européen de 50 milliards d'euros destiné à l'Ukraine, accueille plus de 1 200 soldats de l'OTAN, maintient ses dépenses de défense à 2,3 % de son PIB et a été contrainte de lever son veto sur le 18^e train de sanctions. Et bien que Fico déclare régulièrement vouloir quitter ces alliances, cela ne se concrétise pas. L'objectif principal est d'exploiter le mécontentement de la société slovaque. Seulement 40 % des Slovaques tiennent désormais la Russie pour responsable

de l'invasion de l'Ukraine, contre 51 % un an auparavant. Quelque 69 % estiment que l'aide militaire «provoque la Russie et rapproche la Slovaquie de la guerre». Le soutien à l'adhésion de l'Ukraine à l'UE et à l'OTAN n'atteint que 30 %, soit le taux le plus bas de la région. Plus de 44 % pensent que les réfugiés ukrainiens aggravent la situation dans le pays, ce qui représente le taux d'opinion négative le plus élevé au sein de l'UE, souligne le chercheur. Cependant, Adam Novak insiste sur le fait que cela ne témoigne pas de la loyauté des Slovaques envers la Russie. Il s'agit plutôt d'une attitude anti-occidentale. Elle constitue une réaction à l'adhésion à l'OTAN sans référendum, aux mesures d'austérité et aux conséquences persistantes de la crise financière de 2008 sur la population.

La désinformation russe exploite ce vide, mais ses causes profondes résident dans la situation économique réelle et le manque de démocratie, estime l'expert. Il estime que l'opinion publique peut évoluer. Le soutien à l'OTAN est remonté à environ 70 % début 2024, après être tombé à 58 % en 2023.

Et les manifestations de masse du début de l'année 2025, déclenchées par la visite de Fico à Moscou, ont été parmi les plus importantes de l'histoire de la Slovaquie. L'appel du président ukrainien Volodymyr Zelensky, «Bratislava n'est pas Moscou. La Slovaquie est l'Europe», a trouvé un écho favorable auprès des manifestants. Les partis d'opposition sont actuellement en tête des sondages. Cependant, ces manifestations attirent principalement des sympathisants conservateurs et libéraux. L'absence de la gauche crée un vide dangereux: sans

alternatives progressistes capables de résoudre les problèmes économiques, le débat se retrouve englué entre «atlantisme» néolibéral et «souverainisme» nationaliste, souligne Adam Nowak.

Un pont, pas une gare terminus : ce que la coopération avec l'Ukraine signifie pour la Roumanie

En mai 2025, les Roumains ont élu un nouveau Président, demeurant de fait le seul pays voisin de l'UE à adopter une rhétorique amicale envers l'Ukraine. Et ce, malgré des relations plutôt tendues avant l'invasion russe. Longtemps, la continuité historique a servi de prétexte, car l'Union soviétique traitait son voisin du sud avec prudence ; la frontière avec l'URSS était fortement sécurisée et militarisée, explique le politologue roumain Claudiu Crăciun. Mais après l'invasion, tout a changé, car la Roumanie a reconnu dans la réaction de l'Ukraine la même lutte pour l'indépendance vis-à-vis de la Russie qui avait marqué sa propre histoire, note-t-il. Selon lui, l'afflux important de réfugiés a renforcé ce lien, les Roumains ayant constaté les ravages de la guerre et exprimé leur solidarité avec les victimes. Ce sentiment se traduit également par un choix politique, malgré l'activité des forces pro-russes. D'après lui, parmi celles-ci figurent des courants ultraconservateurs marginaux, davantage tournés vers l'identité religieuse orthodoxe. Cependant, les mouvements pro-russes, plus importants et mieux organisés, partagent des idées proches de celles des Slovaques et aspirent à une plus grande autonomie au sein



de l'Europe, plutôt qu'à une intégration au «monde russe».

La crainte historique de la Russie et de son influence est un sentiment partagé par les élites et les citoyens. Si la Russie remporte sa guerre, elle deviendra *de facto* la voisine de la Roumanie en mer Noire, affirme l'expert. Parallèlement, selon lui, il existe aussi une autre raison justifiant une solidarité importante avec l'Ukraine. Le statut politique et économique de la Roumanie s'apparente jusqu'à présent à celui d'un terminus ferroviaire à la frontière. Plus risquée et moins stable que les pays d'Europe centrale, elle a accusé un retard de développement. Si l'Ukraine devient stable, démocratique et développée, probablement au sein de l'UE, la Roumanie ne sera plus un terminus, mais un pont, souligne le politologue. La métaphore du «pont» se concrétise déjà dans des projets bien réels. On peut citer, par exemple, les vastes plans de reconstruction du port de Constantja, essentiel au transit des marchandises ukrainiennes et internationales, la réparation du pont sur la Tisza, le développement d'une liaison ferroviaire entre Kyiv et Bucarest, et la construction d'une autoroute. La Roumanie a également exporté de l'électricité vers l'Ukraine pendant les coupures de courant.

Concernant le soutien militaire, Claudio Crăciun affirme que la propagande russe s'emploie activement à effrayer les Roumains en agitant le spectre de la militarisation et en propageant des rumeurs de mobilisation générale ou d'envoi de troupes roumaines en Ukraine. Par conséquent, les autorités roumaines tentent de «démilitariser» l'opinion publique et gardent le silence sur

toute fourniture d'armes à l'Ukraine. Ce qui, à mon avis, est judicieux, étant donné l'existence d'une machine de désinformation russe qui utilise tout pour semer la peur, comme des images de convois militaires, explique l'expert.

Les réfugiés ukrainiens devraient-ils être une source de profit pour la Pologne ?

Les relations ukraïno-polonaises ont connu peut-être les bouleversements les plus importants depuis l'invasion russe, passant d'une immense vague de solidarité et de soutien à une hostilité déclarée. La situation a été aggravée par l'élection du Président conservateur, qui instrumentalise activement les questions historiques conflictuelles entre les deux pays. À titre d'exemple, Karol Nawrotsky, élu en août 2025, n'a toujours pas rencontré Zelensky. La situation a beaucoup changé ces trois dernières années. Ce qui était autrefois marginal s'affiche désormais au grand jour : une attitude hostile envers

les Ukrainiens, voire une haine manifeste. «Les Ukrainiens de Pologne disent qu'il ne se passe quasiment pas un jour sans qu'ils n'entendent des propos déplaisants dans la rue ou sans que quelqu'un ne les regarde avec hostilité», explique Ignacy Józwiak, chercheur spécialiste des migrations à l'Université de Varsovie. Selon lui, outre le recours aux contradictions historiques, l'espace informationnel aborde souvent la question des céréales ukrainiennes, principalement en transit, ou la concurrence des transporteurs ukrainiens avec les entreprises polonaises, qui détiennent *de facto* le monopole du transport international. Parallèlement, on parle peu des entreprises polonaises qui envisagent de participer aux projets internationaux de reconstruction de l'Ukraine – la Conférence annuelle sur la restauration de l'Ukraine se tiendra à Varsovie en 2026. Et, en réalité, on évoque surtout la Russie elle-même, présentée comme la principale menace. Ce qui contraste avec le fait que la Pologne se militarise activement (mais



contrairement à la Slovaquie, elle n'exporte pas ses propres armes vers l'Ukraine, elle sert seulement de plaque tournante pour le transfert d'armes occidentales). Cependant, l'attention se concentre principalement sur l'Ukraine et les réfugiés ukrainiens, que la droite accuse d'ingratitude et de «pénurie» des ressources polonaises.

Malgré cela, la Pologne bénéficie économiquement de l'intégration d'une part importante des Ukrainiens sur le marché du travail, affirme Marta Nowak, coanimatrice et auteure de l'émission «Que va-t-il se passer?» sur Gazeta.pl. D'après une étude récente de Deloitte pour le HCR, largement citée après que le Président Karol Nawrocki ait évoqué la possibilité de réduire les allocations familiales pour les Ukrainiens sans emploi, 69 % des Ukrainiens en âge de travailler résidant en Pologne occupent actuellement un emploi, contre 75 % des Polonais. Cet écart est étonnamment faible, compte tenu du fait qu'une part importante des migrants ukrainiens sont arrivés en Pologne au cours des trois dernières années et demie seulement, et que nombre d'entre eux sont des mères élevant des enfants. En 2024, les Ukrainiens ont contribué à hauteur de 2,7 % au PIB polonais. Ils ont augmenté les recettes budgétaires de la Pologne de plus de 15 milliards de zlotys, indique Marta Nowak. Ces chiffres, affirme-t-elle, ne confirment en rien les discours anti-ukrainiens de la droite polonaise. Ignacy Józwiak partage cet avis et estime également que de telles données peuvent mettre à jour les mensonges éhontés de l'extrême droite. «Mais je perçois personnellement le danger d'un tel discours, associé

à une déshumanisation des migrants. On peut dire que les Ukrainiens et les autres migrants sont utiles à notre économie, qu'ils donnent plus qu'ils ne reçoivent. Mais qu'en est-il si l'on imagine qu'il s'agit d'une personne incapable de travailler? Par exemple, les retraités ukrainiens, nombreux en Pologne, ou les mères célibataires avec plusieurs enfants?», souligne le chercheur. La décision du gouvernement de lier les allocations familiales à l'emploi est finalement devenue, selon lui, l'une des conséquences de cette attitude envers les Ukrainiens contraints de fuir la guerre. «Le soutien aux réfugiés ne devrait pas être conditionné par des avantages sociaux. Personnellement, en tant que chercheuse spécialisée dans les migrations et personne ayant une attitude positive envers les migrants et la société ukrainienne, ce discours me paraît très problématique. Car le soutien et la solidarité devraient s'adresser à tous ceux qui en ont besoin, et non reposer sur le fait que la société d'accueil en tire profit», explique la chercheuse polonaise. En fin de compte, malgré les divergences de politiques et de discours, la Slovaquie, la Roumanie et la Pologne demeurent partie intégrante d'un espace européen commun, de plus en plus liée à l'Ukraine. Pour certains, le partenariat avec Kyiv représente une opportunité économique, pour d'autres, une question de sécurité ou d'identité historique. La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a profondément bouleversé la politique régionale et en déterminera l'avenir. La capacité des sociétés à maintenir leur solidarité constituera une victoire majeure dans ce processus complexe.



Les problèmes de l'agression contre le Venezuela

Maksym Romanenko¹

Le matin du 3 janvier marque le début d'une vaste offensive contre la démocratie et la paix relative des peuples d'Amérique latine – et bien au-delà. Les événements en Venezuela, où, après une opération militaire américaine, le président Nicolas Maduro a été capturé et l'état d'urgence avec mobilisation a été déclaré, sont une nouvelle manifestation de l'intensification de la confrontation impérialiste, dont les conséquences seront ressenties par des millions de personnes à travers tout le continent.

Les actions de l'administration Donald Trump ne peuvent être considérées comme un incident isolé ou une «réponse forcée» à la crise. Comme auparavant – des bombardements de petits navires dans les Caraïbes et l'océan Pacifique au blocus punitif – il s'agit d'une démonstration de force et de la volonté totale des États-Unis de recourir à la violence sans procès, sans enquête et sans aucun respect du droit international. Des prétextes tels que la lutte contre le trafic de drogue et les cartels sont utilisés pour légitimer l'agression. Jusqu'à récemment, la majeure partie des sources de fabrication

de la drogue² est en Chine. La part du trafic de drogue transitant par le territoire vénézuélien représente un pourcentage négligeable par rapport à celle d'autres pays de la région et aux voies maritimes.

Les excuses invoquant la lutte contre un «gouvernement lié aux cartels de la drogue» semblent particulièrement cyniques dans le contexte de la récente amnistie accordée par Trump à l'ancien président hondurien de droite Hernández, condamné à une lourde peine pour son implication dans le trafic de cocaïne, mais qu'il a libéré afin d'aider ses alliés lors des dernières élections. Comme dans le cas de la «lutte contre le terrorisme», l'objectif réel n'est pas de protéger, mais le contrôle des ressources pétrolières et minérales et la mise en place d'un régime loyal à Washington.

Dans le même temps, il faut appeler les choses par leur nom : le régime de Nicolás Maduro est autoritaire, répressif et profondément corrompu. Il n'a rien à voir avec la démocratie socialiste, même s'il se cache derrière l'héritage d'Hugo Chávez et la rhétorique bolivarienne. Avec les sanctions destructrices des États-Unis, c'est précisément la politique du gouvernement Maduro qui est responsable de l'effondrement économique, de la catastrophe sociale, des exécutions extrajudiciaires, de la malnutrition et de l'émigration massive de millions de Vénézuélien·nes. Les dirigeants maduristes ont réduit à néant les acquis des mouvements de masse et les programmes sociaux de l'époque de Chávez, discréditant ainsi l'idée de gauche

1. Publié sur le site du [Sotsialnyi Rukh](#). Kharkiv, 3 janvier 2025.

2. NDT. Il s'agit ici du fentanyl.

dans la région. Parasitant la population, le régime se maintient grâce aux forces de sécurité, à la restriction des libertés et au soutien extérieur, principalement de la Russie.

C'est précisément le Kremlin qui est devenu l'un des principaux alliés de Caracas dans le maintien d'un modèle autoritaire de pouvoir. Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, s'est rendu à plusieurs reprises au Venezuela, notamment en avril 2023, dans le cadre d'une tournée en Brésil, au Venezuela, au Nicaragua et à Cuba, dans le but de mobiliser un soutien politique à la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Bien qu'il ne soit pas aussi détesté que Daniel Ortega, le traître de la révolution sandiniste au Nicaragua, le président Maduro a déclaré dès le début de l'invasion à grande échelle son «soutien total» à la Russie, et les institutions étatiques et les médias ont activement promu l'interprétation des événements par le Kremlin.

Cependant, assimiler le régime Maduro à la société vénézuélienne serait une grave erreur.

Malgré une propagande massive, la majorité des Vénézuéliens n'ont pas adhéré aux discours pro-russes. Dès les premiers jours de l'invasion russe en Ukraine en 2022, les gens sont descendus dans la rue pour protester contre l'agression, dans un pays où les manifestations sont régulièrement criminalisées et dispersées. Les Vénézuéliens brandissaient des drapeaux ukrainiens, scandaient «Stop Poutine» et critiquaient ouvertement l'alliance de leur gouvernement avec le Kremlin.

Cette solidarité avec l'Ukraine a des racines profondes. Depuis l'époque de l'Euromaïdan,

de nombreux Vénézuéliens considèrent la lutte ukrainienne comme leur étant proche et compréhensible: une lutte contre un pouvoir corrompu, le contrôle étatique et l'autoritarisme. La sympathie envers l'Ukraine ne provient pas seulement d'un sentiment antiguerre, mais aussi d'un rejet de toute influence étrangère, qui est déterminante pour la survie du régime de Maduro, tout comme pour celle du régime de Vladimir Poutine – tous deux faisant l'objet d'une enquête de la Cour pénale internationale.

Depuis 1999, l'Ukraine et le Venezuela ont noué des relations amicales, qui ont commencé à se développer sous l'égide du ministre ukrainien des affaires étrangères Boris Tarasyuk, qui avait été reçu par le président vénézuélien de l'époque, Hugo Chávez. Il est à noter que le consul vénézuélien en Russie à l'époque de Chávez, José David Chaparro, a rejoint en 2022 la Légion internationale de défense territoriale de l'Ukraine et s'est occupé de la reconstruction des villes détruites par les troupes russes.

C'est pourquoi l'agression actuelle des États-Unis ne peut être justifiée, même par les critiques de Maduro. En proclamant dans sa récente «Stratégie de sécurité nationale» son intention de ramener l'Amérique latine et les Caraïbes au rôle d'«arrière-cour» subordonnée, dans l'esprit de la «doctrine Monroe», l'impérialisme américain cherche à «nettoyer» la région de tout régime qui ne correspond pas à ses intérêts économiques et géopolitiques, tout en renforçant les forces d'extrême droite.

L'isolement du gouvernement progressiste colombien et les menaces qui pèsent sur un gouvernement similaire au Mexique, le







renforcement de l'alliance avec le régime d'extrême droite en Argentine aux frais des contribuables américains, le soutien aux revanchistes néofascistes au Brésil, avec à leur tête Jair Bolsonaro, l'utilisation de la tristement célèbre mega-prison du régime répressif de Bukele au Salvador pour détenir les personnes expulsées des États-Unis – tout cela fait partie d'une stratégie visant à rétablir l'hégémonie de Washington en Amérique latine. Il est significatif que, lors du précédent mandat de Trump, les affaires vénézuéliennes aient été supervisées par le même Elliot Abrams, responsable de la formation, à l'époque de Reagan, des «escadrons de la mort» des dictatures anticomunistes, qui ont commis plus de 90 % des crimes des guerres civiles dans les États d'Amérique centrale, comme le meurtre d'un millier d'habitants du village de Mosote au Salvador.

Un «changement de régime» imposé de l'extérieur ne fera qu'aggraver la catastrophe sociale. Tout comme la politique raciste de Trump à l'égard des réfugiés vénézuéliens, cette guerre s'inscrit dans la continuité d'une politique de mépris de la vie humaine. Même si elle ne fait pas de victimes directes (l'invasion des Marines américains en 1989 pour renverser le dictateur et narcotraffiquant Noriega, qui était encore peu un client de la CIA dans la lutte contre les mouvements révolutionnaires de la région, a fait au moins une centaine de morts parmi les civils), la déstabilisation extérieure entraînera de nouveaux bouleversements internes.

De plus, l'émergence de l'aile «trumpiste» de l'opposition représente également un danger. Tout comme Maduro est une caricature

du socialisme, le cours ultradroite et ultracapitaliste de María Corina Machado est une caricature du mouvement démocratique. Après avoir reçu le prix Nobel de la paix, elle a souligné à plusieurs reprises qu'elle préférerait le remettre à Trump et qu'elle soutiendrait son intervention contre son propre pays. En revanche, l'opposition de gauche au madurisme, qui rassemble de plus en plus les derniers partisans déçus de la révolution bolivarienne, insiste sur l'inacceptabilité d'un scénario militaire et sur le fait que le sort du Venezuela doit être décidé par les Vénézuélien·nes eux·elles-mêmes, et non par les dirigeants impérialistes.

La lutte contre la dictature de Maduro et la lutte contre l'impérialisme américain ne sont pas contradictoires. Ce sont les deux facettes d'un même combat, dans lequel les peuples deviennent les victimes des jeux géopolitiques. C'est pourquoi il est nécessaire aujourd'hui de parler de solidarité avec la population vénézuélienne, la même solidarité que les Vénézuéliens ont manifestée envers l'Ukraine dans sa résistance à l'agression russe.

Le peuple vénézuélien lutte contre le joug impérialiste et est victime du régime prédateur de Maduro.



Sati (Lana Chornogorska)

Blakploshad¹

Anarchiste queer, militante culturelle, musicienne et ancienne journaliste du magazine de gauche *Luk*, Lana «Sati» Chornogorska est morte au combat le 1^{er} janvier 2026. Elle avait 25 ans.

En 2024, elle s'est engagée volontairement dans l'armée ukrainienne et a servi dans l'unité Udachniki, sous le nom de code «Sati». Elle a suivi une formation militaire et a accompli d'importantes missions de combat sur le front en tant qu'opératrice de drones.

Selon l'unité Udachniki dans laquelle Lana servait, elle était une soldate loyale, une personne de principes et une véritable amie. Sati s'occupait de la préparation des drones, les contrôlait dans des conditions de combat et remplissait des fonctions de navigatrice. En outre, elle combinait son service militaire avec des activités artistiques et culturelles.

Soutenez la famille de Lana

<https://t.me/blackploshad/1086?single>



1. Source «blakploshad» (t.me), 3 janvier 2026, traduction RESU-Belgique.

PENDANT LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE

Chronique des événements courants

Correspondants

28 NOVEMBRE

Loutsk : festival féministe

Le 28 novembre, le 2^e festival du mouvement féministe Ploménisty, en soutien aux femmes victimes de violences conjugales, s'est tenu dans l'espace commercial situé au 2, rue Pyatnytska hirka à Loutsk. Selon Zaryna Datsyk, la coorganisatrice de l'événement, le festival était organisé dans le cadre de la campagne panukrainienne « 16 jours contre la violence ». L'événement était axé sur l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. En 2025, le département régional de la protection sociale de la population a reçu plus de 2500 demandes. Dans la plupart des cas, il s'agit de femmes victimes de violences conjugales, a indiqué Oksana Gobod.

1^{ER} DÉCEMBRE

Odessa contre la violence domestique

L'événement « Lumière du souvenir : ensemble contre la violence » s'est tenu sur la place Grecque à Odessa, en hommage aux femmes décédées des suites de violences conjugales. Plus de 20 associations ont participé à l'événement. Cet événement s'inscrivait dans le cadre

de la campagne internationale « 16 jours contre la violence sexiste ». Les participantes ont allumé des bougies en hommage aux femmes victimes de violences conjugales. L'événement comprenait également l'installation de mannequins aux yeux bandés, vêtus des vêtements de victimes de violence conjugale. Selon Dmytro Lubinets, commissaire aux droits humains de la Verkhovna Rada, 90 000 cas de violence domestique ont été enregistrés en 2025. Environ 75 % d'entre eux concernaient des femmes.

2 DÉCEMBRE

Kharkiv : engagement syndical pour l'égalité des sexes

Dans le cadre de la campagne mondiale « 16 jours contre la violence domestique », un événement éducatif a été organisé au Collège professionnel des sports de Kharkiv, où la principale branche du Syndicat libre de l'éducation et des sciences d'Ukraine (VPONU-KVPU) est active, avec les élèves de 7^e A, 10^e B et 11^e B du département de football – une discussion ouverte sur le thème « La société moderne a-t-elle besoin de l'égalité des sexes ? ». L'objectif de cet événement était de développer chez les adolescents une compréhension consciente de l'égalité, du respect et du soutien mutuel entre garçons et filles, une culture du comportement et de la responsabilité, ainsi que la capacité de considérer chaque personne, quel que soit son sexe, comme un partenaire, un camarade et une personne à part entière.

KVPU



Colère sociale à Marioupol

Les habitants de Marioupol publient massivement des messages vidéo adressés au dirigeant russe Vladimir Poutine à la veille de sa «ligne directe» de décembre. Les personnes désespérées espèrent en vain susciter une réaction face à la violation de leurs droits fondamentaux. Parmi elles, les habitants de l'immeuble situé au 63, rue Moskovska. Selon les habitants, leur immeuble a été démoli au début de l'année 2023. On leur a assuré qu'après la «reconstruction», ils recevraient de nouveaux appartements. Cependant, l'administration d'occupation a construit à sa place un immeuble de plusieurs étages destiné à la vente. Les habitants de Marioupol se sont vus refuser toute compensation. Ils et elles ont enregistré un message vidéo. Les occupants russifient la ville, construisant des logements commerciaux destinés à la vente aux Russes, et «expulsent» la population locale de sa ville natale.

4 DÉCEMBRE

Scandale sanitaire à Zaporijia

Le personnel soignant du Centre régional de traitement et de diagnostic des maladies pulmonaires de Zaporijia s'oppose à la réorganisation de leur institution qui implique de rattacher le centre à un dispensaire psychoneurologique - une décision qui, selon les médecins, pourrait entraîner la disparition d'une institution unique en pleine épidémie de tuberculose. Pour l'infirmière anesthésiste Iryna Slatvytska, «cette réduction pourrait entraîner une augmentation de la morbidité chez les civils et

les militaires, ce qui affecterait également les capacités de défense de l'État».

[Soyez comme nous sommes](#)

6 DÉCEMBRE 2025

Encore un problème d'abris

À Ternopil, des familles de soldats se sont plaintes de ne pas avoir été autorisées à entrer dans l'abri du commissariat Berezil, situé au 6 rue Myru, pendant le raid aérien. Des animations pour les enfants et les épouses de nos défenseurs, à l'occasion de la Saint-Nicolas, devaient avoir lieu au centre communautaire Berezil. L'incident s'est produit le samedi 6 décembre. L'épouse d'un militaire a raconté l'incident: «Nous sommes arrivés au spectacle de Berezil à midi. Après le déclenchement de l'alarme, l'administration a interdit l'accès au refuge aux parents accompagnés d'enfants. Ils ont déclaré: que c'était "réservé au personnel de Berezil". Lorsque j'ai expliqué que je resterais à l'intérieur avec mes enfants, un employé m'a autorisée à descendre. J'y ai trouvé des couloirs vides avec des bancs.»

7 DÉCEMBRE 2025

Manifestation à Poltava

Rue Sobornosti, les habitants sont descendus dans la rue avec des affiches et des slogans ils sont privés d'eau courante depuis le 4 décembre. Les habitants de Poltava tentent ainsi d'attirer l'attention des services municipaux sur leur problème d'approvisionnement en eau. Ils affirment avoir contacté à plusieurs reprises le

service des eaux de Poltava (Poltavavodokanal), mais sans succès. D'après les riverains, Poltavavodokanal n'a procédé à aucune réparation ni assuré la distribution d'eau pendant cette période. Ils affirment également que les services d'urgence se déchargent de leur responsabilité sur les réparations, leur proposant de les effectuer à leurs propres frais. Dans cette même ville le 6 novembre, une manifestation a eu lieu dans le centre de Poltava, au cours de laquelle des retraités militaires ont bloqué la circulation. Ils protestaient contre le non-respect des décisions de justice concernant leurs pensions et le non-versement des sommes qui leur étaient dues.



8 DÉCEMBRE

Manif féministe à Lviv

L'Atelier féministe a organisé une manifestation pour les droits des femmes intitulée «Je la crois» dans le centre de Lviv dans le cadre de

la campagne internationale «6 jours contre la violence sexiste». L'objectif de cet événement était d'attirer l'attention sur le problème de la violence sexiste sous toutes ses formes et de souligner l'importance de soutenir les femmes victimes de violence. Les organisatrices ont mis l'accent sur le principe «Je la crois» en réponse à la culture de la honte, du silence et du blâme des victimes. Les participantes ont défilé dans les rues du centre-ville avec des pancartes et des slogans tels que «Je la crois», «La sécurité des femmes est toujours d'actualité», «Le silence n'est pas un consentement», «La violence n'est pas une tradition», «Ne blâmez pas la victime - Ne soyez pas comme Trump à propos de l'Ukraine» et «Protégez les victimes, punissez les auteurs». Au cours de la manifestation, les militantes ont souligné l'aggravation du problème de la violence sexiste dans le contexte des défis posés par l'invasion à grande échelle, l'importance de respecter le principe de «croire les victimes», de garantir des enquêtes transparentes et équitables sur les cas de violence et la punition de leurs auteurs.

Mineurs : salaires bloqués

En raison du blocage des comptes des entreprises charbonnières publiques ukrainiennes par l'administration fiscale ukrainienne et ses branches régionales, les mineurs sont privés de salaire depuis deux mois, laissant leurs familles sans moyens de subsistance. Selon les données opérationnelles du ministère de l'énergie, au 9 décembre de cette année, les arriérés de salaire des mineurs des entreprises charbonnières publiques s'élevaient à plus de 860 millions

d'euros. Le non-paiement des salaires a un impact négatif non seulement sur le climat et le moral des équipes de travail, mais aussi sur la situation socio-économique des villes minières, où les entreprises charbonnières sont les principaux moteurs de l'économie. La KVPU attire l'attention de la cheffe du gouvernement sur le fait qu'au début de la période hivernale, dans un contexte de guerre totale, les réserves de charbon des entreprises énergétiques ont diminué de près d'un million de tonnes par rapport à l'année dernière. En raison du blocage des comptes, les mines publiques se trouvent au bord de l'arrêt complet. Ils demandent donc que des mesures urgentes soient prises pour débloquer les comptes des entreprises charbonnières et garantir le paiement intégral des salaires dus et courants à tous les employés.

KVPU

11 DÉCEMBRE

Droits du soldat

Une unité militaire a refusé de verser sa prime exceptionnelle (1 million de hryvnias) à un soldat qui, au début d'un conflit armé, avait signé un contrat avant l'âge de 25 ans et participé aux hostilités. Le soldat a obtenu gain de cause devant le tribunal administratif du district de Volhynie, qui a condamné l'unité à lui verser 1 million de hryvnias.

Volyn : plus de 19 000 enfants privés de repas chauds.

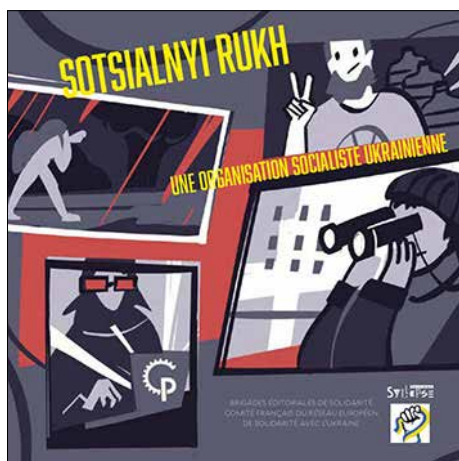
Les écoles et les établissements d'enseignement professionnel du district de Kamin-Kashyr

ont suspendu la distribution de repas aux enfants ayant le statut de victimes de la catastrophe de Tchernobyl depuis le 11 décembre. Cette mesure est due à l'épuisement total des fonds alloués par l'État à ces besoins. Selon un responsable, un appel d'offres public d'un montant de 69,4 millions de hryvnias a été lancé en début d'année, mais les fonds alloués se sont avérés insuffisants en fin d'année. Afin d'assurer la continuité de l'approvisionnement alimentaire, le département a annoncé un nouvel appel d'offres de 17,3 millions de hryvnias, mais le ministère des Affaires sociales n'a pas débloqué les fonds.

Solidarité internationaliste entre cheminots

À la suite de la campagne de financement organisée par Sud-Rail pour soutenir les cheminots de Kryvyi Rih, Vyacheslav Federenko, président du syndicat des cheminots KVPU de cette ville à 60 km du front, a envoyé ce message et des photos à ses collègues cheminots en France. Sud-Rail est membre du syndicat français l'Union syndicale Solidaires.: «Au nom du personnel ferroviaire de la région de Kryvyi Rih, je tiens à remercier Sud-Rail pour la station de recharge. La station de recharge stocke l'électricité dans des batteries et, en cas de coupure de courant, elle peut être utilisée pour alimenter des appareils. La principale caractéristique de l'organisation syndicale PPO VPZU KLD est la défense des droits des cheminots devant les tribunaux. C'est pourquoi le fonctionnement stable et continu des ordinateurs, des imprimantes, des connexions Internet et des

communications téléphoniques est notre outil de travail, que nous utilisons contre la classe exploiteuse dans le but d'améliorer la situation des travailleurs. Votre contribution permettra de récupérer 1 000 000 de hryvnias d'arriérés de salaire. Nous vous remercions pour votre solidarité et votre soutien.»



14 DÉCEMBRE

Pour une augmentation du salaire des militaires

Les habitants de Lviv se sont rassemblés pour manifester et réclamer une augmentation de salaire pour les militaires. Leur principale revendication est la modification de la loi de finances de l'État ukrainien pour 2026. Une trentaine de personnes ont apporté des pancartes avec des inscriptions telles que «Un salaire décent – Une défense décente», «Les militaires méritent mieux», etc.

17 DÉCEMBRE

Mauvaises prothèses

À Tchernivtsi, des vétérans accusent une entreprise privée de Lviv de fabriquer des prothèses de mauvaise qualité. Ils ont saisi le parquet général, le Bureau national d'enquête sur les fraudes (NABU) et le Bureau de la sécurité économique (BES). Ils affirment que la société Ortotop fabrique des prothèses de mauvaise qualité ou qu'elle prétend leur attribuer alors qu'ils ne les reçoivent jamais. Le représentant de l'entreprise réfute ces accusations. Le parquet de Bucovine a ouvert une enquête A Dnipro, l'année dernière, une entreprise de prothèses avait été privatisée. Les anciens combattants et les patients de l'entreprise de prothèses avaient publié des appels au Fonds des biens de l'État et au gouvernement pour demander la suspension de la procédure.

Contre la spoliation des biens syndicaux

Aujourd'hui, 17 décembre 2025, des représentants des syndicats de Kyiv de la confédération syndicale FPU (3 millions de membres) ont tenu un rassemblement pacifique devant les murs de la Cour d'appel commerciale du Nord – pour soutenir un examen équitable de l'affaire n° 910/3020/23, qui concerne la restitution de la propriété légale aux syndicats de la région de Lviv (Bâtiment des syndicats à Lviv, 7 av. Chevtchenko). Ce jour, le tribunal administratif général (PAGS) poursuit l'examen du dossier, entamé le 3 novembre dernier, à la lumière de nouveaux éléments. Il doit procéder à l'étude de nouveaux documents et vérifier les

faits présentés par l'Association des syndicats de la région de Lviv. Durant l'action, les participants exigent: 1) Une audience équitable et objective; 2) retour du bâtiment des syndicats de Lviv (7 av. Chevtchenko) à la propriété de l'Association des syndicats de la région de Lviv.

FPU

22 DÉCEMBRE

« Nous défendons nos droits »

Un conflit oppose à nouveau les ambulanciers de Poltava et la direction, et l'affaire est désormais portée devant les tribunaux. Une employée du centre d'appels a été sanctionnée. Les représentants du syndicat contestent cette sanction: ils affirment que les faits ne correspondent pas à la version officielle. De plus, selon eux, l'équipe subit une pression constante de la part de la direction, ce qui crée un contexte propice aux erreurs et aux sanctions. Selon Oksana Svyrenko, ambulancière de la brigade de Kremenchuk et responsable de l'organisation syndicale «Travailleurs médicaux libres d'Ukraine» du centre de soins médicaux d'urgence de Poltava, une ambulancière, et membre d'un syndicat libre, a reçu un avertissement de la direction. Il semblerait que cette femme, très fatiguée et souffrante, ait demandé à une collègue de la remplacer et soit allée prendre un médicament. Sa collègue n'a pas eu le temps de répondre à un appel. Elle a immédiatement rappelé, et une ambulance est intervenue et les secours sont arrivés. Cependant, l'appel manqué a été enregistré. La femme qui avait accepté de remplacer sa collègue a reconnu sa faute

et a accepté l'avertissement. C'est pourtant une autre employée qui l'a reçu. «Nous défendons nos droits», disent les ambulanciers de Poltava.

26 DÉCEMBRE

« Nous demandons instamment à l'État d'intervenir »

Le directeur du Centre humanitaire de coordination Yevhen Kolyada, a appelé le gouvernement à examiner les propositions de résolution n° 604 sur l'indemnisation des familles des volontaires décédés. D'après des données préliminaires, 133 volontaires sont décédés des suites d'attaques russes en 2025. En vertu de la résolution gouvernementale n° 604, leurs familles ne peuvent prétendre à aucune indemnisation de l'État. Ce document stipule que seul le chef d'une unité militaire ou d'une autre formation militaire peut attester des activités d'un volontaire et des préjudices subis lors de ces activités. Or, les statistiques ne recensent que les militaires décédés. «J'ai une question: où est l'État? Que fait-il? J'en appelle aujourd'hui au gouvernement, aux représentants des ministères», a déclaré Yevhen Kolyada dans un message vidéo. «Il y a une guerre, c'est difficile pour tout le monde, mais les bénévoles font leur travail chaque jour - un travail que personne d'autre ne fait. Ils sauvent des milliers de vies, des milliers de personnes. Et je demande vraiment à l'État de faire son travail - de tenir la promesse faite il y a un an, de prendre cette résolution et de répondre à toutes les familles des bénévoles décédés, avec lesquelles nous sommes constamment en contact. C'est important!»

3 JANVIER 2026

Boycott à Potlava

À Poltava, le nombre de passagers dans les minibus a diminué suite à la hausse des tarifs. Les habitants boycottent les transports privés, ils attendent les trolleybus municipaux ou empruntent des lignes où le tarif reste plus bas. « Je ne compte pas payer 15 hryvnias. J'attendrai le trolleybus. C'est cher et le service est déplorable. Vous savez, la plupart des conducteurs sont très agressifs, ils téléphonent parfois, profèrent des grossièretés et ne font pas attention aux passagers. Il est très rare, très rare, de trouver des conducteurs polis », a déclaré Tamara Sharpilo, une passagère.



5 JANVIER

Arriérés de salaires

Selon le département des statistiques de Tchernihiv, au 1^{er} décembre 2025, les arriérés de salaires s'élevaient à 15 905 200 hryvnias [320 000 euros]. Sur ce montant, plus de sept millions de hryvnias concernaient les années précédentes. La majeure partie de la dette totale, soit plus de 12 millions de hryvnias, concerne le secteur de l'industrie de transformation. Près de deux millions de hryvnias concernent le secteur de l'administration et des services. Des dettes vis-à-vis des salarié-es existent également dans les secteurs du commerce, de l'hébergement, de la restauration et des services sociaux.



PRISES DE POSITION

Pourquoi les socialistes doivent soutenir l'Ukraine

Entretien avec Tanya Vyhovsky¹

Dans son propos préliminaire, John Reimann, souligne qu'un «nouveau mouvement socialiste est en train de naître» et qu'il est donc «important que ce mouvement démarre sur de bonnes bases». Pour des raisons de place, nous avons choisi de ne publier dans ces colonnes que les parties de l'entretien qui concernent l'invasion de l'Ukraine par la Russie dont John Reimann rappelle que c'est l'une des questions qui a suscité «une grande confusion» à gauche. L'entièreté de l'entretien peut être visionnée en cliquant [ici](#).



Le Vermont fait partie des États-Unis. Et les États-Unis font partie du monde, c'est pourquoi je sais que vous vous êtes exprimée sur plusieurs questions internationales. Vous vous êtes notamment prononcé très fermement sur la question du génocide israélien, et je tiens à vous en féliciter. Vous vous êtes également exprimée sur la question de l'Ukraine. Pourriez-vous tout d'abord nous expliquer ce qui vous a amenée à vous intéresser à cette question, pourquoi vous la considérez comme si importante ?

1. Tanya Vyhovsky est sénatrice démocrate socialiste de l'État du Vermont (États-Unis). Elle a été interviewée en novembre dernier par John Reimann, un des animateurs du site d'Oakland Socialist.

Eh bien, c'est à la fois personnel et politique. L'une des raisons pour lesquelles je trouve personnellement cette question extrêmement importante est que je suis ukrainienne-américaine. J'ai des ami·es et de la famille en Ukraine, c'est donc très personnel, mais d'un point de vue politique et d'un point de vue de la politique mondiale, l'impérialisme est mauvais, peu importe qui le pratique. Et quand je regarde, vous savez, tout l'impérialisme occidental contre lequel je me suis exprimée, et quand je regarde toutes les puissances impérialistes à travers le monde qui tentent de prendre le contrôle de la vie et des nations d'autres peuples, la Russie n'est pas différente. C'est ce qui se passe là-bas. Nous sommes confrontés à l'impérialisme oriental, et l'Ukraine a une longue histoire de lutte contre l'impérialisme russe. En particulier, je considère également, comme vous l'avez souligné, que le Vermont fait partie du monde, tout comme l'Ukraine, et que l'Ukraine fait partie de l'Europe. Et je considère que si l'on permet à la Russie de violer le droit international, de violer les frontières souveraines, de violer les droits des personnes qui vivent en Ukraine, cela constitue une menace pour la démocratie mondiale et, à mes yeux, cela nuit gravement à la démocratie et aux droits humains.

Que pensez-vous de l'argument selon lequel la Russie a envahi l'Ukraine en raison de la menace que représente l'OTAN ?

Eh bien, je pense que c'est vraiment un argument qui ne tient pas compte de l'histoire, qui ne tient pas compte des actions de la Russie,

vous savez, dans l'histoire récente et dans l'histoire à plus long terme, ou des propos tenus par les Russes. Nous avons entendu l'administration Poutine déclarer que seule la disparition totale de l'Ukraine serait acceptable à ses yeux. Pour moi, cela relève davantage d'un comportement génocidaire et d'une volonté d'effacer une population que d'une menace de l'OTAN. Et franchement, rien n'a autant contribué à l'expansion de l'OTAN que cette invasion russe de l'Ukraine. Je pense donc qu'il s'agit d'un argument superficiel qui ignore l'histoire et les actions présentes.

Vous étiez donc récemment en Ukraine. Quand exactement y étiez-vous ? Et parlez-nous de votre visite.

J'étais là-bas en août [2025]. J'ai rencontré des militant·es de gauche, des socialistes et des syndicalistes, vous savez, des personnes qui sont ou étaient assez critiques à l'égard du gouvernement en raison de sa politique néolibérale, mais qui reconnaissent que dans leur lutte pour la souveraineté et la liberté, et au milieu d'une guerre sur ce front, il fait à bien des égards un travail raisonnable pour défendre l'indépendance et la souveraineté. Je pense donc que je dois considérer les choses sous l'angle de celles et ceux qui m'ont demandé d'y aller, de celles et ceux que j'ai rencontré·es, mais ce que j'ai entendu, vous savez, de la part de presque toutes les personnes à qui j'ai parlé, c'est que le peuple ukrainien est incroyablement attaché à sa souveraineté. Il ne croit pas que l'occupation soit un accord de paix, et cela inclut l'occupation de

la Crimée. Cela inclut l'occupation du Donbass, et pour elles et pour eux, la seule paix juste est que la Russie rentre chez elle. J'ai parlé à des personnes qui sont venues de la ligne de front pour me rencontrer et me parler. Et vous savez, ce que j'ai entendu de leur part, c'est que si un accord est conclu qui nous oblige à accepter l'occupation, il pourrait y avoir une révolte au sein des forces armées, car ce n'est pas pour cela que nous nous battons.

J'ai entendu les Ukrainien·ne et les membres des forces armées ukrainiennes que j'ai rencontrés dire qu'elles et ils étaient fatigués, mais qu'elles et ils n'étaient pas brisés et qu'elles et ils n'étaient pas prêts à céder face à une puissance impérialiste. Et je pense encore une fois, à court terme, que les Ukrainien·nes comprennent que si elles et ils sont contraints d'accepter une nouvelle occupation par la Russie, cela ne mettra qu'une pause à l'invasion, sans y mettre fin. Nous savons que lors de l'invasion et de l'occupation de la Crimée, la communauté internationale a dit : « D'accord, mais pas plus que la Crimée. » Et ce qui s'est passé, c'est que quelques années plus tard, la Russie est revenue pour en prendre davantage, parce que, bien sûr, c'est ce qu'elle a fait. Nous savons également, grâce aux témoignages des personnes vivant en Crimée, à quel point il est horrible de vivre sous cette occupation. Et nous savons, grâce à l'histoire millénaire de l'Ukraine, que l'occupation russe n'a jamais rien apporté de bon aux Ukrainien·nes, ce qui me ramène à mon propos. Vous savez, l'occupation est un crime, peu importe qui occupe et qui est occupé.



Voilà donc un petit aperçu de ce que j'ai entendu. J'ai entendu beaucoup de projets vraiment incroyables, réfléchis et tournés vers l'avenir pour un avenir plus juste socialement pour l'Ukraine, qui privilégient les besoins du plus grand nombre plutôt que ceux d'une minorité ou des entreprises. J'ai été très impressionnée par la maturité du mouvement de gauche en Ukraine et par la façon dont ses membres sont connecté-es, travaillant sur différents domaines et réfléchissant au-delà de cette guerre, de cette invasion et de cette occupation, à une reconstruction de l'Ukraine plus verte, plus fondée sur la justice sociale et économique. J'ai rencontré le mouvement féministe et discuté avec ses membres de ce qu'elles font actuellement pour élargir l'accès aux soins de santé reproductive et le protéger à l'avenir, et comment ce mouvement soutient les femmes dans l'armée et quels sont ses espoirs au-delà de l'invasion pour les droits des LGBTQ. Et vous savez, c'est une façon tellement multifacette et réfléchie d'aborder la question « que faisons-nous actuellement face à cette guerre, et quels sont nos projets pour une Ukraine qui ne revienne pas au statu quo d'avant la guerre, mais qui se reconstruise plus forte et plus juste ». Les féministes m'ont expliqué comment elles travaillent avec des personnes qui font davantage de travail politique et comment elles collaborent avec les syndicats. Il y avait une telle interconnexion, ce qui manque souvent, selon moi, au mouvement de gauche américain, où nous sommes souvent très fracturé-es, très divisé-es, très centré-es sur des questions spécifiques. C'était vraiment réconfortant à voir.

À mon avis, ce qui se passe, c'est que la Russie a déclaré la guerre au peuple ukrainien.

Oui.

Et ce n'est pas si différent, en principe, de ce qu'Israël a fait à Gaza, la plus grande différence étant que Gaza n'a jamais eu de défense aérienne. Pouvez-vous nous parler un peu de ce que vous avez vu là-bas, des conséquences de ce que la Russie a fait en Ukraine ?

Évidemment, cela variait en fonction de l'endroit où je me trouvais. Quand j'étais à Kyiv, dans les principaux quartiers du centre-ville, vous savez, une grande partie des quartiers historiques du centre-ville étaient relativement épargnés. Mais cela ne signifie pas pour autant que les signes de la guerre n'étaient pas visibles. Toutes les fontaines étaient éteintes pour faire des économies. Toutes les statues étaient recouvertes et protégées par des sacs de sable, mais il n'était pas nécessaire de s'éloigner beaucoup du centre touristique et administratif pour trouver des immeubles bombardés. Je m'y trouvais quelques jours seulement après le bombardement d'un grand immeuble à Kyiv, et nous y sommes allé-es. On pouvait encore voir toutes les photos des personnes qui étaient mortes quelques jours auparavant, des enfants qui étaient morts quelques jours auparavant, ainsi que le mémorial qui leur était dédié. Et vous savez, ce bloc d'immeubles avait été touché et s'effondrait, il y avait un grand trou dans le sol, et à quelques portes de là, dans le même complexe immobilier, des gens vivaient encore. J'ai parlé aux élèves qui ne supportent pas les

motos électriques, ces motos qui émettent un vrombissement aigu, car cela ressemble au bruit d'une frappe de drone. Quand je suis allé à Kryvyi Rih, qui est beaucoup plus proche de la ligne de front, les enfants apprenaient dans des abris anti-aériens, car il était devenu trop difficile de les faire descendre à chaque raid aérien, alors ils ont simplement déplacé les écoles dans des abris anti-aériens. Les enfants apprennent donc sous terre, vous voyez. Les enseignant-es m'ont expliqué à quel point c'était difficile, car on entendait la classe voisine, tout étant très proche, et elles ou ils devaient enseigner par roulement afin que les enfants ne restent pas trop longtemps à l'école, car il n'y avait tout simplement pas assez de place dans les abris pour enseigner. J'ai visité un parc à Kryvyi Rih où, en avril, 19 personnes ont trouvé la mort, dont huit enfants. Ce parc se trouve en face d'une crèche, à côté d'un restaurant, et est entouré d'immeubles résidentiels. Il n'y a rien qui puisse être considéré comme une cible militaire, et pourtant les Russes ont utilisé des armes à sous-munitions, ce qui constitue un crime de guerre, peu importe contre qui elles sont utilisées, pour bombarder ce parc un vendredi soir, tuant 19 personnes, dont huit jeunes enfants. Le mémorial qui s'y trouve est incroyablement émouvant.

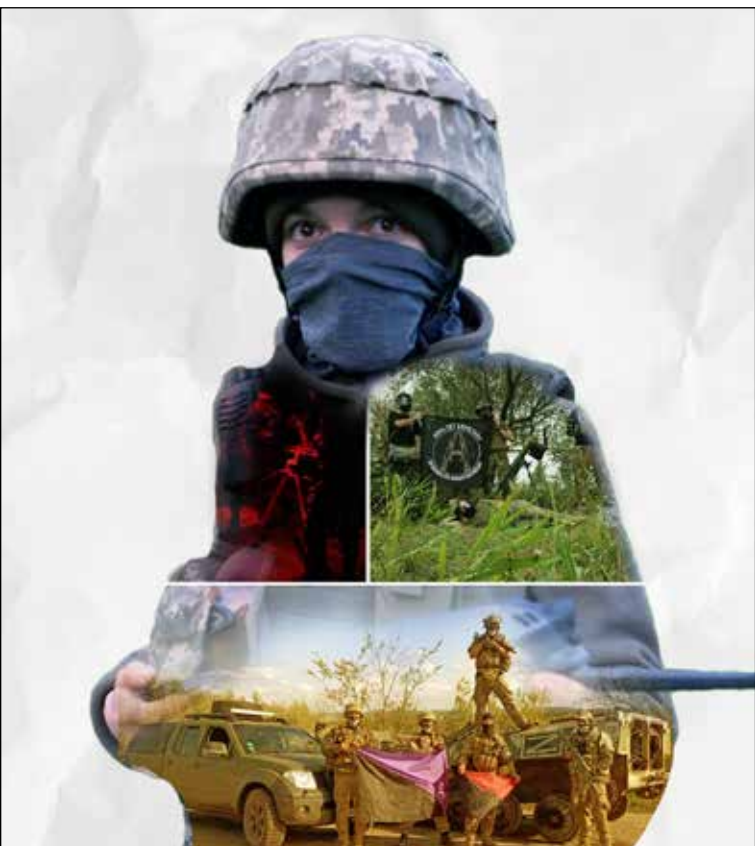
Avant ce voyage, je n'avais jamais vu les traces récentes d'un crime de guerre. Et à Dnipro, tout est protégé par des sacs de sable, et il y a des abris en béton à chaque coin de rue, où l'on peut se réfugier très rapidement en cas de raid aérien. Et trois heures seulement après mon départ de Dnipro, des missiles balistiques ont frappé des immeubles résidentiels. La majeure

partie de la ville était alors en feu, tandis que Lviv, à l'époque, était un peu moins régulièrement touchée. Mais cela a changé, le paysage a considérablement changé depuis que la Russie intensifie ses attaques quotidiennes à travers le pays. Ils ont frappé des trains de voyageurs/voyageuses. Ils ont frappé des hôpitaux. Ils visent clairement les civil-es et sèment la terreur.



C'est le peu que j'ai pu voir, mais cela a eu un impact sur la vie quotidienne de tous et toutes les Ukrainien·nes, de tous et toutes les citoyen·nes ukrainien·nes.

La première nuit, il y a eu des raids aériens nocturnes et j'ai passé un certain temps dans un abri. Le lendemain matin, j'avais une réunion à 9 heures, et vous savez, les sirènes d'alerte



aérienne se sont déclenchées. Je pense qu'elles ont retenti vers 2 heures du matin et qu'elles ont continué pendant environ deux heures et demie. Je n'ai pas passé tout ce temps dans l'abri, car j'avais des informations supplémentaires selon lesquelles le raid aérien se trouvait à environ un kilomètre et demi de l'endroit où je me trouvais, et que je pouvais donc remonter dans ma chambre en toute sécurité. Mais j'entendais les missiles tomber. Je pouvais entendre les raids aériens. Et le lendemain, quand je me suis levée et que j'ai mentionné que j'avais veillée tard et que j'étais un peu fatiguée, la personne qui m'attendait m'a dit que j'avais dû dormir pendant tout ce temps, parce que c'était quelque chose de très courant. J'ai discuté avec quelqu'un qui m'a expliqué comment elles ou ils calculaient : «Bon, il y a des raids aériens, est-ce que je vais aller travailler, est-ce que je vais aller à l'abri anti-bombes, est-ce que je dois emmener mon enfant à l'école ? Où est-ce que je vais faire réparer mes fenêtres qui ont été brisées la semaine dernière par le missile qui a frappé de l'autre côté de la rue ? » Il s'agit simplement de calculer comment vivre au quotidien alors que le ciel vous tombe sur la tête, car on ne peut pas vivre dans un état de panique et de terreur permanents, la vie doit continuer.

Vous êtes professionnelle de la santé mentale. Comment diriez-vous que cela a affecté la psyché collective ?

J'ai découvert un pays fatigué, mais qui n'est ni brisé ni vaincu, et qui s'est vraiment uni de manière innovante pour pouvoir continuer à

repousser un agresseur avec plus de personnes, plus de ressources, et qui a même réussi à passer à l'offensive pour obtenir un retrait tactique. J'ai parlé aux gens du changement dans la pensée et la politique internes de l'Ukraine, encore une fois, en particulier d'un point de vue de gauche, en raison de la guerre et de son impact, mais je pense que cela se ressent dans tout le pays. Je pense aux enfants qui étudient dans des abris ou aux enfants qui ont passé une grande partie de leur scolarité à distance parce que leurs écoles sont trop proches de la ligne de front ou se trouvent désormais dans des zones occupées. Et l'impact à long terme de ce traumatisme, qui est générationnel, je pense même à ma propre famille, ayant beaucoup appris sur le travail de mon grand-père pour l'indépendance de l'Ukraine lorsqu'il était jeune. Et, vous savez, pendant sa jeunesse et le début de son âge adulte, avant qu'il ne soit finalement contraint de quitter le pays. Et l'impact que cela a eu sur mon père, qui est né aux États-Unis, et même sur moi. Ce type de traumatisme à grande échelle laisse des traces pendant longtemps et de nombreuses façons différentes. Je ne pense donc pas que nous connaissons pleinement l'ampleur de l'impact collectif avant d'en avoir franchi le cap, de reconstruire et de recoller les morceaux.

Comme vous le savez, aux États-Unis, il existe un vaste mouvement de gauche en faveur de la Palestine. Et beaucoup de ces personnes ne voient pas le lien entre la Palestine et l'Ukraine, et en fait, elles ne soutiennent pas vraiment l'Ukraine. Comment expliqueriez-vous cela ?

C'est très difficile à expliquer, car, pour moi, c'est très clair. Encore une fois, c'est quelque chose de très personnel, et je pense que parfois, je l'ai expliqué comme étant en quelque sorte le contraire de l'exceptionnalisme américain. Vous savez, il y a des gens qui croient que les États-Unis sont les meilleurs au monde et que tout ce qu'ils font est formidable. Et à l'opposé, il y a celles et ceux qui croient que les États-Unis sont terribles et que tout ce dans quoi ils s'impliquent doit être horrible. Je pense que c'est en partie ce qui se passe ici. Je pense qu'il y a aussi un réel manque de compréhension de la longue histoire entre l'Ukraine et la Russie, et de la longue histoire de l'occupation ukrainienne par la Russie. Je pense qu'il y a cinq ans, beaucoup de personnes aux États-Unis n'auraient pas pu situer l'Ukraine sur une carte. Vous savez, c'est un peuple qui a été ignoré. Je veux dire, combien de fois, quand j'étais enfant, quelqu'un·e voyait mon nom et me disait : « Oh, c'est russe ? » Et je répondais : « Non, c'est ukrainien. » Et soit elles ou ils me regardaient bizarrement, soit elles ou ils disaient : « Oh, c'est la même chose », ce à quoi j'essayais souvent de leur expliquer que c'était en fait très offensant, que les Ukrainien·nes ne se considèrent pas comme russes et ne se sont jamais considérés·e comme tel·les. Je pense donc qu'il y a un manque de compréhension. Il y a un manque de contexte historique. Il y a un manque de reconnaissance du fait que, même si les États-Unis ne soutiennent peut-être pas l'Ukraine pour des raisons altruistes – je ne pense pas que ce soit le cas –, ce qui se passe en Ukraine est un génocide, c'est une occupation pure et simple, et



il y a des parallèles évidents (avec Gaza). Mais je pense qu'il est plus facile pour les personnes qui sont en colère contre l'impérialisme américain de regarder ce qui se passe en Israël et en Palestine et de dire : «Eh bien, les États-Unis financent Israël et la Palestine est occupée. Il est évident que nous devons nous ranger du côté de la Palestine», alors que lorsque l'on regarde ce qui se passe en Ukraine, l'Ukraine est occupée et l'impérialisme russe est à l'œuvre, mais les États-Unis ont soutenu l'Ukraine. Je pense donc qu'il est plus difficile pour beaucoup de gens, dans ce contexte supplémentaire, de tracer la ligne et de dire que c'est mal. Je pense également qu'une partie de la gauche considère la Russie comme une sorte d'utopie socialiste, ce qui n'est pas le cas. Il s'agit d'une dictature autoritaire qui est déterminée à restaurer l'Union soviétique et à occuper tous les pays qui faisaient partie de l'ancien empire, même à l'époque de l'ancienne Union soviétique. L'Empire russe. Je pense aussi qu'il y a un peu de cette idée selon laquelle «l'ennemi de mon ennemi est mon ami». Dans ce cas, nous aurions dû soutenir Hitler pendant la Seconde Guerre mondiale, car les États-Unis combattaient Hitler.

Quand vous êtes revenu d'Ukraine, en août, avez-vous eu des réunions ou des discussions avec vos électeurs/électrices et, je suppose, avec un groupe de partisan·es, au sujet de l'Ukraine, de votre expérience là-bas, etc. ? Comment cela s'est-il passé ?

J'ai organisé un certain nombre de réunions. En fait, samedi, je me rendrai à Albany pour

participer à une réunion afin de parler de mon expérience en Ukraine. Je ne me suis donc pas limitée à mes électeurs·trices. Samedi, je me rendrai à Albany, dans l'État de New York, et un événement local est prévu dans le Vermont... J'ai également organisé des événements virtuels afin que davantage de personnes puissent y participer. J'ai organisé un événement avec [la maison d'édition] Haymarket Books [...].

Comment cela s'est-il passé avec Haymarket Books ?

Ce fut une conversation vraiment passionnante, qui s'est déroulée en ligne. Ce qui était également très intéressant dans cette conversation, c'est que nous avons pu faire entendre la voix d'Ukrainien·nes vivant aux États-Unis, ainsi que celle de dissident·es russes qui ont fui la Russie en raison de leurs opinions de gauche, opposées à celles de Poutine. La conversation était très dynamique et, à mon avis, très percutante. Je suis heureuse d'avoir pu le faire et je suis heureuse que ces occasions continuent de se présenter pour moi, afin que je puisse aller parler à de nombreux groupes différents de cette expérience.

Avez-vous rencontré des réactions négatives de la part des personnes dont nous parlions ? Si oui, comment cela s'est-il passé ?

Pas vraiment. Il y avait certainement des personnes qui posaient des questions critiques, mais je n'ai pas rencontré de réactions négatives dans cet espace. Je ne sais pas trop pour quoi. En fait, j'ai trouvé que les gens voulaient

dialoguer honnêtement et mieux comprendre ce qui se passait. C'était mon espoir, vous savez, en partant, une partie de mon départ, comme je l'ai dit, était personnelle pour moi, et visait à renforcer la solidarité avec la gauche ukrainienne sur le terrain en Ukraine, mais une partie de ce travail consistait aussi à revenir ici et à rapporter ces histoires et cette expérience. Et je pense que l'espoir était que les personnes qui voulaient vraiment comprendre seraient celles qui viendraient à la table. Et jusqu'à présent, cela a été principalement mon expérience dans ces discussions, et j'espère que lorsque l'événement local du Vermont sera organisé, la discussion sera similaire.

Comment voyez-vous l'association entre Poutine et Trump influencer l'opinion ici sur la question de l'Ukraine ?

Cela dépend. Je rencontre encore des gens très intransigeants qui, selon moi, ne changeront pas d'avis, qui ont toujours été de gauche et qui disent : « Non. Sur ce point, Trump a raison. » Je me dis : « Attendez, quoi ? » Mais je pense que certaines ont changé d'avis. Vous savez, du genre : « Attendez une minute, cet horrible dictateur autoritaire qui a été élu aux États-Unis est maintenant aligné [sur Poutine] ? » Je pense que pour certaines, cela les a amenées à remettre en question leurs convictions antérieures, et pour d'autres, non.

En Europe, plusieurs voyages en Ukraine ont été organisés avec des syndicalistes, des socialistes, etc. Ici, c'est plus difficile en raison de la

distance, mais c'est tout de même possible. Je me demande ce que vous penseriez de la possibilité d'organiser quelque chose de ce genre.

J'adorerais organiser quelque chose comme ça, et je suis certaine que mes ami·es et mes contacts en Ukraine seraient ravi·es, et accueilleraient volontiers un groupe plus important. Je pense que ce serait incroyable de faire quelque chose comme ça, et je voudrais être attentive et prudente pour m'assurer que nous emmenons des personnes qui veulent construire la solidarité et qui ne veulent pas simplement aller là-bas pour raconter, provoquer de l'angoisse, car le peuple ukrainien a déjà assez à faire avec les bombes qui tombent du ciel. Mais je pense que ce serait absolument incroyable de réunir un groupe de personnes ouvertes d'esprit pour aller apprendre et faire ce type de travail de solidarité. Je pense qu'à l'heure actuelle, que cela nous plaise ou non, nous vivons dans un monde globalisé, et la montée de l'autoritarisme mondial est sous nos yeux, et je ne sais pas si nous pouvons le combattre sans construire également une solidarité mondiale de la classe ouvrière. Et par où commencer, si ce n'est par les personnes visées ?

Si le gouvernement américain et d'autres cessaient d'envoyer des armes à l'Ukraine, cela ouvrirait grand la porte au reste de l'invasion. Mais cela ne suffit pas. La question est donc de savoir comment nous pouvons construire une sorte de solidarité entre travailleurs/travailleuses et créer un mouvement de la classe ouvrière pour soutenir l'Ukraine et celles et

ceux qui s'opposent à l'invasion en Russie, ainsi qu'ailleurs. Nous savons que Poutine exerce désormais une influence dans toute l'Europe. Vous savez, à la fois en développant le soutien à la Russie et en s'associant à la construction d'un mouvement d'extrême droite tel que l'AfD en Allemagne. Je serais donc intéressé de connaître votre opinion sur toute cette série de questions.



Tout à fait. Je pense que nous établissons des liens entre les travailleur·euses, syndicat par syndicat et travailleur·euse par travailleur·euses. Je pense qu'un voyage comme celui que vous décrivez s'inscrit dans ce mouvement et contribue à établir ces liens entre travailleurs/travailleuses. Et il existe diverses entités et personnes aux États-Unis qui s'engagent davantage dans ce type d'action locale. Je sais que la campagne de solidarité avec l'Ukraine organise actuellement une collecte de fonds pour les infirmières ukrainiennes afin de leur fournir les analyseurs sanguins dont elles ont besoin dans plusieurs hôpitaux de première ligne, afin que les gens n'aient pas à se déplacer pour recevoir ces soins médicaux. Je sais que le syndicat des électricien·nes a mené certaines actions ici, dans le Vermont, et je crois aussi au niveau régional, pour essayer d'envoyer du matériel électrique en Ukraine, car la Russie continue de cibler le réseau électrique, ce qui signifie pour la plupart des Ukrainien·nes non seulement qu'elles et ils n'ont pas de lumière, mais aussi qu'elles et ils n'ont pas de chauffage ni d'eau chaude. Une partie de ce travail est donc en cours. Je pense

donc que cela est également lié au travail qui est en cours.

En ce qui concerne l'influence de Poutine en Europe, il ne s'agit pas seulement de l'influence exercée par la création de mouvements d'extrême droite comme l'AfD, mais aussi du fait qu'ils commencent à envahir l'espace aérien d'autres pays. Ils le font en Pologne depuis un certain temps, mais au cours des trois ou quatre derniers mois, nous avons assisté à des invasions de l'espace aérien de la Roumanie, de la Belgique, des pays nordiques et de la Pologne, et un drone partiellement chargé d'explosifs s'est écrasé en Pologne. En fait, il ne s'agissait pas seulement d'une invasion de l'espace aérien. Et cela s'est produit le jour où j'ai quitté l'Ukraine. J'étais en Pologne lorsque cela s'est produit, assez loin de la frontière, trop loin pour qu'il s'agisse d'un accident. Et nous assistons à une escalade dans d'autres pays européens, ce qui, comme vous le savez, confirme ce que je dis depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine: si l'Ukraine tombe, cela ne s'arrêtera pas là. Cela deviendra la troisième guerre mondiale, car cela ne suffira jamais. Et nous voyons déjà les signes avant-coureurs de cela avec ces violations flagrantes de l'espace aérien d'autres pays. Encore une fois, je pense que l'histoire nous l'a appris. Vous avez évoqué Hitler tout à l'heure, mais la prise de pouvoir autoritaire des nazis, puis l'invasion, l'occupation et le génocide ont commencé à cause de difficultés économiques. Je pense donc que nous devons également reconnaître que nous devons répondre aux besoins économiques matériels des personnes ordinaires si nous voulons

vraiment empêcher les autoritaires de prendre le pouvoir.

En d'autres termes, un mouvement ouvrier international, oui, les intérêts des travailleurs et des travailleuses, sur le plan économique, oui. Et aussi, vous ne pouvez pas lutter pour ces intérêts si des mouvements fascistes et semi-fascistes se développent ou prennent le pouvoir, comme dans le cas de l'invasion russe en Ukraine.

Exactement. L'un des arguments que j'ai parfois entendu contre le soutien à l'Ukraine est: «Oh, elles et ils ont un gouvernement néolibéral.» C'est vrai, mais il n'y aura plus d'Ukraine de gauche si la Russie prend le pouvoir, et bien sûr, il y a aussi des gens de gauche qui ne font que répandre la propagande russe, qui parlent des nazis en Ukraine. Y a-t-il des nazis en Ukraine? Oui, il y a des nazis partout. Mais lors du cycle électoral qui a précédé l'invasion à grande échelle, aucun d'entre eux n'a remporté les élections. Ils ont obtenu moins de 2 % des voix. Pendant ce temps, ici aux États-Unis, nous avons un aspirant nazi à la Maison Blanche! La propagande russe sur la dénazification de l'Ukraine a été diffusée à grande échelle, et c'est tout ce que c'est. C'est de la propagande russe.

Venant de Poutine, qui a probablement des liens plus étroits avec les nazis que n'importe quel autre chef d'État dans le monde!

Oui, tout à fait. N'oublions pas que Vladimir Poutine est un ancien membre du KGB. Autrement dit, il agit selon un ensemble de règles qui

n'ont rien à voir avec la démocratie, les droits des personnes ou le rejet des régimes nazis.

America First, un groupe fasciste, soutient Poutine.

Nous menons une bataille existentielle pour la démocratie aux États-Unis. Et encore une fois, cela se produit partout dans le monde. Je recommande donc vivement aux gens d'ouvrir leur esprit, d'entrer en contact avec des personnes d'autres pays qui sont confrontées à des difficultés similaires et d'apprendre d'elles. Vous savez, l'une des choses qui m'a vraiment frappée dans les nombreuses conversations sur l'Ukraine dans les milieux de gauche occidentaux, c'est qu'il n'y a aucune voix ukrainienne dans ces discussions, alors qu'il existe un merveilleux contingent de militant·es de gauche ukrainien·nes qui se battent pour une Ukraine de gauche socialement juste, et qu'elles et ils ne peuvent pas le faire si elles et ils sont sous occupation russe. Je voudrais donc encourager les gens à ouvrir leur esprit et leur cœur à cette expérience. Et j'aimerais beaucoup travailler à la constitution d'un groupe plus important de militant·es de gauche et de syndicalistes américain·es qui m'accompagneraient lors de mon prochain voyage en Ukraine.

Je voudrais conclure sur cette question : d'après votre expérience en Ukraine et d'après ce que vous savez en général, dans quelle mesure est-il important pour l'Ukraine de continuer à recevoir des armes des États-Unis et d'autres pays ?

Je pense que c'est d'une importance cruciale pour la souveraineté ukrainienne et pour mettre fin de manière juste à cette invasion. Je pense également que c'est d'une importance cruciale compte tenu de certains des points évoqués précédemment, à savoir la position de l'Ukraine entre la Russie, l'Europe et une potentielle troisième guerre mondiale. Je pense que c'est extrêmement important. Les États-Unis ont la plus grande puissance militaire au monde, et je suis tout à fait d'accord pour dire que les États-Unis doivent réduire leurs dépenses militaires et investir dans leur population. Ce qu'ils ont offert à l'Ukraine n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan par rapport à ce qu'ils dépensent ailleurs. Mais je pense qu'il s'agit d'une question humanitaire cruciale et d'une question cruciale pour la paix mondiale.



Alors, comment répondez-vous aux gens qui disent : « Oh, vous savez, je suis d'accord avec vous au sujet de Poutine. C'est un type horrible. L'invasion est un crime, tout ce genre de choses, mais je ne... Je veux juste voir la fin de la guerre, et je ne crois pas qu'il faille faire quoi que ce soit pour soutenir le complexe militaro-industriel américain. Je suis donc contre l'envoi d'armes à l'Ukraine, mais je soutiens l'Ukraine. » Comment répondez-vous à cela ?

Eh bien, je pense que c'est une vision incroyablement simpliste. Permettre à un agresseur de gagner, d'obtenir ce qu'il veut, ne crée pas une paix durable ou juste. Si nous permettons à la Russie d'envahir illégalement, et que nous pensons que le simple fait de ne pas riposter

permettra d'instaurer la paix, c'est complètement fou. Si la Russie obtient ce qu'elle veut, elle continuera à envahir, ce qui propagera la guerre et la destruction. Je me considère donc comme quelqu'un-e qui s'oppose à la guerre, quelqu'un-e qui souhaite voir la paix mondiale s'installer. Je reconnais simplement que permettre à un envahisseur de gagner ne va pas instaurer la paix mondiale. Au contraire, cela va entraîner la propagation de cette invasion et de cet impérialisme. Et même permettre à un envahisseur d'occuper un territoire ne va pas instaurer la paix. Nous le savons grâce à l'exemple de la Palestine, où Israël occupe le territoire depuis 75 ans. Cela n'a pas apporté la paix au peuple palestinien. Cela n'a pas apporté la justice au peuple palestinien. Et cela nous a menés là où nous en sommes aujourd'hui, où Israël commet un génocide à grande échelle, et ce n'est pas la paix. Si les personnes croient que c'est la paix, je ne pense pas qu'elles soient réellement pacifistes. Je ne pense pas qu'elles recherchent réellement la paix.

Seriez-vous donc d'accord pour dire que celles et ceux qui affirment être contre l'invasion et contre Poutine, quelle que soit la force avec laquelle elles et ils le clament, ne font en réalité que réclamer les conditions qui permettront la victoire de cette invasion ?

Oui, je dirais que oui.

La réalité du front ukrainien dément la petite musique du Kremlin !

Daniel Tanuro¹

«La Russie ne peut que gagner la guerre», «La Russie n'a jamais été battue», «Quelle naïveté de penser qu'on pourrait vaincre un pays qui a l'arme atomique», etc., etc. Cette petite musique (inexacte), qui trouve son origine au Kremlin, est diffusée avec insistance par la droite, l'extrême droite, et une certaine gauche «radicale».

On en a eu l'illustration récente en Belgique lorsque tous les partis représentés au Parlement, du Vlaams Belang au PTB, ont appuyé De Wever dans l'affaire des avoirs russes gelés chez Euroclear.

Seuls quelques individus courageux, comme Cogolati, ont refusé l'union sacrée. Les autres devraient s'interroger sérieusement: par leur attitude, en effet, ils ont contribué à renforcer la coalition la plus à droite, la plus violemment antisociale et antidémocratique, que le pays ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale. Il suffit de lire les éloges du Premier ministre dans la presse pour le comprendre. En pleine

mobilisation syndicale contre l'austérité, ce soutien à De Wever-Bouchez est un méchant croche-pied au mouvement social.

Le comble est que la petite musique se fait entendre de plus belle, alors même qu'elle ne correspond pas à la réalité sur le champ de bataille. Certes, la Russie domine (quelle surprise, s'agissant de la deuxième armée la plus puissante au monde!). Mais elle ne fait que grignoter, elle ne perce pas. Et elle grignote de plus en plus lentement, au prix de pertes terribles en hommes (1,4 million!) et en matériel. Que ce soit en colonnes blindées ou par des petits groupes de fantassins, les attaques russes sont décimées par les drones, que les Ukrainiens manœuvrent avec brio.

La résistance ukrainienne est vraiment admirable, en dépit des freins occidentaux (et du néolibéralisme de Zelensky). Il s'agit d'ailleurs de plus que de la résistance. À Kupiansk, la contre-offensive a chassé les Russes de la ville que Poutine en personne prétendait avoir définitivement gagnée. Une véritable gifle pour le Kremlin! À Pokrovsk, la soldatesque poutinienne n'est toujours pas maîtresse du terrain (après 700 jours d'assauts!). Au nord de Pokrovsk, l'armée ukrainienne a repris cinq villages. À Ulaipole, l'envahisseur se targuait d'avoir gagné, et même d'occuper le QG de la défense territoriale. C'est exact, mais les troupes ukrainiennes contre-attaquent et elles ont repris pied dans la ville.

C'est une guerre d'attrition. La Russie tient notamment parce que son régime néofasciste a complètement atomisé la société, qu'elle attire des volontaires par une solde plusieurs fois

1. Article publié le 27 décembre 2025 sur [Europe solidaire sans frontières](#).

supérieure au salaire moyen (grâce aux revenus du pétrole, etc.), que Trump et ses sbires l'appuient et que l'Europe mise malgré tout sur Poutine pour maintenir l'ordre au cas où. L'Ukraine tient parce que sa population a goûté aux libertés conquises depuis 1991, après des décennies d'oppression coloniale (le tsar, Staline, Hitler, puis encore Staline et ses successeurs...). Dans sa grande majorité, et en dépit de difficultés terribles, des bombardements sur les villes et des coupures d'électricité, elle ne veut pas être soumise à ce néofascisme dont elle voit les effets dans les territoires occupés... et sur les corps torturés des prisonniers de guerre échangés de temps à autre avec Moscou.



Lequel des deux craquera ? Trump fait clairement tout pour que ce soit l'Ukraine. L'internationale néofasciste et de droite extrême le soutient, de même que la Chine sous dictature bureaucratique. Rien que de normal. Ce qui n'est pas « normal », c'est que la plus grande partie de cette gauche qui se dit « radicale » et « authentique », voire « léniniste », PTB en tête, se trouve en pratique sur la même ligne que les pires ennemis de la classe ouvrière : contre le droit à l'autodétermination des peuples ! Un droit que Lénine, pour rappel aux « marxistes-léninistes », considérait comme un « principe absolu », sans lequel « il n'y a pas d'internationalisme »...

Lequel des deux craquera ? Il reste tout à fait possible que ce soit la Russie. Derrière la petite musique de la Russie « invincible », en effet, ça va mal pour Poutine. Très mal. Les raffineries de pétrole brûlent, les pétroliers fantômes coulent et l'industrie de guerre ne compense plus les pertes en chars, en radars et autres

équipements. C'est pour cela que la petite musique joue de plus en plus fort. C'est pour cela aussi qu'il n'est pas question pour le Kremlin d'admettre un cessez-le-feu, et encore moins un compromis territorial sur base de ce qu'il a acquis en le détruisant totalement.

Pourquoi n'en est-il pas question ? Parce que, si Poutine n'obtient pas au moins tout le Donbass, des gens en Russie – les vétérans estropiés et leurs familles notamment – se lèveront pour demander des comptes : 1,4 million de morts et d'infirmités pour ça ? Or, les infos du front le montrent : le Donbass, Poutine est loin, très loin, de l'avoir. Trump, Witkoff et Kushner voulaient forcer Zelensky à le lui céder, mais ça ne marchera pas. Zelensky est un libéral, mais pas une marionnette. Il n'est pas prêt à se faire hara-kiri pour que Trump et son gang fassent des affaires juteuses avec le Kremlin. L'Ukraine ne peut pas accepter de donner à Poutine ce qu'il a été incapable de conquérir, malgré toute sa cruauté. Et l'UE ne peut pas se permettre de passer outre le refus de l'Ukraine.

« *You have no cards* », disait Trump à Zelensky en février dernier. C'est en réalité Poutine qui a de moins en moins de cartes en main dans cette partie. Poutine, et par conséquent aussi Trump, son complice.

Alors, l'Ukraine, victoire impossible ? Au 20^e siècle, deux petits pays au moins – le Vietnam et l'Afghanistan – ont gagné contre des superpuissances qui possèdent l'arme atomique. Au-delà des différences évidentes, ces deux pays ont gagné parce que leurs envahisseurs, en dépit de moyens énormes, ne parvenaient pas à l'emporter. Le coût politique ou

économique de leur politique de la canonnière leur devenait insupportable. Que l'extrême droite tache d'effacer ces faits historiques des consciences, qui s'en étonnera ? Il est par contre pénible, et pour tout dire honteux, de devoir les rappeler à des militants de gauche, *a fortiori* quand ils se prétendent anti-impérialistes.

Solidarité avec le peuple ukrainien !

Le RESU, c'est votre affaire !

Marie-Cécile Plà¹

On milite souvent avec ses pieds, c'est souvent frustrant et les pieds sont parfois fatigués. Il faut alors trouver une place pour réenchanter un peu le monde.

Au RESU participent ceux qui y ont mis à profit leur expérience, leur culture et leurs relations militantes oh combien précieuses. On y organise des réunions, des événements, on invite des figures de la diaspora ou des combattants ukrainiens de l'armée ou des luttes sociales. On fait des liens entre les mobilisations sociales et l'aspect militaire. On participe à des projets comme *sky shield*. On y tient des tables, des vide-greniers. À Paris comme en région. On aide directement. Les combattant-es dernièrement en gagnant des sous pour acheter des lunettes à vision nocturne pour Katia combattante

en première ligne. On participe à des envois de médicaments, de petit matériel d'équipement.

On fait connaître et rayonner la poésie et la littérature ukrainienne grâce auxquelles le monde entier connaît cette nation, sa musique, sa littérature, bref son âme et *in fine* son identité.



Mais surtout par la forme en réseau et pas en organisation, on évite la paperasse et la bureaucratie inhérente à toute organisation ; une caisse qui vient en aide à ceux qui en ont besoin pour continuer à se battre sur ce qu'il est convenu d'appeler les 1^{er}, 2^e et 3^e front. Les soldats, ceux qui sont dans les luttes sociales en Ukraine et nous qui luttons hors d'Ukraine. Dans un réseau, prévaut une forme d'auto-organisation au sein de laquelle c'est celui qui fait qui en est. On ne fait pas l'impasse sur les problèmes mais on évite les batailles d'ego ; c'est reposant. Évidemment une construction européenne de cette sorte s'appuie sur internet et les réunions se font le plus souvent par zoom mais on s'y rencontre régulièrement à l'occasion de manifestations particulières.

Alors adhérez au RESU, vous serez en lien avec les autres organisations. Vous serez les mieux informés, et vous y apprendrez beaucoup.

1. Marie-Cécile Plà est membre du Comité français du RESU.

Quatre ans déjà

Gin Vola¹

Cela fait bientôt quatre ans que les populations d'Ukraine résistent à l'invasion militaire de l'armée russe.

Quatre ans qu'une partie trop importante de la gauche européenne a passés à fuir ses propres contradictions et son incapacité à distinguer les agresseurs des agressés; à fermer les yeux sur la violence, le militarisme et la répression pratiqués par le régime russe, sur les massacres des civils ukrainiens, sur la suppression des droits politiques, civils et sociaux dans les territoires occupés, sur le soutien à l'extrême droite internationale par le parti de Poutine.



Quatre ans qu'une gauche sans instruments pour comprendre le présent et pour envisager l'avenir a passés à se lancer dans des pirouettes rhétoriques pour justifier le simplisme et l'anachronisme historique et politique de son logiciel d'analyse de la réalité.

Quatre ans passés à diviser le monde en deux camps aussi homogènes que fantasmés, en aplanissant toutes les contradictions internes à la réalité sociale et politique globale; à crier des mots d'ordre comme «paix», «négociations», «désarmement», «antimilitarisme», «démocratie», sans aucun rapport avec la réalité concrète de la guerre, du militarisme et de la démocratie, tout en faisant disparaître de ses discours les forces populaires, politiques et syndicales qui incarnent le combat vital pour la démocratie et contre le fascisme.

Ces quatre ans perdus et qui étaient – devaient être – l'occasion pour analyser une réalité sociale et politique internationale nouvelle, face à laquelle la gauche européenne est démunie, et – ce qui est bien pire – les populations qu'elle devrait représenter risquent de l'être aussi; pour contribuer à élaborer un horizon politique global et une stratégie viable; pour agir concrètement contre l'impérialisme et les politiques réactionnaires et autoritaires de l'extrême droite globale.

Cela fait quatre ans que la résistance populaire ukrainienne, déterminée à ne pas céder en dépit de tous les pronostics, éloignée par la force des choses de toute rhétorique simpliste et détachée de la réalité, nous montre qu'elle est la plus à même aujourd'hui d'infliger une défaite au régime fasciste le plus abouti du 21^e siècle.

À condition, cependant, que nous ne l'abandonnions pas.

1. Gin Vola est membre du Comité français du RESU.

Solidarité lyonnaise

Armand Creus¹

Né le 22 avril 2022 place Bellecour dans la foulée de grands rassemblements le dimanche des associations ukrainiennes (Lyon Ukraine et le Comité Ukraine 33), le Collectif du Rhône de soutien au peuple ukrainien est composé d'une quinzaine d'associations françaises et ukrainiennes, d'organisations et syndicats (dont certains du RESU) défendant une [plateforme commune](#).

Lancement: «4 heures pour l'Ukraine» à Villeurbanne mêlant expressions culturelles et témoignages montrant que l'Ukraine existe, qu'elle résiste et qu'elle a besoin de solidarité.

Par l'action et les liens culturels; les échanges syndicaux; la réflexion et l'action citoyenne contre la désinformation, pour une paix juste et durable alternative au faux pacifisme complice de Poutine.

Actions contre Total, pour la libération de Maksym, Boutkevych, pour le retour des enfants déportés, conférences avec Edwy Plenel, Anna Colin Lebedev, Daria Sarubova, Bernard Dréano, Stefan Bekier, Dorota Dakowska, Clément Peretjatko... Expositions avec l'artiste plasticienne Katya Gritseva et les photographes Jérôme Barbosa et Christian Verdet. Nombreux cinés-débats. Rassemblements et manifestations aux côtés des associations ukrainiennes

les 24 février; interventions lors des cortèges syndicaux du 1^{er} mai.

En préparation, une exposition à la mairie de Lyon 1^{er} des œuvres de l'artiste Iryna Bondarenko de Kharkiv grâce aux liens de notre ami Philippe lors de ses séjours solidaires là-bas. Soirée avec une 50 de personnes, jeunes, à l'Amicale du Futur en présence de Karynna Chmeliuk sur la résistance dans les territoires occupés.



Deux rendez-vous en février: le 4^e anniversaire de la résistance à l'agression russe. Et en mars, nous participerons à l'accueil en résidence de six danseurs et danseuses du ballet national de Kiyv par l'Opéra de Lyon, à l'initiative d'Ukraine Combart, du RESU, de l'ambassade d'Ukraine, de la Ville de Lyon 1^{er} et d'autres composantes. Toujours en mars, un ciné-débat autour du film *The sky was on fire; Ballet and war in Ukraine* et une journée de restitution de la résidence sous forme culturelle et festive.

1. Armand Creus est membre du Collectif 69 (Rhône) de soutien au peuple ukrainien.

L'équation ukrainienne

Catherine Samary¹

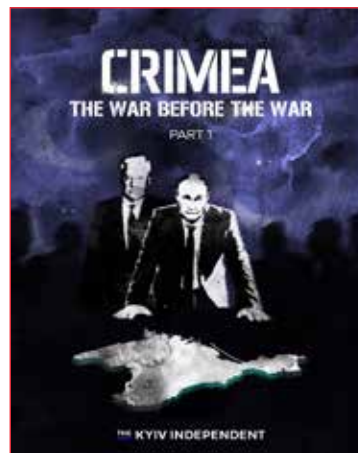
Je voudrais inciter à lire quelques éclairages essentiels de l'équation Ukrainienne en ce début de quatrième année de guerre.

1°) «La réalité du front dément la petite musique du Kremlin», souligne Daniel Tanuro. Au 20^e siècle, dit-il, «deux petits pays au moins – le Vietnam et l'Afghanistan – ont gagné contre des superpuissances qui possèdent l'arme atomique²». Malgré l'immense dissymétrie de forces en jeu, c'est d'abord la réalité d'une résistance nationale populaire qui a marqué l'échec de l'opération poutinienne qui devait durer quelques jours.



2°) Contre un pacifisme abstrait, le droit de résister à une politique néocoloniale légitime aussi la demande d'aide adressée aux pays qui dénoncent l'agression russe. Mais l'analyse critique de leur logique et du «militarisme» s'impose, comme le souligne [Hanna Perekhoda](#), en le distinguant de la défense de droits. [Oleksandr Kysselov](#), relayant aussi les analyses de son camarade Taras Bilous de l'organisation de la gauche ukrainienne Sotsialny Rukh engagé sur le front, souligne qu'il s'agit désormais de «se battre pour la paix la moins injuste possible». Il ajoute : «Tout en rejetant les conditions

russe, 74 % des Ukrainiens considèrent désormais le gel du conflit le long de la ligne de contact comme un succès, même si plus de la moitié d'entre eux sont convaincus que la Russie reprendra les hostilités à l'avenir.»



3°) Contre les diktats ignobles exercés par Trump, la gauche ukrainienne adopte une position offensive. [Vitaly Dudin](#), juriste du droit du travail et dirigeant de Sotsialny Rukh, considère «qu'il est utile d'entamer une discussion sur les élections dans le contexte de l'état d'urgence, si cela permet d'entendre un large éventail d'opinions politiques». Mais il faut, dit-il, «prendre en compte les alternatives aux procédures électorales qui pourraient susciter l'intérêt du peuple pour la politique : 1) la délégation des fonctions du Parlement aux conseils locaux et la rénovation progressive de ces derniers ; 2) le renforcement des organes consultatifs ; 3) la garantie de la participation des travailleurs aux conseils de surveillance des monopoles d'État pour le dé-

1. Catherine Samary est membre du NPA et de l'ENSU.

2. Voir Daniel Tanuro, «La réalité du front ukrainien dément la petite musique du Kremlin !», dans ce numéro, p. 89.

veloppement de la démocratie industrielle¹».

4°) «Nous combattons, nous avons des droits!». Adam Novak montre «comment la démocratie des soldats alimente la résistance ukrainienne²».

Tels sont les combats qu'il faut soutenir, par en bas.

Après quatre années

Bernard Dréano³

Quand j'ai appris l'invasion de l'Ukraine j'étais sûr que Poutine allait tomber sur un os... Les associations auxquelles je participe avaient de nombreux contacts avec des Ukrainiens et nous connaissions la vigueur de la «société civile»... La mobilisation de masse pour repousser l'agresseur, comprenait tous nos ami·es, anti-autoritaires, écosocialistes, féministes, etc. qui s'engageaient dans l'armée ou s'efforçaient de développer des formes de résistances civiles.

La Blitzkrieg poutinienne a été brisée, mais les Ukrainiens n'ont pu mener à bien leur contre-offensive, du fait de la faiblesse ou l'inadéquation

de l'aide occidentale en armes et en soutien politique. L'armée poutinienne a pu se réorganiser et bénéficier de ses avantages numériques et matériels, tout en n'économisant pas la vie de ses soldats.

La guerre est terrible, y compris pour nos camarades. Aggravée par les ouvertures et concessions faites par Trump, qui incitent Poutine à tenter d'aller le plus loin possible dans ses destructions.



Il existe, parmi les peuples d'Europe et du monde, des actions de soutien aux Ukrainiens. Malheureusement trop de mouvements restent indifférents. Et même parfois pire, certains qui se prétendent anti-impérialistes, condamnent les forces progressistes ukrainiennes, car elles sont coupables à leurs yeux de participer à la défense de leur pays, même quand elles s'opposent au gouvernement ukrainien (lors de la «Révolution des pancartes» anticorruption de l'été dernier). On a vu ainsi des partis ou mouvements «de gauche» empêcher à la confiscation des avoirs russes gelés, pour que ces fruits de rapines des oligarques ne soient pas utilisés pour les Ukrainiens !

1. NDLR, voir «Que seraient des élections dans une Ukraine déchirée par la guerre ?», p. 42.

2. NDLR. Voir [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 44.

3. Bernard Dréano est membre du Comité français du RESU, de l'Assemblée européenne des citoyens et du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM). Il a publié [Jours gris, nuages d'acier](#), Paris, Syllepse, 2023.

Peut-être y aura-t-il à un moment en 2026 un cessez-le-feu, mais malheureusement dans l'avenir proche, pas de paix juste et durable. La solidarité avec le peuple ukrainien, la coopération avec les progressistes ukrainiens et les antiguerres russes va être plus que jamais nécessaire.

Une nouvelle année, un monde nouveau

Michel Lanson¹



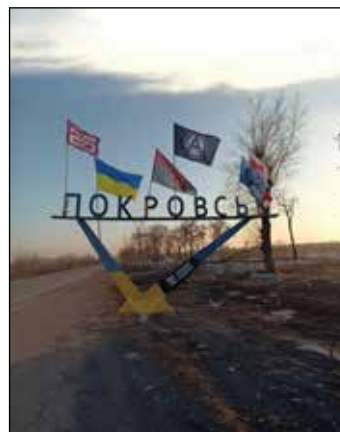
L'enlèvement de Maduro a bouleversé l'équilibre des relations internationales. En confiant le gouvernement du Venezuela à la vice-présidente Delcy Rodriguez, Trump a pris le contrôle de la politique extérieure du pays, la répression intérieure restant aux mains de la bureaucratie maduriste. Des prisonniers politiques ont été libérés mais le contrôle dictatorial sur la population continue comme avant.

«Maduro par sa politique a tué l'anti-impérialisme dans le pays», a pu déclarer un analyste vénézuélien.

En prenant le contrôle du Venezuela, en décidant que les compagnies pétrolières américaines exploiteront les réserves et que tous les échanges seront exclusifs, Trump porte un coup très dur aux intérêts russes et chinois.

1. Michel Lanson est directeur de publication de la revue [Adresses](#), membre du Comité français du RESU et du Réseau Bastille.

Trump ayant enterré toutes références au droit international, Poutine peut se trouver légitimé dans sa tentative d'invasion de l'Ukraine et des territoires qu'il considère comme faisant partie de son empire.



L'arraisonnement d'un pétrolier russe montre aussi que Trump a décidé de s'attaquer au commerce mis en place pour contourner les sanctions et qui échappent à la sphère du dollar. Ces décisions sont à rapprocher de celles prises par la «coalition des Volontaires» sous contrôle américain et des mesures financières proposées dans le cadre de la «reconstruction de l'Ukraine». L'Ukraine devient un marché ouvert et Trump n'attendra pas éternellement la mise en œuvre des accords sur les terres rares.

Le nouveau monde accélère les processus et les contradictions. Poutine affaibli, voire humilié, voit de plus en plus son destin dépendre de la poursuite de la guerre. Son pouvoir est lié à la guerre, le «dougounisme» est sa bouée idéologique. La population russe sombre dans

la misère mais son clan s'enrichit. Les déséquilibres irréversibles d'une économie de guerre ne suffiront pas à le détourner de son cap.

Cela se traduit sur le terrain militaire par des tentatives de forcer la ligne de front mais surtout par des frappes toujours plus destructrices.

La durée de la guerre, la corruption, les rigueurs sociales pèsent sur le moral mais le peuple ukrainien n'abandonnera pas. Au moment où les principes s'abîment, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doit être impérativement défendu contre les impérialistes mais aussi, hélas, contre ceux que l'on nomme «campistes» et qui, irrépressiblement, confondent les peuples et leurs dictateurs.

Difficile de prédire l'avenir avec une Europe disloquée et affaiblie, un impérialisme trumpien en plein hubris et un dictateur russe englué dans sa logique de mort. Si l'on veut que l'Ukraine ne soit pas livrée à la découpe productiviste et que le peuple ne soit pas asservi aux intérêts des spoliateurs, il faut soutenir, soutenir et soutenir encore les syndicats et les organisations du prolétariat ukrainien.

Foin de géopolitique, l'autodéfense populaire est à l'ordre du jour.

Pour l'Ukraine, serrons les rangs !

Sophie Bouchet-Petersen¹

Il y a une vingtaine d'années, j'ignorais tout de l'Ukraine. Piégée par le narratif pluriséculaire du Kremlin, je tenais pour russes nombre de ses écrivains et de ses peintres. À la «révolution orange», je n'ai d'abord prêté qu'une attention distraite. Peu séduite par les nattes de la «princesse du gaz», Ioulia Timochenko, choquée par l'empoisonnement de Viktor Iouchtchenko par les services russes. Ces méthodes-là étaient celles de la Russie stalinienne contre laquelle mes engagements de jeunesse m'avaient vaccinée.



Maïdan acheva de me convaincre qu'était en jeu ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui avait suscité tant de luttes anticoloniales et

1. Sophie Bouchet-Petersen est membre du Comité français du RESU et secrétaire générale d'Ukraine CombArt.

d'espoirs d'émancipation. Dès lors, la solidarité internationaliste allait de soi. Je suis d'une génération qui s'est ardemment mobilisée non pour « la paix au Vietnam » mais pour la victoire des Vietnamiens. C'est aujourd'hui en Ukraine qu'un impérialisme meurtrier entend noyer dans le sang l'aspiration de tout un peuple à tracer sa propre route. À nous de serrer les rangs à ses côtés. De combattre les poutinophiles auxquels la bollosphère offre un boulevard. Et ce campisme hémiplegique incapable de voir que poutinisme et trumpisme nous menacent conjointement de leur hubris antidémocratique et antieuropéenne.



J'ai découvert la longue histoire des résistances ukrainiennes. La russification forcée qui lui fut infligée au fil des siècles (comme aujourd'hui dans les territoires occupés). Le massacre de son avant-garde culturelle (la « Résistance fusillée ») et l'Holodomor génocidaire des années 1930. Les révoltes qui, des cosaques zaporogues aux dissidents « soixantards », affrontèrent l'oppression grand-russienne. Et la vitalité d'une société démocratique qui conserve, même sous la loi martiale, d'impressionnantes capacités de contestation et de mobilisation. Contre « le droit arbitraire des tyrans », comme l'écrivait jadis la poétesse, féministe et socialiste Lessia Oukraïnka, les Ukrainien·nes ont plus que jamais besoin que nous les soutenions dans leur refus d'une paix de capitulation qui ne réglera ni le sort de l'Ukraine, ni la sécurité de l'Europe.

Ici et là-bas, ensemble !

Christian Mahieux¹

Quatre ans de solidarité syndicale internationale, c'est quoi ?

Bien sûr, ce sont les convois syndicaux qui, dès avril 2022 pour celui du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, ont amené du matériel mais surtout ont rencontré les camarades syndicalistes sur place. Des convois donc, tant de ce Réseau coanimé par l'Union syndicale Solidaires que de l'intersyndicale française.



Quatre ans de solidarité syndicale internationale, c'est aussi des échanges directs grâce à nos délégations en Ukraine et à la venue de syndicalistes ukrainiennes, à plusieurs reprises, pour des congrès, des rencontres internationales, des manifestations...

1. Christian Mahieux est membre du Comité français du RESU et du comité de rédaction de la revue de l'Union syndicale Solidaires, *Les Utopiques*.

Quatre ans de solidarité internationale, c'est, pour l'Ukraine comme pour la Palestine, ou d'autres régions du monde, le boulot pour que cet internationalisme se traduise dans l'activité syndicale des équipes locales et ne se limite pas aux échelons nationaux.

Quatre ans de solidarité internationale, ce sont des rencontres humaines.

Et puis, peut-être le plus important: quatre ans de solidarité syndicale internationale, c'est comprendre que nous avons beaucoup à apprendre de nos camarades d'Ukraine et que ce que nous construisons, c'est le syndicalisme international dans une perspective d'émancipation sociale, là-bas, ici, ailleurs, ensemble.

Un syndicalisme internationaliste

Julien Troccaz¹

Mon syndicalisme qui se revendique anti-capitaliste rentre en interaction naturellement avec les luttes anti-impérialistes.

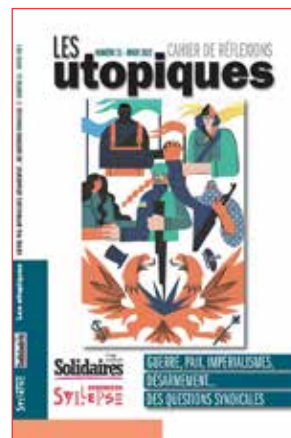
Mon syndicalisme internationaliste, qui repose sur l'autodétermination des peuples, doit soutenir en premier lieu nos camarades syndicalistes concernés.

La solidarité entre les peuples est souvent exprimée dans les résolutions de nos congrès

1. Julien Troccaz est cheminot, secrétaire de la fédération SUD-Rail. À travers l'Union syndicale Solidaires, la fédération SUD-Rail est membre du comité français du RESU.

ou dans le cadre de communiqués de soutien, qui sont importants mais ne suffisent pas à intégrer les questions internationales dans nos pratiques syndicales.

Dès les premiers jours de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, nous avons agi concrètement au niveau de la fédération SUD-Rail de deux manières :



- Exiger de la part du Groupe SNCF à nous mettre des moyens à disposition pour aider les organisations syndicales françaises à envoyer du matériel humanitaire en Ukraine. C'est dans ce cadre qu'un convoi intersyndical se mettra en place.

- Participer au premier convoi syndical de notre Réseau Syndical International de Solidarité et de Luites du 28 avril au 2 mai 2022 pour rencontrer nos camarades cheminots en Ukraine.

Depuis, nous entretenons les liens directs avec des syndicalistes cheminots en Ukraine et plusieurs syndicats SUD-Rail soutiennent

matériellement et financièrement les camarades sur place.

Rien de mieux que l'action syndicale et internationaliste pour nous donner une boussole dans ces situations internationales où les positions de repliements sur soi – pour ne pas dire campistes – sont un danger pour notre classe !

La solidarité avec la résistance ukrainienne nous a transformés !



Vincent Présumey¹

Certes, pour s'engager pleinement dans le RESU, mieux valait avoir quelques acquis internationalistes au vrai sens du terme, c'est-à-dire anticampistes: je pense modestement que c'était mon cas, mais toute la théorie est devenue pratique. Pratique certes morale et théorique mais qui peut devenir concrète, de la préparation à la guerre, la guerre des peuples, ce prolongement à mon avis inévitable du moment présent.

La principale difficulté à laquelle nous sommes confrontés est que cet engagement dans le véritable 21^e siècle auxquels nous forcent l'Ukraine et les camarades de la gauche,

1. Vincent Présumey est membre du Comité français du RÉSU et d'Aplutsoc.

du syndicalisme, et du féminisme, ukrainiens, la majeure partie des individus formant les couches militantes «de gauche» en France, et plus généralement sans doute dans ce qu'il est convenu d'appeler «l'Occident», ne veulent psychologiquement pas l'effectuer.



Ils veulent obscurément et compulsivement continuer à ignorer l'Europe centrale et orientale, et les événements survenus depuis le 24 février 2022 – 7 octobre 2023, avènement de Trump n° 2, intervention de celui-ci au Venezuela – sont autant d'occasions pour eux de se précipiter dans ce qu'ils veulent être leur monde alors que leur monde est mort, où l'impérialisme n'est qu'américain, où il n'y a pas, comme pour Poutine, d'Ukraine. Alors qu'en fait, ces événements de la Palestine à Minneapolis en passant par Caracas, ne font qu'approfondir l'entrée dans le nouveau siècle de fer, de feu et de sang qui est là.

Nulle raison d'être pessimiste pour autant, car cette critique des couches militantes cesse d'être juste dès qu'il s'agit des plus larges masses, qui, elles, saisissent le réel et détestent tous les tyrans et les conquérants armés. Dans l'Allier, nos vrais succès pro-ukrainiens l'ont été dans des petits villages, comme Lurcy-Lévis

(conférence sur les femmes dans la guerre), avec des milieux populaires et/ou jeunes.

Retours sur une trajectoire

Anne Le Huérou¹

22 février 2022: le lendemain du fameux discours de V. Poutine «Appel aux citoyens de Russie» qui reconnaît les deux territoires séparatistes de Luhansk et Donetsk, deux jours avant la date fatidique, alors que monte une angoisse à peine atténuée par le calme déterminé des ami·es ukrainien·nes, je participe à une réunion d'urgence en visio convoquée avec les participant·es ukrainien·nes russes et européen·nes de la coalition CivilM+.

Ce [réseau fondé en 2017](#) s'était donné pour objectif de réfléchir ensemble à l'avenir du Donbass: comment concilier dialogue en faveur de la paix et quête de justice? Comment imaginer le retour à l'Ukraine des territoires occupés de Luhansk et Donetsk? Plusieurs années de rencontres régulières, jamais faciles, parfois tendues, toujours riches d'échanges et, pour moi qui travaille depuis trente ans essentiellement sur la Russie, l'occasion de découvrir l'incroyable énergie et la maturité de la société civile ukrainienne tandis que la défense des droits et libertés est de plus en plus menacée en Russie.

1. Anne Le Huérou est membre du RESU.

Pressentons-nous ce jour-là que deux jours plus tard, plus rien ne sera jamais comme avant? Pas facile à accepter lorsque l'on a évolué dans des espaces où le dialogue entre représentants de camps ennemis était une évidence.

Et pourtant, faire le choix d'un engagement aux côtés des Ukrainien·nes et de l'Ukraine s'impose immédiatement, alors que les réseaux professionnels, militants et amicaux s'organisent en tous sens: accueillir, mobiliser, manifester, traduire, accompagner, écrire, expliquer...

Expliquer que non ce n'est pas à cause de l'OTAN que la Russie a envahi l'Ukraine, que non l'extrême droite ne domine pas en Ukraine même si on voit parfois dans les manif des drapeaux qui nous dérangent, que oui bien sûr on est *aussi* aux côtés des Russes antiguerre – d'ailleurs beaucoup là-bas sont des amis et on craint pour leur sécurité – mais que non, là tout de suite, on ne va pas se précipiter pour les faire se rencontrer avec les Ukrainiens qui sont eux en train de se faire bombarder – et d'ailleurs plusieurs amis là-bas viennent de s'engager.

Expliquer encore, quatre ans plus tard, que si les Ukrainien·nes sont fatigué·es, épuisé·es en particulier cet hiver dans le noir et le froid, ils et elles résistent toujours et préfèrent, plutôt que d'accepter une paix de dupes, fabriquer des drones dans leurs garages, et qu'on les comprend.



Jean Malifaud : до перемоги завжди Hasta la victoria siempre !

Mariana Sanchez¹

Notre camarade Jean Malifaud, qui représentait la fondation Copernic au sein de notre RESU, est décédé samedi 10 janvier.

Celui que ses amis appelaient « Malif » a été, depuis les années 1970, de tous les combats de solidarité internationaliste : la Grèce, sous la dictature des colonels ; le Vietnam, sous les bombes états-uniennes ; le Chili, à la suite du coup d'État de Pinochet ; le Nicaragua, en soutien à la révolution sandiniste après 1979. Il s'était rendu sur place pour apporter ses compétences en mathématiques à l'université de Managua, puis avait été des premiers à soutenir les étudiants et paysans victimes de la dictature Ortega-Murillo depuis 2018...

Dès l'invasion de l'Ukraine à grande échelle, en février 2022, Malif a participé aux réunions et rassemblements. Quelques jours après le début de la guerre, il assistait aux premières rencontres en visio au niveau européen qui allaient constituer l'ENSU (le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine), puis dès mars, notre comité français.



Mathématicien de formation, il débattait avec un esprit rigoureux (il aimait la précision des mots, usait de sa solide formation politique pour essayer de comprendre les enjeux de ce qui se jouait en Ukraine), sans perdre de vue la dimension humaine de ce combat, comme de ceux qu'il avait auparavant soutenus.

Son regard malicieux et bienveillant pétillait avec une patience infinie pour tenter de convaincre lors de débats, quelquefois éso-tériques, que nous avons, avec le RESU, tenté de porter au sein d'une gauche parfois tentée par le campisme et aveugle sur les enjeux de cette résistance et de cette guerre. Avec les plus jeunes, avec ses contradicteurs et contradic-trices, il avait toujours usé de pédagogie (faisant de ses explications une équation drôle) pour ex-poser son point de vue, toujours argumenté.

Et sans oublier ce qui restait sa boussole : le soutien à la résistance ukrainienne au-delà des critiques lucides que l'on peut faire à telle ou telle mesure d'un gouvernement Zelensky qui ne nous facilite pas toujours la tâche...

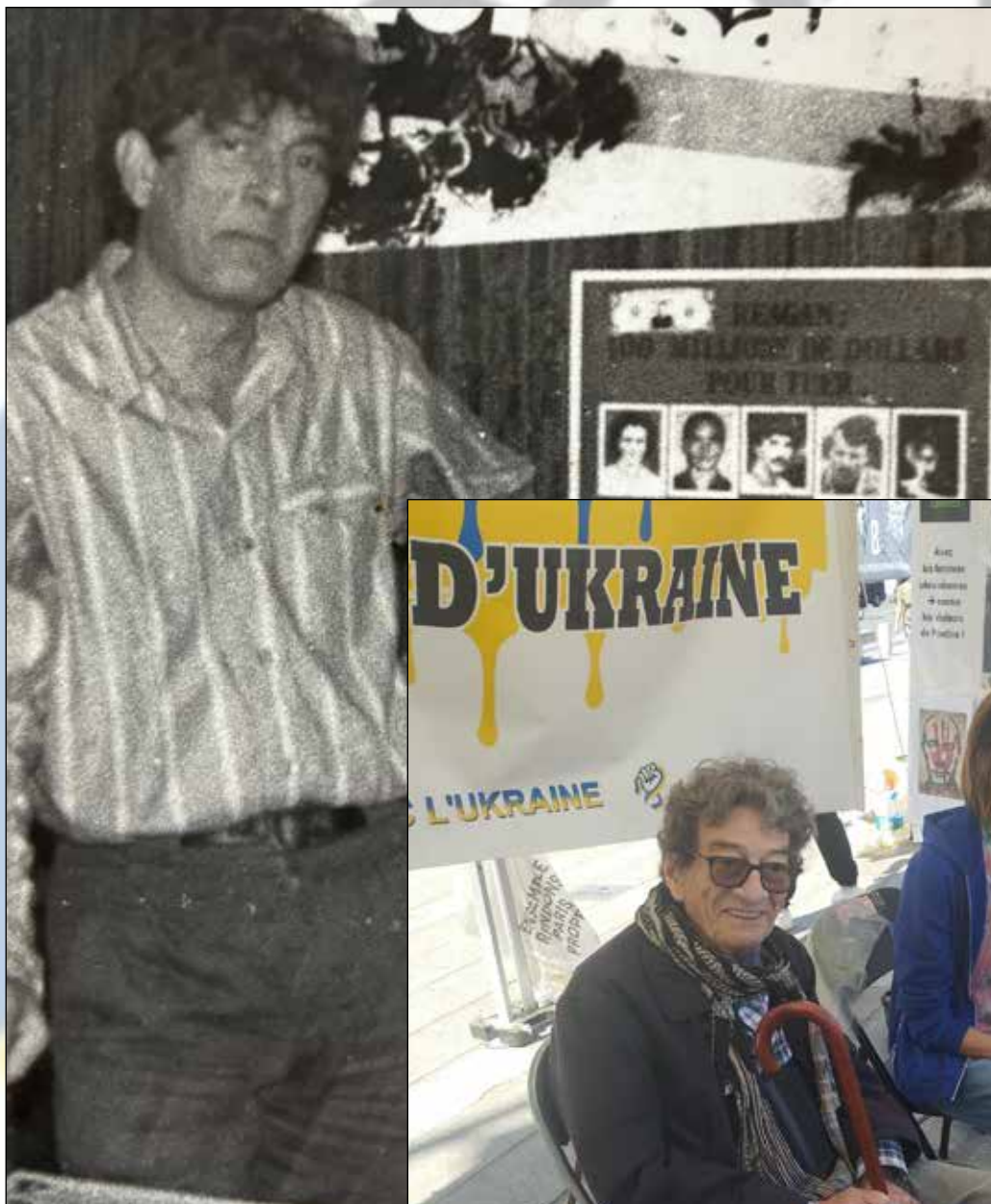
Cet activiste intellectuel mettait la main à la pâte : en faisant la collecte au pied des ambu-lances lors de notre campagne de l'an dernier, lors des manifs syndicales où il venait toujours distribuer les tracts du RESU...

Plus hispanophone qu'ukrainien, il aurait aimé que nous reprenions ce slogan latino-amé-ricain pour l'Ukraine : « до перемоги завжди » (« Hasta la victoria siempre ») !

Ce 22 février nous défilerons aussi en mé-moire de Malif.

Notre amitié à sa compagne, aussi engagée à nos côtés, à sa famille et à ses camarades.

1. Mariana Sanchez est membre du Comité français du RESU et des Brigades éditoriales de solidarité.



BOÎTE
ALERTE

Poésie ukrainienne dans la guerre

Olésya Mamtchitch

présenté et traduit par Vladimir Claude Fišera

Olésya Mamtchitch est née en 1981 à Kyiv où elle a fait ses études littéraires à l'Université. Elle a organisé des lectures de poésie pendant le soulèvement de la place de l'indépendance Maïdan à Kyiv pendant l'hiver 2013-2014. Éditrice et traductrice, elle est l'auteure de trois recueils de poésie et de dix ouvrages pour enfants. Le premier poème ci-dessous fut écrit en 2014 lors de l'invasion par la Russie du Donbass et de la Crimée, le second en 2022 au début de l'invasion générale par l'armée russe¹.

LA GUERRE

Des gens honorables
ont semé cette guerre
et s'en sont occupés

Ils l'ont amendée,
apporté de l'eau de pluie
dans leurs paumes
pour qu'elle ne sèche pas

et la guerre a poussé,
maigrichonne, toute pâle,
ni le soleil, ni l'air, ni le feu
n'ont pu la faire grandir bien droite

une guerre pas comme il faut
ont pensé ces messieurs,
une autre année
nous planterons ici

non pas une guerre
mais un poirier.

VIEILLES CHOSES

Nous n'avons plus de vieilles choses,
nos vêtements déchirés volent
au-dessus des villes, deviennent
des cigognes qui prennent leur envol,
des chemises devenues oiseaux,
des souliers devenus oiseaux.
Ils célèbrent par leur chant
un nouveau monde libre.

1. Source : Tchitimo.com, 8 avril 2022 et *European Review of Books*, n° 9, 4 septembre 2025.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous



le pouvoir des samizdats et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne. Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris) et Utopia Rossa (Rome), les sites À l'encontre (Lausanne), Trasversales (Madrid) et Europe solidaire sans frontières, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue Alternatives Sud, ainsi que le blog Entre les lignes entre les mots (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».